

## **Introduction :**

L'Irlande et la France sont intrinsèquement liées dans l'imaginaire des deux peuples. Ayant effectué ma première année de maîtrise à Dublin au Trinity College dans le cadre d'Erasmus, j'ai cherché à trouver un sujet liant les deux pays et n'ayant pas été trop étudié. Si les relations entre les deux pays ont été abordées avec abondance au XVIII<sup>e</sup> siècle et XIX<sup>e</sup> siècle lors de la lutte irlandaise pour l'indépendance aidée par l'état français ; en revanche, les liens entre les deux pays pendant la seconde guerre mondiale ont été moins étudiés. En effet, dans sa thèse, Rémy Serpolay s'intéresse à la vision de la presse française à l'égard de l'Irlande pendant quasiment tout le XX<sup>e</sup> siècle. Dans la sienne, Robert Patterson a analysé les relations franco-irlandaises de 1929 à 1950. Quant à Delphine Gillaizeau, elle étudie dans son mémoire, les relations entre 1940 et 1944. J'ai donc décidé d'élargir mon sujet de 1937 à 1945 pour bien percevoir les relations avant la guerre à partir de l'indépendance de l'Irlande.

J'ai aussi choisi d'allier les deux types d'approche, c'est-à-dire une analyse d'une part, des relations entre les deux pays et d'autre part, de la représentation respective des deux pays à travers la presse et la diplomatie, (mais aussi, des matériaux à la fois nouveaux dans la méthode d'histoire actuelle, tels que les manuels scolaires, l'Irlande occupant une place importante dans l'imaginaire populaire). L'histoire des représentations, en plus d'être une nouvelle méthode de recherche pour l'historiographie, permet de mieux comprendre les relations entre ces deux nations. La période choisie est d'autant plus intéressante qu'elle constitue un tournant pour les deux pays : durant cette période, l'Irlande, autonome et dominion de 1921, devient un état libre et indépendant grâce à la constitution républicaine de 1937 et la France va être envahie par l'Allemagne. Les deux pays ont tendance à se

rapprocher d'un point de vue religieux, l'Irlande demeurant fervente et la France de Pétain prônant un retour au catholicisme.

1937, comme date de départ, est d'autant plus importante pour l'étude de la représentation française de l'Irlande qu'elle correspond à la date de la Constitution de la République irlandaise. La place de l'Irlande qui devient indépendante, prend de plus en plus d'importance dans la presse française. Cette date correspond aussi à l'exposition universelle de Paris en août de la même année à laquelle l'Irlande ne fut pas invitée par la France, présageant ainsi d'un début de rancœur entre les deux pays.

1939 constitue une année tournant pour les deux pays et l'évolution des relations diplomatiques entre ceux-ci. Alors que la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, l'Irlande s'affirme neutre le jour d'après. Cette neutralité durera pendant toute la seconde guerre mondiale. Pourtant, cette neutralité pose des problèmes à beaucoup d'historiens ainsi qu'à la presse de l'époque qui ne considèrent pas l'Irlande comme un pays neutre, c'est-à-dire non participant ni activement, ni passivement à la guerre. La conspiration allemande avec l'IRA et l'aide du gouvernement irlandais aux services secrets anglais sont fortement médiatisées par la presse et commentées par la diplomatie.

La censure de l'opinion publique qui toucha l'Irlande dès le début de la prise de pouvoir de de Valera -qui restera quinze ans en fonction en tant que premier ministre irlandais, entre 1932 et 1947-, va atteindre la France en 1940 lors du début de la politique de collaboration menée par Pétain. Cette censure éloigne de fait les deux pays qui ne sont plus tenus informés l'un de l'autre. Ils s'éloignent de par la conjoncture internationale, Pétain menant une politique

xénophobe. La France ne tient plus compte de l'Irlande, considérée comme un pays de seconde zone et de Valera fait de l'Irlande un pays neutre pendant la seconde guerre mondiale. Cependant, la rupture diplomatique entre la Grande-Bretagne et la France en juillet 1940, après le bombardement de la flotte française par l'aviation anglaise dans le port nord-africain de Mers-el Kebir, va transformer l'Irlande aux yeux de la France en place hautement stratégique. Est-ce pourtant la première fois dans l'histoire que la France s'allie à l'Irlande face à son ennemi héréditaire et historique, la Grande-Bretagne ?

La date de fin du sujet correspond à la fin de la guerre (1945) et à la normalisation des relations diplomatiques entre le gouvernement de France Libre et les autres pays mais aussi, à l'ouverture réelle de l'Irlande sur le monde qui ne connut pas de grandes réunions mondiales entre 1937 et 1939 avant la fin de la guerre ; même si, en 1939, le premier ministre irlandais Eamon de Valera fut nommé président de la société des nations et put ainsi participer activement aux discussions internationales. Après des années de neutralité et de censure, la fin de la guerre ne pouvait que donner de l'oxygène à un pays gouverné par le même homme depuis 1932.

La neutralité irlandaise qui va durer jusqu'au bout de la seconde guerre mondiale, va être un des facteurs de division entre la délégation française et irlandaise mais, aussi au sein même des deux délégations. L'Irlande va mettre plus de temps même que les autres pays neutres à reconnaître le gouvernement de France libre formé par le général de Gaulle afin de ne pas heurter le régime de Vichy. Le but d'un si petit pays en temps de guerre était de passer inaperçu sans choquer un grand pays tel que la France.

Si les relations entre les deux pays sont intéressantes de par leur richesse et diversité, l'étude de la représentation d'un pays dans l'autre m'intéresse particulièrement de par son originalité. L'opinion publique à l'époque restait liée à la presse qui reflétait l'avis de la population. Afin de pouvoir obtenir un panorama global de la population, j'ai décidé de lire des journaux de plusieurs tendances politiques (*L'Humanité, La Croix, Le Figaro, France-Soir, Le Monde et L'Action Française*).

L'Irlande fut perçue comme un pays traître pendant la première guerre mondiale en France parce que des membres de l'IRA se révoltèrent contre les anglais lors de l'insurrection de Pâques de 1916. Cette réputation collerait-elle à la peau de l'Irlande en France, encore en 1939, étant donné le statut neutre de l'Eire ? Cette question se pose pour les deux axes de mon étude. Premièrement, elle répondra à la question de la vision française de l'Irlande mais aussi à celle de la vision irlandaise par rapport à la France. Deuxièmement, les relations franco-irlandaises seront plus compréhensibles en sachant la position des deux pays entre eux à la fois dans le passé et pendant la période qui nous intéresse.

La vision française de l'Irlande doit d'abord être perçue dans le passé au cours du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles et à la veille de la guerre dans plusieurs domaines tels que la religion, l'origine ethnique et l'histoire politico-militaire.

Il nous faut aussi connaître la vision irlandaise de la France à la veille de la seconde guerre mondiale. La France a-t-elle joué un rôle important dans la création de ce nouveau pays ? Y a-t-il eu une modification juste avant le début de la guerre ?

Après l'étude des deux visions avant la guerre, la vision française de l'Irlande au début de la guerre entre 1939 et 1943 est nécessaire afin de savoir si celle-ci a été perçue comme un pays traître pour avoir opté pour la neutralité. Afin d'atteindre cet objectif, je procéderai à une analyse de l'aspect religieux et politique.

Ces trois premières parties nous permettent de tracer un premier tableau de la représentation des deux pays.

Il est nécessaire d'étudier la fin de la guerre (1944-1945) d'un point de vue des relations diplomatiques et commerciales. C'est une période clé, car elle constitue le début de la plus grave crise diplomatique qui opposa les deux pays et qui faillit déboucher à une rupture des relations diplomatiques.

Avec la fin de l'occupation de la France et la fin de la guerre, l'Irlande cesse petit à petit sa politique de neutralité alors que la France libérée semble vouloir régler ses comptes avec les pays qui ne sont pas venus la sauver et avec elle, le reste de l'Europe occupée.

## **Chapitre 1. La perception traditionnelle « positive » de l'Irlande à la veille**

### **de la guerre :**

Mon étude concerne avant tout les relations franco irlandaises pendant la seconde guerre mondiale du point de vue français ; afin de mieux comprendre celles-ci, un récapitulatif des années passées est nécessaire.

En premier lieu, une perspective des liens religieux tendra à nous dévoiler la nature, les origines et l'importance de ceux-ci. Un autre aspect de la vision française de l'Irlande m'interpelle : le mythe celtique. Conserve-t-il sa force pendant les années trente ? Et si, oui auprès de quelle population ? Enfin, je verrai le poids de la mémoire et surtout des liens militaires sur les relations franco irlandaises pendant la période qui nous intéresse.

### **I. Une tradition catholique :**

Les relations franco irlandaises sont inaugurées au Moyen-âge par l'arrivée massive de moines catholiques irlandais en France. Dès le IV e siècle A.J, le catholicisme fut introduit en Irlande. Au début du XX e siècle, la France avait de l'Irlande l'image d'un pays peuplé de moines. Ainsi, dans les manuels scolaires de l'entre deux guerres, était diffusée la représentation d'une Irlande totalement axée sur la religion. Selon eux, il existait sur cette île : « une organisation originale dans laquelle de grandes colonies monastiques constituaient les foyers d'une vie religieuse très ardente. On y trouvait en quantité des ascètes et des prosélytes qui, dès le VI e siècle, allèrent chercher loin de leur patrie, les uns des solitudes inaccessibles, les autres des âmes à convertir »<sup>1</sup>. Cet hommage rendu par les manuels

---

<sup>1</sup> H. Pirenne, *Histoire de l'Europe : des invasions barbares au XVI e siècle*, 3 e édition, 1936, 492 p., 1 ère édition en 1917, p.26.

scolaires français à l'Irlande n'est pas anodin à une époque où la France était dominée par un fort esprit catholique. Dans la plupart des éditoriaux de l'époque, la France était considérée comme la « fille aînée de l'Eglise »<sup>2</sup>.

Des prédicateurs sont envoyés à travers l'Europe pour participer à l'effort de conversion prôné par le Pape : en Islande au IX<sup>e</sup> siècle, en Germanie et en Gaule du Nord au VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles. A cette époque, l'apostolat des irlandais permit la propagation de monastères irlandais dans le nord du royaume franc. Les monastères d'Irlande étaient différents de ceux des bénédictins mais ce fut conformément à l'organisation de ces derniers que les missionnaires irlandais allaient en créer d'autres sur le continent. Si pendant près de sept siècles, cette tradition religieuse tendit à se dissoudre, elle se renforça fortement après la rupture entre la Papauté et l'Angleterre en 1534. Cette date correspond à la demande de divorce de Henri VIII, roi d'Angleterre, avec Catherine d'Aragon. Le refus du pape entraîna l'émergence du protestantisme. A partir de cette date, les persécutions religieuses en Irlande contre les catholiques poussèrent de nouveau les irlandais à se rapprocher de la France. Inaugurant une tradition politique d'aide des autorités françaises aux catholiques irlandais, des monastères et des collèges irlandais se créèrent pendant le XV<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles : à Paris en 1578, Douai en 1594, Bordeaux en 1603, Lille en 1610, Rouen en 1612, Toulouse en 1659, Nantes en 1689... Ces collèges servaient à accueillir des membres du clergé et des jeunes nobles irlandais et servaient également à l'organisation de séminaires et d'écoles. Ces collèges, principaux refuges pour les catholiques irlandais, furent dissous par le gouvernement irlandais en 1792. La religion catholique était de mieux en mieux tolérée en Irlande par le gouvernement anglais. Trois ans plus tard, la Grande-Bretagne, par crainte de contagion

---

<sup>2</sup> Guillemain et L'Abbé Lester, *Histoire de France*, cours élémentaire (classes de 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup>), collection « Les classiques catholiques », 7<sup>ème</sup> édition, 1940, Paris, 219p., p.1 dans l'avant-propos qui est émaillé d'autres allusions religieuses : « La France qui toujours fut le soldat de Dieu » ou « Dieu qui protégea toujours la France ».

révolutionnaire, décidait de créer le séminaire de Maynooth. Grâce à celui-ci, les prêtres irlandais n'avaient plus besoin de se rendre en France pour recevoir leur formation. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les collèges irlandais rouverts sous Napoléon n'étaient plus la base du clergé catholique irlandais ; ils représentaient pour les immigrés irlandais de France un lieu culturel et identitaire. Pourtant, le collège irlandais de Paris garda un rayonnement important durant le XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, comme l'indique le docteur Brendan Devlin: « Pendant un siècle et demi, Paris était (...) la capitale culturelle de la nation irlandaise (...), de Dublin ne leur (aux irlandais) venait que les lois et la peur ».<sup>3</sup> Au total neuf collèges irlandais furent formés en France sur un total de trente en Europe de l'Ouest. A la veille de la seconde guerre mondiale, le Collège irlandais de Paris était encore en usage. Pendant la guerre, le père Travers était le seul à occuper les lieux cultivant des pommes de terre et des carottes pour subsister. Le collège vide fut réquisitionné par les allemands, avant de servir de refuge aux autorités ecclésiastiques polonaises après la guerre.

Si la France a toujours perçu l'Irlande comme un pays proche du point de vue religieux, surtout par esprit de contradiction avec son ennemi héréditaire, l'Angleterre, l'entre-deux guerres va très vite faire émerger un nouveau sentiment vis-à-vis de l'Irlande. Le ciment traditionnel religieux qui unit ces deux pays, n'est plus aussi prépondérant, la conjoncture internationale ayant uni la Grande-Bretagne et la France contre l'Allemagne.

Tout d'abord la nomination en 1929 d'un nonce papal irlandais pour l'Irlande va provoquer une réaction négative du consul général de France à Dublin, à l'égard de la mentalité irlandaise. Selon lui, ce petit pays ne mérite pas un nonce même s'il reconnaît que grâce à lui, le pape pourra entrer en contact depuis Dublin, pour la première fois, avec l'empire britannique. Il souligne que ce nonce est originaire du pays où il est nommé, ce qui est assez

---

<sup>3</sup> Cardinal T. O Fiaich, *The Irish Colleges in France*, édition veritas, p.26.



rare, pour mieux comprendre le « milieu irlandais si particulier et si différemment abordable où règne un antagonisme au point de vue ecclésiastique et politique (...) entre hiérarchie séculière et les congrégations »<sup>4</sup>. Il salue cependant cette nomination qui permettra à ce nonce, formé aux Etats-Unis, d'entrer en contact diplomatique régulier avec l'empire britannique depuis Dublin.

Au Moyen-Âge, les moines irlandais avaient fortement contribué à étendre l'organisation monastique en France, notamment. L'Irlande semble avoir gardé une organisation tournée sur la religion et aussi sur elle-même comme l'indiquaient les manuels scolaires des années trente. Cependant, cette faculté d'introversion ne semble plus influencer la vie monastique européenne.

La véritable attaque contre l'Irlande et son clergé va avoir lieu deux ans plus tard, en 1931 lorsque Fontenay, l'ambassadeur français au St Siège, demande d'agir contre les discriminations des clercs canadiens-français au Canada au profit des clercs irlandais. On peut noter un fait nouveau dans l'attitude française : le diplomate français Fontenay dénonce le clergé d'un pays qui est censé être ami, sur la seule dénonciation du chargé d'affaires britannique, Ogilvia Forbes qui se déclare le véritable lien entre les Dominions et le St Siège. Le choix du Canada pour illustrer les relations franco irlandaises n'est pas très judicieux mais il est l'un des seuls à montrer aussi précisément le désaccord entre le clergé des deux pays. Le diplomate Fontenay compte sur Forbes pour rétablir les droits égaux entre les deux langues français et anglais au Canada<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Lettre n°199 du 28 novembre 1929, Archives de l'ambassade de France à Londres, MAE, Irlande, volume 19 : politique intérieure, dossier général de novembre 1929 à décembre 1938, par la direction des affaires politiques et commerciales.

<sup>5</sup> Lettre n°51 du 6 février 1931, MAE, volume 19 : Irlande : politique intérieure, dossier général.

Cette confiance française envers l'Angleterre contraste avec une méfiance nouvelle vis-à-vis des irlandais, anciens alliés.

Cette méfiance va s'illustrer à nouveau par une lettre de Gentil, chargé d'affaire de France au St Siège. Celui-ci incite le gouvernement français à observer les manifestations irlandaises dans le cadre du Congrès Eucharistique qui aura lieu l'année d'après à Dublin en 1932, car selon lui, « les catholiques irlandais dès qu'ils sont au pouvoir, comme aux Etats-Unis et au Canada, deviennent les pires adversaires de la langue et de la culture françaises »<sup>6</sup>. Dans une période d'entre-deux guerres, ce chauvinisme et cette protection exacerbée de la nation semblent une réaction normale même contre un pays « ami ». La défense de la langue française semble prendre une place si importante à cette époque que même un diplomate va dénoncer l'attitude du clergé d'un pays aussi proche que l'Irlande. A la veille du congrès eucharistique de Dublin, cette lettre témoigne de la lutte d'influence que se livrait la France et l'Irlande pour obtenir une place prépondérante auprès du St Siège : la France comme « fille aînée de l'Eglise », l'Irlande comme pays symbole de la lutte catholique contre le protestantisme en Angleterre et pays d'espoir pour l'accroissement de cette religion aux Etats-Unis majoritairement protestant.

De plus, l'année 1931 correspond aussi au statut de Westminster qui reconnaît les dominions comme des communautés autonomes ayant chacune un Parlement indépendant<sup>7</sup>. Cette ouverture pour les dominions comme l'Irlande et le Canada permit l'organisation de relations bilatérales entre ceux-ci, telles que pouvaient l'être les relations religieuses entre pays de même confession. Le Canada, ayant une forte minorité catholique, put ainsi faire appel à des

---

<sup>6</sup> Lettre du 27 août 1931 de Gentil, chargé d'affaires de France au St Siège, MAE, Irlande, volume 19.

<sup>7</sup> R. Fréchet, *Histoire de l'Irlande*, PUF, Paris, 1981, 128p., p.114.

prédicateurs de langue anglaise ce qui concurrençait fortement les prêtres français qui avaient le monopole dans cette région.

Si des réticences « nationalistes » existent quand au caractère religieux de l'Irlande, les diplomates et les journaux continuent pourtant à encenser la vertueuse Irlande. L'image religieuse de l'Irlande demeure positive en majorité. Les irlandais continuent aussi à se rendre à Lourdes pour le pèlerinage. *La Croix* salue l'association des prêtres automobilistes de France qui contribue à resserrer les liens franco irlandais en accueillant les pèlerins irlandais<sup>8</sup>. Ce journal témoigne d'un intérêt particulier pour l'Irlande en publiant les photographies des deux candidats aux élections générales de juillet 1937, remporté par de Valera aux dépens de Cosgrave<sup>9</sup>.

Alors que dès 1933, Hitler met en place sa politique discriminatoire vis-à-vis des juifs, Charles Alphand, le ministre français en Irlande, appelle le gouvernement irlandais à dénoncer les excès des nationaux-socialistes. Pour lui, l'Irlande (avec l'Irlande du nord) qui compte 5.000 juifs pour 4.2 millions d'habitants, est dirigé par un gouvernement « plus attaché que n'importe quel autre gouvernement aux principes de tolérance en matière religieuse »<sup>10</sup>.

De même, Pierre Guerlet, le successeur d'Alphand comme ministre d'Irlande, confirme que la majorité des irlandais s'indignent de l'intolérance de la dictature allemande, à l'égard des juifs et des catholiques voués au silence. Dans la même lettre, le diplomate français nous informe

---

<sup>8</sup> *La Croix* du 27 juillet 1939, p.2.

<sup>9</sup> *La Croix* du 2 juillet 1937, p.1. Voir aussi annexes p.129 et 138.

<sup>10</sup> Lettre n°34 du 30 mars 1933 d'Alphand pour M.Briand, ministre des AE, MAE, Irlande, volume 20 : Politique étrangère. Dossier général 1930-1940.

de la création d'un mouvement fasciste irlandais aux procédés hitlériens, les chemises bleues sous le commandement du général O'Duffy, ancien chef de la police<sup>11</sup>.

Si le modèle du mouvement nazi est en partie le mythe celtique, qui va nourrir l'idéal de la race aryenne, en France, ce même mythe fait partie intégrante de l'histoire du pays. Quelles sont les caractéristiques du mythe celtique ? S'il continue à exister auprès de quelle population ?

## **II. La force du mythe celtique :**

En 1820, l'Irlande attendait un appui de l'opinion publique française, des élites culturelles et politiques pour obtenir l'abolition de l'acte d'union qui l'unissait politiquement à l'Angleterre. Le romantisme se répand en France alors qu'au même moment de plus en plus de voyageurs soulignent l'aspect romantique des paysages d'Irlande. Ces paysages magnifiques imprègnent encore l'imaginaire des français, à la veille de la seconde guerre mondiale. Ainsi en 1939, Marie-Hélène Pauly, dans sa thèse, étudie *Les voyageurs français en Irlande au temps du romantisme*. Le fait qu'une universitaire étudie ce sujet démontre l'intérêt des français pour les paysages et l'atmosphère irlandais. A l'époque, les sujets de thèse n'étaient pas aussi libres qu'actuellement, ils devaient être basés sur une documentation abondante et surtout être dans l'air du temps, c'est-à-dire intéresser les professeurs. Pour cet auteur, la France et l'Irlande disposent d'une destinée commune : « communauté de race, de caractère, de religion et de desseins politiques. » Dans sa préface, Marie-Hélène Pauly note que les personnalités irlandaises sont perçues différemment de celles de la Grande-Bretagne par la population française. Elle se demande si l'Acte d'union de 1800 qui a incorporé

---

<sup>11</sup> Lettre n°117 du 2 novembre 1933 de Pierre Guerlet pour M.Paul-Boncourt, ministre des AE, MAE, Irlande,

l'Irlande dans la Grande-Bretagne, a effacé les amitiés particulières franco irlandaises. Cette question n'est pas anodine car comme elle le souligne elle-même, la France reste silencieuse sur son ancienne amie à l'époque où elle rédige son ouvrage, dans les années trente : « Les irlandais n'émigrent plus en France, les français ne peuvent plus chercher une alliée politique dans cette nation supprimée ». Afin d'étudier les voyageurs français en Irlande du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles, elle consulta notamment les archives de la légation de Dublin. En remerciant le ministre de France, Pierre Guerlet, elle témoigne de l'intérêt des autorités françaises pour les liens bilatéraux entre les deux pays. Les voyageurs romantiques en Irlande s'inspiraient du libéralisme, du nationalisme, du catholicisme et surtout de l'amour du pittoresque et de la nature, qui caractérisent particulièrement le panorama de la campagne irlandaise<sup>12</sup>. Cette nature sauvage correspond à l'idéal décrit par Chateaubriand<sup>13</sup>. Or, Pauly souligne que les paysages ont très peu changé entre le XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>. Pour elle, la campagne irlandaise était admirée pour son atmosphère plus que pour ses couleurs ou ses formes<sup>15</sup>. Les voyageurs romantiques, curieux de découvrir la civilisation gaélique, ont recherché chez les celtes « des traits effacés chez nous »<sup>16</sup>. Cette curiosité était d'autant plus aiguë qu'à l'époque on pensait que les celtes descendaient des Phéniciens, théorie séductrice pour des romantiques imprégnés d'orientalisme<sup>17</sup>.

L'historien Michelet reconnaît les origines gaèles de la France : « jeune, noble et mobile race des Gaël, prompte à apprendre, prompte à dédaigner, avide de choses nouvelles »<sup>18</sup>. Parmi toutes les régions de France, la Bretagne celte entretient le plus d'admiration pour ce pays.

---

volume20.

<sup>12</sup> M.-H. Pauly, *Les voyageurs irlandais au temps du romantisme*, Paris, 1939, p.58.

<sup>13</sup> *Ibid*, p.68.

<sup>14</sup> *Ibid*, p.69.

<sup>15</sup> *Ibid*, p.70.

<sup>16</sup> *Ibid*, p.63.

<sup>17</sup> *Ibid*, p.66.

<sup>18</sup> *Ibid*, p.142. Michelet, *Histoire de France*, 1833, p.103.

Dans l'imaginaire breton (littérature celtique et bretonne), l'Irlande est un idéal, un rêve, un voyage vers l'inconnu. Si l'Eire semble inaccessible de part son insularité, elle est toute proche de la Bretagne par leurs racines celtiques communes. Le mouvement breton, surtout pendant la période qui nous intéresse, s'inspire largement du modèle irlandais qui préconise l'indépendance par la violence comme l'Irish Republican Army, avec pour geste le plus marquant l'insurrection ratée de Pâques 1916. Etiennette Beuque, futur idéologue du mouvement breton, définit la Liberté comme « le rêve perpétuel de l'Irlande »<sup>19</sup>, pour illustrer son propos, elle cite un hymne à Erin, farouche guerrier irlandais, qui donna son nom à l'Eire<sup>20</sup>. Dans un autre livre que je n'ai pu consulter, de part son état déplorable, *L'appel de la race, silhouettes irlandaises* (1933), elle renforce le mythe celtique, allant jusqu'à comparer les celtiques à une race.

L'Irlande n'a cessé d'être le symbole de l'oppression anglaise pour les français. Cette image a tendance à évoluer pendant l'après-guerre. Le fait que l'Eire revendique son lien privilégié avec les Etats-Unis en 1932, lors de l'arrivée au pouvoir du Fianna Fail (parti de de Valera, d'origine espagnol né aux Etats-Unis), est perçu dans l'Hexagone comme un manque condamnable de modestie. Les diplomates de cette époque ne vont cesser d'illustrer et de souligner le « manque » de modestie de l'Irlande tant d'un point de vue religieux (elle aurait voulu devenir le « porte-parole qualifié des éléments catholiques de langue anglaise de tout le Commonwealth »<sup>21</sup>) que du point de vue politique. Alphanand, alors ministre de France à Dublin, lors d'une entrevue avec les représentants à la Dail du parti Fianna Fail (républicains, parti de de Valera), dénonce l'ambition irlandaise : « Au point de vue extérieur, ces Messieurs (les républicains) ont sur la mission de l'Irlande, les mêmes idées orgueilleuses que le

---

<sup>19</sup> E. Beuque, Préface de *Pour l'Irlande*, Ame gauloise, Paris, 1928, 110p.

<sup>20</sup> E. Beuque, *Pour l'Irlande*, p.11.

<sup>21</sup> Lettre n°130 d'Alphanand du 12 décembre 1930, visite de M.Scullin, premier ministre d'Australie à Rome, MAE, volume 19 : Irlande : politique intérieure, dossier général novembre 1929-décembre 1938.

Gouvernement au pouvoir (de Cosgrave). Ils pensent que leurs pays doivent jouer un rôle de médiation entre l'Europe et l'Amérique. Tournés résolument vers l'Europe, ils affirment que c'est sur la France qu'ils s'appuieront toujours, les bonnes relations avec la France étant pour l'Irlande de tradition »<sup>22</sup>. Même si la fin de la phrase est positive, le début condamne les ambitions d'un pays fraîchement indépendant. Si les républicains ne sont pas encore au pouvoir (ils le sont en 1932), le gouvernement de M.Cosgrave est aussi vivement critiqué, toujours pour l'attachement irlandais aux Etats-Unis. Selon le chargé d'affaires de France à Dublin, Cosgrave qui lutte contre le mouvement révolutionnaire républicain, aurait confié à des journaux qu'il comparait son rôle à celui du président Lincoln, rapprochant la situation actuelle de l'Irlande à celle de la grande république fédérale à l'époque de la guerre de sécession<sup>23</sup>. Au fil des années trente, le rôle prépondérant de l'Irlande vis-à-vis des Etats-Unis a pourtant tendance à entrer dans les mentalités de part la réalité des faits. Ainsi, « Le Figaro », en se basant sur une information du « Daily Mail », journal anglais, reconnaît que la réception de de Valera dans le Congrès américain pour un discours est « un des grands honneurs que puissent faire les Etats-Unis à un homme d'état étranger »<sup>24</sup>.

Les autorités françaises disposaient déjà d'informations sur les origines celtes de l'Irlande, notamment sur Douglas Hyde, fondateur de la ligue gaélique en 1893<sup>25</sup> ; c'est bien la preuve que le mouvement gaélique intéressait le gouvernement français qui se sentait proche de cette civilisation particulière. Le journal gouvernemental « Le Figaro » sera aussi le seul à informer sur la mort de Butler Yeats, poète irlandais qui selon le journal, était « un des plus purs

---

<sup>22</sup> Entrevue de M.Alphand avec les républicains du Dail :Eamon de Valera, Sean T.Kelly et Little, lettre n°121 du 26 novembre 1930, MAE, volume 19.

<sup>23</sup> Le gouvernement Cosgrave et l'opinion américano-irlandaise. Lettre n°2 du 4 janvier 1931, MAE, volume19.

<sup>24</sup> « Le Figaro » du 17 janvier 1939, p.3.

<sup>25</sup> Lettre n°46 de Guerlet, ministre de France du 29 avril 1938, MAE, volume 19.

représentants de la poésie d'expression irlandaise »<sup>26</sup>. Cette reconnaissance du gaélique est l'une des premières officielles.

Ce mythe celtique a aussi une autre facette. Si à l'heure actuelle, les irlandais ont une réputation de gros buveurs, je n'ai trouvé aucune trace de ce stéréotype à l'époque. Par contre, le caractère à la fois conservateur et bagarreur de l'irlandais existait déjà. Ainsi Alphand témoigne : le « respect- sinon l'admiration- du crime politique est d'ailleurs un signe distinctif du caractère irlandais. La vendetta est ici politique comme elle est, en Corse, familiale ». Parallèlement c'est aussi, toujours selon lui, un pays attaché à la propriété<sup>27</sup>. On est loin du mythe celte et pourtant ce témoignage contribue à la formation de l'image de l'Irlande dans les mentalités françaises.

Pour comprendre la part de mythe celtique en France, il nous faut comparer quantitativement la présence de l'Irlande dans quatre journaux à grands tirages mais aux opinions bien contrastées comme *L'Humanité* (pour le communisme), *Le Figaro* (pour le point de vue gouvernemental), *La Croix* (journal catholique) et *L'Action française* (pour l'extrême-droite). Afin de vérifier l'intérêt réel et non circonstanciel des journaux pour ce pays, j'ai consulté le mois d'avril 1937 pendant lequel rien d'important ne s'est passé en Eire. *L'Humanité* n'évoque pas une seule fois l'Irlande. *Le Figaro* ne consacre que deux articles sur cette île : un concernant la victoire de l'Irlande sur le Pays de Galles en rugby et la non participation de l'Irlande à la conférence impériale à Londres après les cérémonies du couronnement<sup>28</sup>. *La Croix* accorde une grande partie de son information à ce pays à majorité catholique. Il s'intéresse à la campagne de Cosgrave, chef de l'opposition, qui accuse l'administration de

---

<sup>26</sup> *Le Figaro* du 30 janvier 1939, p.5.

<sup>27</sup> Lettre n° 142 : Rentrée du parlement irlandais, le 14 octobre 1931, MAE, volume 19.

<sup>28</sup> *Le Figaro* du 4 avril 1937, p.8 et 28 avril, p.3



Valera d'avoir augmenté le coût de la vie et fermé les débouchés pour l'agriculture par la guerre économique menée contre l'Angleterre<sup>29</sup>. Le journal témoigne des difficultés économiques du pays en informant des multiples grèves dans le bâtiment, souvent les événements irlandais ne sont pas associés à l'Angleterre comme dans les autres journaux français<sup>30</sup>. Quand à *L'Action française*, elle évoque déjà le problème des républicains irlandais avec la découverte d'un hangar à munitions<sup>31</sup> et le pouvoir déjà quasi dictatorial de Eamon de Valera<sup>32</sup>.

Si la perception de l'Irlande par la France a été en grande partie positive au cours de leur histoire, c'est surtout grâce à l'alliance politico-militaire de longue date cimentée par des souvenirs d'événements communs et à cause de la présence d'irlandais en France.

### **III. Le rôle de la mémoire :**

La « plantation » de l'Ulster attribua au XVII<sup>e</sup> siècle des terres irlandaises aux colons écossais et anglais protestants, alors que les irlandais restaient majoritairement fidèles à l'Eglise catholique. Profitant de cette majorité, la France permit la création des Brigades Irlandaises comptant 12.000 membres en 1688. Ces Brigades eurent pour rôle principal, fin XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'entretenir la menace d'un débarquement français en Grande-Bretagne. La France n'est plus en mesure d'éveiller l'espoir des nationalistes irlandais. Cet engagement militaire irlandais répondait en fait au soutien politique des gouvernements français aux patriotes irlandais depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Louis XIV (1638-1715) manda ainsi

---

<sup>29</sup> *La croix* du 4 avril 1937, p.2.

<sup>30</sup> *La Croix* du 15 avril, p.5 et du 17 avril 1937, p.5.

<sup>31</sup> *L'Action française* du 1<sup>er</sup> avril 1937, p.5.

<sup>32</sup> *L'Action française* du 5 avril 1937, p.1, Le dictateur de Dublin de J. Delebecque.

une expédition pour ébranler l'empire anglais. L'arrivée en France de Jacques II (1633-1701), roi anglais catholique, détrôné par son rival protestant Guillaume d'Orange (1650-1702), lui fournit l'occasion de mettre son entreprise à exécution, en prétextant la défense de la légitimité monarchique contre l'usurpation. Cependant, le 11 juillet 1690, Guillaume d'Orange remporta la bataille de la Boyne (à une quarantaine de kilomètres au nord de Dublin), contre Jacques II armé par Louis XIV. Suite à une capitulation honorable, après la défense héroïque de Limerick en octobre 1691, 5000 irlandais catholiques embarquèrent sur une flotte française, renfort qui venait d'arriver trop tard. 6000 autres irlandais catholiques devaient les rejoindre en France, amenés par des bateaux anglais. Ces 11000 irlandais formèrent la fameuse « brigade irlandaise »<sup>33</sup>. A cette brigade irlandaise, venaient s'ajouter les « oies sauvages » (volontaires individuels) qui contribuèrent à donner de l'Irlande, une image mythique en France. Ces *Wild Geese* sont les mercenaires irlandais, principalement composés de survivants de la bataille de Boyne, qui s'engageront dans des troupes européennes, surtout français entre le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup>.

Les lois pénales de 1695 pénalisèrent réellement les catholiques, leur restreignant l'accès à l'éducation et à la possession d'armes et des chevaux<sup>34</sup> mais surtout bannissant les évêques et le clergé régulier, contrôlant les prêtres, privant les catholiques du droit de vote, et de l'accès à la magistrature, la marine et l'armée<sup>35</sup>. Après l'obtention d'un parlement indépendant en 1782 (le parlement « Grattan »), de nouveaux soulèvements ont lieu qui aboutissent à l'abolition de ce parlement et à l'acte d'union de 1800 qui fait de l'Irlande une région de la Grande-Bretagne. En 1815, les brigades irlandaises sont abolies par l'assemblée nationale. De 1820 à 1840, Daniel O'Connell lutta pour l'abrogation des lois pénales contre les

---

<sup>33</sup> R. Fréchet, *Histoire de l'Irlande*, PUF, 1970, p.70.

<sup>34</sup> J. Julienne, *La question irlandaise en France de 1860 à 1890*, tome I, p.3.

<sup>35</sup> R. Fréchet, *Histoire de l'Irlande*, p.71.

catholiques, et parvint à les abroger en 1848 ; il permit ainsi l'émancipation catholique mais l'Irlande demeura attachée à la Grande-Bretagne. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le fait que les irlandais soient liés à la Grande-Bretagne (1169, date de la soumission de l'Irlande) et qu'ils parlent la même langue ne signifie pas, selon les français, qu'ils doivent y rester attachés. La France considère l'Irlande comme un peuple ami tout d'abord pour leur conviction religieuse commune<sup>36</sup>. Ainsi, O'Connell, de famille gaéle dont plusieurs enfants avaient servi dans la brigade irlandaise, reçoit lors de son passage à Paris en 1847 des témoignages d'admiration de la part des catholiques libéraux. Alors que la révolution a lieu en France en 1848, le mouvement Jeune Irlande de Thomas Davis et de Smith O'Brien demande l'appui aux républicains français. Menacée en Europe, la France se rétracte dans son soutien aux irlandais pour ne pas intervenir dans les affaires internes de l'Angleterre et donc risquer de la courroucer. L'insurrection d'O'Brien est réprimée en juillet 1848 ; celui-ci se réfugie en France, formant ainsi le futur noyau du mouvement fenian. Paris confirme son rôle d'asile politique pour les nationalistes irlandais. Parallèlement, les libéraux français exilés en Grande-Bretagne retirent leur soutien aux insurgés irlandais ; car si une indépendance nationale avait lieu, elle serait inacceptable : l'Irlande serait totalement subordonnée au clergé. De plus, ils voient l'Irlande comme l'antithèse de l'Angleterre, pays le plus moderne de l'époque, comme une région rurale, catholique, conservatrice et dont le peuple est plus prompt à la révolte qu'au labeur.

De Louis XIV à Napoléon III (1808-1873), l'Irlande est considérée par les gouvernements français comme un tremplin pour atteindre l'Angleterre, principale rivale de la France. L'île verte demeure intéressante seulement d'un point de vue stratégique intrinsèquement lié à l'Angleterre.

---

<sup>36</sup> J. Julienne, *La question irlandaise en France de 1860 à 1890*, tome I, p.2.

Parallèlement, le soutien du gouvernement demeure opportuniste, celui du clergé français est sincère comme en témoigne la solidarité catholique lancée en faveur des victimes de la Famine. Les catholiques libéraux anglophiles ne soutiennent pas le mouvement irlandais par contradiction avec l'empire anglais. Ils n'ont pas de conviction du droit des nationalités mais une sensibilité romantique. En fait, chacun, par conviction ou par stratégie, accommode les revendications irlandaises pour appuyer ses propres revendications ou ses idées.

La fin de la guerre de Crimée de 1856 dissout l'alliance franco-anglaise. De plus, en mai 1857, une mutinerie des Sepoy en Inde mobilise l'armée britannique. Cette situation internationale particulièrement trouble pour la Grande-Bretagne va à nouveau confirmer le proverbe des nationalistes irlandais : « *England's difficulties are Ireland's opportunities* »<sup>37</sup>. Aussi le mouvement irlandais se tourne naturellement vers la France. Les réfugiés irlandais de Paris fomentèrent une organisation nationaliste secrète, les fenians<sup>38</sup>, basée à New York et à Dublin. Son but était de recruter des irlandais pour former une armée capable de renverser le gouvernement anglais. Un des réfugiés nationalistes de Paris en devint le chef, James Stephens. Une conspiration pour un soulèvement armé permit l'arrestation de la plupart des fenians, à part Stephens. Le mouvement fut définitivement démantelé en 1867, même s'il se reconstitua facilement peu de temps après.

En 1860, Robert Emmet, s'opposant aux idées expansionnistes de Napoléon, affirme la nécessité pour l'Irlande de ne compter que sur elle-même.

Mac Mahon fut le personnage qui suscita le plus de sympathie française pour l'Irlande et surtout d'attentes nationalistes de la part des irlandais. Ce général d'origine irlandaise servit

---

<sup>37</sup> « Les difficultés anglaises sont autant d'opportunités irlandaises ».

<sup>38</sup> Nom donné aux guerriers dans les légendes celtes de Finn Mac Coole.

dans l'armée française victorieuse dans le nord de l'Italie en mai et juin 1859. Ce général catholique va exalter au plus haut point les irlandais car il incarne à merveille la légendaire amitié franco irlandaise sous ses aspects militaires, politiques et religieux. En 1860, la constitution du comité pour l'épée de Mac Mahon ou Mac Mahon Sword Committee révèle le cadre idéologique dans lequel se développe un nouveau nationalisme irlandais, qui assigne à la France un rôle important hérité d'une tradition séculaire liant les deux peuples. Ce comité voulait faire de ce général le futur roi de l'Irlande indépendante. De plus, le fait que ce général appartenait à l'armée napoléonienne faisait planer sur l'Angleterre une menace d'invasion française.

Les français étaient fortement attachés à ce personnage. Cet attachement envers la figure de Mac Mahon a tendance à diminuer avec la fin du régime monarchique français. Ainsi, L'Humanité en 1940 en pleine guerre, compare Pétain et Mac Mahon, coupables les deux de la défaite française face aux allemands, le premier en 1940, l'autre en 1871 : « Après la défaite de 1870, le maréchal Mac Mahon, le Pétain de l'époque, cassait les généraux battus qui avaient fait dire de l'armée française 'des lions commandés par des ânes'. Aujourd'hui, Pétain fait de même, il distribue décorations et sinécures, à tout un tas de généraux incapables et imprévoyants »<sup>39</sup>. Un an après, le journal communiste compare Pétain à un « nouveau Mac Mahon »<sup>40</sup>. On est bien loin de l'image héroïque du général irlandais ; dans un contexte de défaite nationale, les héros nationaux ne sont pas épargnés surtout par une presse hostile à la monarchie et à l'armée. La mémoire de Mac Mahon a pourtant dans l'ensemble été relativement sauvegardée.

---

<sup>39</sup> L'Humanité, édition clandestine du 9 août 1940, p.2.

<sup>40</sup> L'Humanité du 10 mars 1941, p.2.

La guerre franco-prusse va être à nouveau l'occasion pour les irlandais d'exprimer leur amitié en envoyant des volontaires afin d'assister l'armée française.

Avec l'indépendance et la mise en place d'une république irlandaise, l'opinion française a tendance à avoir moins de compassion pour un peuple qui commence à s'émanciper.

Les manuels scolaires de 1937 jugent l'insurrection de 1916 héroïque et la répression démesurée<sup>41</sup>. Selon Rémy Serpolay dans sa thèse sur la vision de l'Irlande au XX<sup>e</sup> siècle dans les journaux français, ceux-ci durant la première guerre mondiale condamnèrent fermement l'insurrection de Dublin de 1916 ; l'Eire fut perçue comme une traître en attaquant un allié de la France en moment de difficulté. Le contenu de ces manuels de l'école primaire n'évolue pas avant et après la seconde guerre mondiale<sup>42</sup>. Même si de Valera est encensé pour sa façon habile de gouverner, le manuel scolaire de référence de l'époque des écoles publiques, sur l'histoire du monde, juge celui-ci comme un homme politique autoritaire : « il s'était révélé au pouvoir un homme de premier plan. Il est aujourd'hui par la suppression du Sénat, la révision de la Constitution, une façon de dictateur ; et il semble que, estimant la pause suffisante, il s'incline à nouveau à rompre les derniers liens qui unissent l'Irlande à la Couronne britannique »<sup>43</sup>.

Le traité anglo-irlandais de 1938 ou « traité des ports » (fin de la concession de ports irlandais pour l'Angleterre, en cas de guerre, accordée par le traité de 1921) se fit dans un contexte particulier : celui de la triple alliance qui unit la Grande-Bretagne, la France et la Russie. En s'alliant à la Grande-Bretagne, la France adopte peu à peu l'opinion anglaise sur la question

---

<sup>41</sup> Léon Cahen, Raymond Ronze, Emile Folinais, *Histoire du Monde de 1919 à 1937*, Aubier éditions Montagne, 1937, 414p., p.299.

<sup>42</sup> J.Freyssinet-Dominjon, *Les manuels d'histoire de l'école libre 1882-1959 : de la loi Ferry à la loi Debré*, Armand Colin, Paris, 1969, p.53.

<sup>43</sup> L. Cahen, *Histoire du Monde de 1919 à 1937*, p.301.

irlandaise, considérant l'Irlande comme le « dominion le plus rebelle ». La France ne souhaite pas intervenir dans le conflit entre l'Irlande et l'Angleterre car celui-ci se déroule dans l'empire anglais<sup>44</sup>. L'Irlande était encore un dominion du Commonwealth. Cependant, la plupart des diplomates français considèrent l'hostilité irlandaise envers l'Angleterre comme la seule politique possible. D'une part, l'Irlande n'est attachée qu'aux institutions libérales anglaises car « l'anglophilie, seule politique judicieuse pour l'Irlande, y est encore électoralement impossible »<sup>45</sup>. Un autre diplomate cite un irlandais Roger Cambon : « L'on fera bien, sur le continent, de ne pas oublier qu'aux yeux de beaucoup d'irlandais, l'Irlande ne serait plus l'Irlande si elle n'entretenait pas une querelle avec la Grande-Bretagne »<sup>46</sup>.

Le traité de 1938 eut de nombreux échos dans la presse française. « Le Figaro » adopte un ton pro-anglais en complimentant les autorités anglaises pour leur aimable accueil à leur correspondant, Gérard Boutelleau. Selon celui-ci, ce traité répond à l'insurrection de 1916 fomentée par les allemands. Le correspondant espère que cet accord se dirige vers un retour de l'amitié entre Dublin et Londres même s'il estime que « les anglais ont fait de nouvelles concessions pour regagner l'amitié du Dominion le 'plus' rebelle »<sup>47</sup>. Cette interprétation de l'Histoire irlandaise demeure incomplète et subjective, imprégné d'un opportunisme politique lié à la nouvelle alliance contractée avec l'Angleterre, d'autant plus que le caractère du journal tend à suivre l'orientation du gouvernement Daladier. L'Action française reste plus neutre dans son compte-rendu de ce traité. La Croix contribue à illustrer le fait que l'image de l'Irlande évolue d'un pays opprimé à une « nation privilégiée ». Le traité de 1938 assure, selon le journal catholique, à l'Irlande, un bénéfice des privilèges impériaux du point de vue

---

<sup>44</sup> Lettre du 4 décembre 1937, MAE, volume 20 : politique étrangère, dossier général 1930-1940, p.64.

<sup>45</sup> Lettre de M.Chauviré quand à son entretien avec le vice-président du Conseil exécutif et ministre de l'intérieur, Sean T. Kelly du 11 octobre 1937, MAE, volume 22 : Relations avec la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord 1933-1940, p.60.

<sup>46</sup> Lettre du 30 décembre 1937, MAE, volume 22, p.66.

<sup>47</sup> Le Figaro du 26 avril 1938, p.3.

commercial, sans qu'elle apporte la contribution que les autres membres du Commonwealth fournissent à la défense de l'empire<sup>48</sup>.

Cette alliance militaire se poursuit jusqu'au début de la seconde guerre mondiale. Les officiers irlandais continuent à être envoyés à l'école Supérieure de Guerre pour être formés<sup>49</sup>. Des armements français sont aussi livrés à l'Irlande même si l'accord des autorités anglaises est indispensable<sup>50</sup>. Blondel se réjouit quelques mois plus tard de la visite de trois bâtiments de l'école Navale de Brest dans le port de Dublin. Même si cette visite reste cérémoniale et officielle, elle traduit bien un intérêt des deux pays dans une alliance militaire et un partage de la logistique<sup>51</sup>.

L'image de l'Irlande en France demeure dans l'ensemble positive. Proche d'un point de vue catholique, l'Irlande commence pourtant à être critiquée par la concurrence de son clergé dans des grands pays qui sont considérés comme des immenses terrains à convertir par le clergé. Le mythe celtique demeure puissant en France tant dans le monde universitaire, le mouvement régional breton et dans les manuels d'histoire : les français se considérant comme des descendants à part entière des celtes. Enfin, le passé guerrier commun entre les deux pays reste le vecteur principal de la vision française positive de l'Irlande. Mais quelle fut la vision de la France en Irlande ?

---

<sup>48</sup> La Croix du 27 avril 1938, p.1 et p.2.

<sup>49</sup> Lettre n° 126 du 27 janvier 1939, MAE, volume 24 : Armée-Marine : novembre 1930-Mai 1939 (Z-282-8)

<sup>50</sup> Lettre n°784 du 8 mai 1939 du ministre des AE à Corbin, ambassadeur français en Grande-Bretagne, MAE, volume 23.

<sup>51</sup> Lettre n° 57 du 5 août 1939, Blondel à Bonnet, MAE, volume 26.



## **Chapitre 2. La perception de la France par l'Irlande à la veille de la seconde guerre mondiale**

Pour étudier cette partie, le manque de source irlandaise m'oblige à analyser la vision irlandaise à travers la loupe de la diplomatie française. Celle-ci, proche de la société irlandaise, peut être considérée comme une bonne source pour la vision irlandaise de la France. Le fait que la diplomatie irlandaise ait basé son organisation sur le modèle français, démontre l'admiration irlandaise pour la France. Pourtant, l'arrivée du Front populaire va atténuer celle-ci et va même créer de la méfiance chez les irlandais.

### **I. La France perçue comme une alliée, une opinion illustrée par l'organisation et le développement de la diplomatie irlandaise dans ce pays :**

Les raisons de l'implantation diplomatique irlandaise en France remonte à 1919 quand le Dail entama des relations avec la France. Le gouvernement irlandais fit de Paris un centre d'activités diplomatiques pendant la guerre d'indépendance de 1919 à 1921. La France demeure la place d'Europe la plus écoutée depuis 1919 et le début de la guerre civile en Irlande. Suite à la revendication française du droit à une représentation irlandaise, trois ans après la conférence impériale en 1929, la première représentation diplomatique irlandaise est créée. Celle-ci s'inspira largement de l'organisation du ministère des AE français. Sean T. O'Kelly (représentant irlandais en France de 1919 à 1923), Joseph Walshe (futur secrétaire du département des AE), Michael Mac White (futur ministre en Italie), Sean Murphy (consul de 1923 à 1925 puis, ministre en France de 1938 à 1950) s'employèrent à faire de Paris le centre

de la propagande du *Sinn Fein* (notre cause en gaélique) en Europe. Ce mouvement républicain défendait la cause nationaliste irlandaise dans le monde (surtout en France et aux Etats-Unis) afin d'obtenir un soutien moral et matériel pour lutter contre les anglais. Leopold Kerney est le premier diplomate républicain à être rétabli dans ses fonctions après la guerre civile. Le 25 avril 1932, il est ainsi nommé comme représentant de l'Irlande en France<sup>52</sup>.

En 1939, L'Irlande dispose seulement d'une délégation dans onze pays dont la plus organisée est celle de la France. Dès le début des années 1930, Eamon de Valera va accorder de plus en plus de pouvoir à Walshe aux affaires étrangères. De par sa fascination pour le catholicisme et le totalitarisme, il va s'avérer un parfait futur allié de Pétain.

La France, si elle est perçue comme amie dans la diplomatie, est aussi une alliée dans la presse (voir article du 14/07/1939 qui en fait un véritable éloge). Cet article de Smyllie dans *The Irish Times* idéalise la France à l'occasion de sa fête nationale (annexe p.127-128). D'ailleurs, un diplomate français le note dès le lendemain lors de sa revue de presse. Selon cette même lettre, les deux autres journaux irlandais, *The Irish Press*, organe gouvernemental et *The Irish Independent*, journal de l'opposition, ont aussi accordé une place à la fête nationale française, même si le journal d'opposition a été plus concis se bornant à éditer le discours de Blondel, ministre de France à Dublin. Même si la place de la France dans la presse irlandaise est variable qualitativement et quantitativement, elle est toujours présente. Comparativement, seul un journal *Northern Whig* sur les deux que compte l'Ulster (Irlande du Nord), donne des informations concernant la célébration du 14 juillet<sup>53</sup>.

---

<sup>52</sup>D. Keogh, *Ireland and Europe 1919-1948*, Dublin, Gill and Macmillan, 1988, p.38.

<sup>53</sup> Lettre n°68 du 15 juillet 1939, MAE, volume 26.

Laforcade, ministre de France à Dublin, informe les AE que les journaux irlandais n'ont que Press Association, United Press et Transocean (agence allemande) comme moyen d'information. La position française n'est pas donnée si elle est discordante de celle des anglais. Cette lettre de Laforcade date du 5 juillet 1940, jour où la flotte française fut détruite par l'aviation anglaise à Mers el Kebir. Il met les AE en garde ; les journaux irlandais vont être sous influence anglaise et donc contre le gouvernement de Vichy<sup>54</sup>.

Les liens religieux entre les deux pays persistent comme l'attestent les traces d'échange de services effectués lors du pèlerinage vers Lourdes. Blondel demande ainsi dans une lettre aux AE d'accorder des facilités douanières à un groupe de 300 irlandais, dont 45 invalides, qui arrivent à Boulogne pour se rendre à Lourdes<sup>55</sup>.

Si les liens religieux restent forts, l'arrivée de la gauche en France va profondément modifier le gouvernement et la vision irlandaise de celui-ci.

## **II. Une image ternie par la politique du Front Populaire :**

La France a comme on l'a vu réussi à conserver une image d'alliée à la fois militaire et religieuse en Irlande et ce, malgré l'indépendance de l'Irlande en 1921, qui si elle facilita les échanges directs entre les deux pays sans l'intermédiaire de la Grande-Bretagne, pouvait aussi bien intéresser la France qui voyait dans les revendications irlandaises, un moyen de mettre en difficulté l'Angleterre qui était pourtant son allié militaire depuis 1904.

---

<sup>54</sup> Lettre n°90-91 du 5 juillet 1940, MAE, n°372 : Presse Irlande juillet 1940-mai 1942.

<sup>55</sup> Lettre n°55 du 18 juillet 1939. Blondel à Bonnet, MAE, volume 26.

En réalité, cette indépendance et même l'arrivée au pouvoir de Eamon de Valera ne perturbèrent en rien les relations franco-irlandaises. En revanche, l'arrivée au pouvoir du Front Populaire posa de nombreux problèmes au gouvernement irlandais et au ministre français à Dublin.

D'une part, l'aide militaire secrète du gouvernement français aux républicains pendant la guerre civile espagnole fut mal perçue par l'Irlande qui en tant que pays catholique et conservateur soutenait ouvertement les conservateurs catholiques dirigés par le général Franco. D'autre part, les rapports diplomatiques d'Art O'Briain et Walsche sur les actions du Front Populaire sont révélateurs<sup>56</sup>. Il faut pourtant tenir compte du penchant anti-gauchiste des deux hommes. Dans leurs rapports, ils dénoncent avec véhémence et pugnacité la propagande communiste du gouvernement de Léon Blum et l'anticléricalisme dans les écoles. C'est vrai que depuis la loi Combes en 1904, les membres de congrégations catholiques ne pouvaient pas devenir enseignants. Comme l'indique Paxton, ce n'est que Vichy qui va rétablir l'Eglise dans ses privilèges sans pour autant innover<sup>57</sup>. Art O'Briain eut l'assistance de John A. Belton qui donna une fausse image de la situation politique française. Devant la victoire communiste, Belton vint à préférer un gouvernement de socialistes radicaux. D'après lui, après sa victoire du 4 mai 1936, alors que le meneur du parti socialiste, Léon Blum, était prêt à former un nouveau gouvernement, les communistes le soutenaient sans toutefois être en position éligibles dans un ministère. Cette erreur de jugement fut commise par manque de source

---

<sup>56</sup> R.Patterson, *Ireland and France : An analysis of diplomatic relations, 1929-1950*, p.51.

<sup>57</sup> R.O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, Paris, 1973, 1<sup>ère</sup> édition, 1972, pp.150-151.

confidentielle propre et suffisamment sûre<sup>58</sup>.

A eux deux, Walshe et Art O'Briain ne représentent pas la pensée de tous les irlandais mais bien d'une majorité. Art O'Briain fut remplacé par Sean Murphy car sa critique ouverte du Front Populaire n'était pas jugée adéquate, pouvant heurter les autorités françaises.

Le fait que parmi la plupart des ministres irlandais en France, seul Sean Murphy se soit plus ou moins opposé au régime de Vichy, nous dévoile la véritable nature des irlandais. Même Murphy va pourtant critiquer le Front Populaire. Selon lui, ce gouvernement utilise le discours papal de l'Encyclique de Pie XII de 1939 pour se rapprocher des catholiques. Le Front Populaire commenta ce discours favorablement ce qui semble étrange pour Murphy, étant donné que la France était à l'époque un pays traditionnellement anticlérical. En fait, le gouvernement de gauche y approuve la dénonciation du racisme et du totalitarisme<sup>59</sup>. Le ministre irlandais va plus loin dans une autre lettre. Selon lui la relation entre l'état et l'église s'améliora partiellement pendant les années trente en France. Léon Blum invita le Cardinal Verdier à soutenir verbalement sa politique financière. Murphy, à la fin de sa lettre, condamne cet usage de la politique papale pour obtenir le soutien de l'église<sup>60</sup>.

Or parallèlement, Blondel, le ministre français de Dublin, dénonce le fait que même cette grande manifestation de la vie religieuse (l'encyclique papale) qui aurait dû éveiller un profond intérêt chez les irlandais fervents catholiques, n'ait pas eu de commentaire dans la presse ou bien au sein du gouvernement, contrastant ainsi avec les fermes paroles de Pie XII

---

<sup>58</sup> D. Keogh, *Ireland and Europe 1919-1948*, Dublin, Gill and Macgillan, 1988, p.63-65.

<sup>59</sup> Murphy to department, october 30, 1939, D/FA Paris Embassy Files, P19/34A (crisis 1939 August).

<sup>60</sup> Murphy to department, March 8, 1940, D/FA Paris embassy files P19/34A2.

qui condamnèrent la guerre<sup>61</sup>. Ce manque de réaction à la condamnation de la guerre présage d'une neutralité irlandaise.

Paradoxalement, Sean Lemass, le ministre irlandais de l'industrie et du commerce de l'époque, voulait diriger une politique sociale à la française en imposant notamment les 40 heures hebdomadaires ce qui s'avéra impossible. De Valera, dès son ascension au pouvoir, organisa les syndicats ouvriers et instaura les congés payés qui constituaient l'essentiel du programme du Front Populaire<sup>62</sup>.

La France semble le pays le plus important du continent pour l'Irlande ; cependant, seulement 160 français sont comptabilisés sur 2610 étrangers sur tout le territoire irlandais dans le rapport du Dail du 19 octobre 1939. Les français ne correspondaient qu'à 6% du total des étrangers en Irlande. Cela nous montre que l'Irlande n'était pas un lieu important d'émigration pour la France (en comparaison à d'autres pays comme l'Italie, les Etats-Unis et l'Angleterre qui comptaient de nombreux émigrés dans cette île) mais revêtait sans doute une importance autre : liens d'amitié à travers l'histoire, racines communes... Ce manque de ressortissants en Irlande peut aussi expliquer une relative baisse d'intérêt du gouvernement irlandais pour la France même si ce fut toujours la France qui attira les irlandais et non le contraire. Pourtant, lors de la guerre civile entre protestants et catholiques au XVII e siècle, l'Irlande du nord avait accueilli de nombreux huguenots (protestants) persécutés en France. La guerre civile espagnole va à nouveau dévoiler les divergences des deux pays. Ainsi à la fin de la guerre, près de 350.000 espagnols sont considérés comme réfugiés. Pour les aider à trouver un pays d'accueil, une pétition pour le Respect du Droit d'Asile et l'aide des réfugiés politiques est adressée à plusieurs ministres étrangers de Paris dont celui d'Irlande, chargés de

---

<sup>61</sup> Lettre de Blondel du 28 octobre 1939, MAE, volume 26.

<sup>62</sup> Lettre n°27 du 3 juin 1937 Brière, ministre de France aux AE, MAE, volume 18,

la transmettre à leur gouvernement respectif. Walshe, confirmant son anti-républicanisme, va refuser d'accueillir le moindre réfugié républicain d'Espagne.

Pour illustrer encore mieux l'esprit contradictoire des irlandais, pendant la seconde guerre mondiale, les irlandais vont condamner unanimement la persécution des juifs alors qu'ils approuvaient peu de temps avant celle des républicains espagnols.

En Ulster, un travailliste va même perdre les élections au profit d'un nationaliste pour avoir soutenu le gouvernement socialiste de France, ce soutien choquant une population nationaliste catholique<sup>63</sup>. Ce fait exceptionnel fut transmis par la délégation française au ministre des AE. Celle-ci réalisa peut-être à quel point la haine envers le Front Populaire avait atteint des sommets.

Peut-être en réponse à l'opposition irlandaise, le Front Populaire décida de ne pas inviter l'Irlande à l'exposition internationale de Paris de 1937. Or, il avait pourtant invité de nombreux petits pays. Pourquoi n'avait-il pas invité un pays ami, tel que l'Irlande ? Par voie de presse, de Valera annonça que la représentation de l'Irlande aurait coûté plus cher qu'elle n'aurait rapporté, étant donné le peu de débouchés de la production irlandaise trouvait sur le marché français<sup>64</sup>. Cette déclaration contenait peut-être une part de vérité mais surtout, elle permit au chef d'état irlandais de montrer qu'il ne dépendait pas de la France économiquement. En effet, la plupart des exportations et importations irlandaises s'effectuaient avec l'Angleterre.

---

<sup>63</sup> Lettre n°162 du 16 février 1938 de Corbin, Ambassadeur de France en Grande-Bretagne, MAE, volume 22, p.96.

<sup>64</sup> Lettre n°87 du 7 septembre 1937 de M.Guerlet, ministre de France à Yvon Delbos, MAE, volume 18 : Relations commerciales 1918-1940, Foires-Expositions, carton 35, dossier B.

Au début de la guerre, l'Irlande semble éloignée des événements internationaux par son manque d'intérêts pour la politique étrangère et donc pour la situation de la France. Si l'information internationale est présente dans les faits divers, elle n'est jamais commentée par la presse locale<sup>65</sup>. Les commentaires les plus vifs de la part des journaux irlandais, toujours selon le ministre de France, s'axent surtout sur l'URSS et l'offensive communiste contre la Finlande ; même l'offensive allemande n'a pas été autant condamnée et commentée<sup>66</sup>. L'Irlande avait pourtant bien réagi comme petite nation devant la montée des tensions internationales par le discours de Valera en tant que président de la SDN en 1938. Celui-ci approuve l'action de Neville Chamberlain, premier ministre d'Angleterre : « Une nouvelle guerre mondiale serait une épouvantable catastrophe. Si M. Chamberlain réussit à l'éviter, il méritera la gratitude de tous les peuples d'Europe. Sa méthode est la bonne méthode, et tous les hommes de bon sens et de bonne foi prieront pour le succès de sa mission ». Ce discours, retranscrit dans un article de *La Croix*<sup>67</sup>, nous dévoile la nouvelle orientation de la politique extérieure irlandaise qui n'est plus basée sur l'axiome : « Des difficultés anglaises, autant d'opportunités irlandaises ». La France ne joue plus un rôle aussi central dans sa politique internationale. Ayant obtenue l'indépendance, elle n'a plus besoin de lier des relations avec l'ancienne ennemie de l'Angleterre dans un but purement nationaliste. Ce discours reflète bien la maturité irlandaise qui va dans le sens de son ancienne pire ennemie dans le but de sauvegarder la paix internationale : d'égoïste, l'Irlande s'ouvre sur le monde. Hélas, la guerre retardera cette ouverture comme nous le verrons.

La France a développé après la première guerre mondiale l'idée que l'Irlande était opprimée par l'Angleterre. L'Eire peut ainsi encore compter sur ce fort appui continental ; pour autant, ne chercha-t-elle pas à lier d'autres alliances afin de ne pas dépendre totalement de la France ?

---

<sup>65</sup> Blondel à Daladier, n°229 du 8 novembre 1939, MAE, volume 26.

<sup>66</sup> Lettre n°6 du 22 janvier 1940, MAE, volume 26.

<sup>67</sup> *La Croix* du 16 septembre 1938, p.5.



Dans cette partie, je vais analyser la diplomatie irlandaise sous l'œil de la délégation française.

### **III. Une diplomatie irlandaise en pleine évolution :**

Du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Irlande est considérée comme un tremplin par la France pour atteindre l'Angleterre, sa principale rivale. Même si la communauté de religion et la nature des revendications irlandaises suscitent la sympathie, l'Irlande demeure intrinsèquement un lieu stratégique lié à l'Angleterre. Cette amitié se dévoile rapidement au XX<sup>e</sup> siècle dans la continuité du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1926, la France reconnaît le droit à une délégation pour l'Eire à la conférence impériale de la SDN alors que le pays venait d'obtenir son indépendance, cinq ans à peine auparavant lors du traité anglo-irlandais<sup>68</sup>.

Sur le plan international, l'Irlande acquiert de plus en plus d'importance, particulièrement lors du discours de Eamon de Valera en tant que président de la Société des Nations, en septembre 1938, lorsqu'il défend la neutralité des petits pays et surtout appelle à la paix. « Le Figaro » est le seul journal à témoigner de ce discours<sup>69</sup>, « L'Humanité » et « L'Action française » ne faisant allusion qu'à l'élection de Eamon de Valera comme président de la SDN.

Malgré son émancipation sur le plan international, l'Irlande continue d'inspirer la répression et la domination anglaise. Un exemple de la détérioration de la perception irlandaise de la France est le soutien du gouvernement de Valera par l'intermédiaire d'un diplomate Kerney

---

<sup>68</sup> Ce traité mettait fin à la guerre civile entre Black & Tans (pro-anglais) et nationalistes. Signé par Eamon de Valera et Lloyd George entre autres, il confirmait la partition de l'Irlande.

<sup>69</sup> Le Figaro du 13 septembre 1938, p.2.

au Parti National Breton, parti exigeant une Bretagne Libre ce qui ne peut aller qu'à l'encontre de la volonté du gouvernement français. Le Parti National Breton et son auteur idéologue Etiennette Beuque ont en grande partie contribué à cette image de pays opprimé par deux ouvrages clés : *L'Irlande dans l'Enfer anglais* en 1940 et *L'exemple de l'Irlande* en 1942. Ce dernier livre se caractérise par son nationalisme breton. Cet auteur écrit sur le thème de l'Irlande dès 1925. Pourtant ce n'est qu'à partir de 1942, qu'elle lia la destinée irlandaise à celle de la Bretagne. N'ayant pu consulter ces deux livres, j'ai analysé ses livres précédents pour mieux comprendre son idéologie. Son premier livre *Pour l'Irlande*, Etiennette contribue à diffuser l'image d'une Irlande opprimée en contant son histoire. Selon elle, la France est « attirée par les souffrances de l'Irlande, par la justice de sa cause... »<sup>70</sup>. Son ouvrage est salué par le délégué de la République irlandaise en France L.-H. Kerney, toujours dans la préface. Beuque compare les auteurs de l'insurrection de 1916 à des héros : « Comme on comprend mieux le sens de la « folle tentative » de 1916, quand on connaît l'âme si belle du plus noble de ses héros ! » (en parlant de Padraic Pearse fusillé après l'insurrection comme la plupart des républicains)<sup>71</sup>. Il prend l'exemple de la grève de la faim de Terence Mac Swirney, (Lord Maire de Cork arrêté le 12 octobre 1920) acte qui lui fut fatal, pour résumer l'histoire de l'Irlande : « L'Angleterre, prête à commettre tous les crimes pour garder sa proie ; l'Irlande, à subir toutes les souffrances pour conquérir sa liberté »<sup>72</sup>. Cette vision manichéenne contribue à poser les irlandais en victimes et les anglais en bourreaux. En fait, Beuque veut répondre aux français qui ne comprennent pas les revendications irlandaises par manque de connaissance de l'histoire irlandaise. Le traité anglo-irlandais de 1921 est perçu comme un ensemble de concessions par les français pour l'Irlande alors que selon elle,

---

<sup>70</sup> E. Beuque, Préface de *Pour l'Irlande*, Paris, Ame Gauloise, 1928, 100 pages, BNF, NO-731, Rez-de-jardin.

<sup>71</sup> E. Beuque, *Pour l'Irlande*, p.39.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p.51.

ces « étourdis compatriotes » oublient que ce traité inégal a été signé sous la menace d'une guerre<sup>73</sup>. Etiennette écrivit cette même année 1928 un roman historique, *Rebelles ou Martyrs* sur le même sujet. Dans la préface, elle définit le but de son livre : c'est de faire comprendre et aimer l'Irlande mais surtout de ne pas faire haïr l'Angleterre. Elle compare l'Irlande à l'Alsace qui a été annexée pendant 44 ans par l'Allemagne pour mieux faire comprendre aux français la situation de l'île même si celle-ci a été annexée pendant au moins sept siècles. Dans ce roman, elle publie en fait des journaux intimes ou des lettres de proches des victimes et des héros de l'indépendance irlandaise, afin de comprendre comment ont été perçus ceux-ci ? Elle parle déjà d'holocauste pour définir le sacrifice des héros de l'indépendance qui selon elle, ne rêve que d'incarner l'âme immortelle de l'Erin<sup>74</sup>. Peu à peu, Beuque se rapproche du gouvernement irlandais de Eamon de Valera ainsi dédicace-t-elle son livre de 1935 dans lequel elle va jusqu'à revendiquer l'union irlandaise et la fin de la partition<sup>75</sup>. Son livre le plus accusateur pour les anglais est un roman historique au titre évocateur : *L'Holocauste*. Il s'agit de l'histoire d'un nationaliste irlandais auquel elle attribua les idées de nationalistes connus : Swiney, Brugha, Childers, Valera... à travers leurs lettres. Elle compare la répression anglaise contre les républicains à un holocauste et ce à la veille de la guerre, début du génocide juif par les nazis. Si les irlandais subirent un véritable génocide pendant l'époque de Cromwell perdant quasi la moitié de sa population, il me semble que la répression contre les républicains était plus ciblée et de moindre ampleur. Cette comparaison peut se comprendre par le fait que plus tard, en 1942, dans un manifeste du parti national breton, Beuque prôna l'alliance avec les nazis afin d'obtenir l'indépendance bretonne. En faisant passer les anglais pour des criminels, elle fait un premier pas vers les nazis<sup>76</sup>.

---

<sup>73</sup> E. Beuque, *Pour l'Irlande*, p.63.

<sup>74</sup> E. Beuque, *Rebelles ou Martyrs*, Paris, 1928, 232 p., BNF, 8-Y2-73731, Rez-de-jardin.

<sup>75</sup> E. Beuque, *Où va l'Irlande*, Paris, éditions Eugène Figuière, 1935, 122 p., BNF, NO-752, Rez-de-jardin.

<sup>76</sup> E. Beuque, *L'Holocauste*, Paris, 1938, 254 p., BNF, 8-Y2-84569, Rez-de-jardin.

Ce sujet est d'autant plus un thème porteur au début de la seconde guerre mondiale qu'un autre auteur va l'exploiter : *La tyrannie anglaise en Irlande* de W. Schaeffer en 1940. Cet auteur allemand m'intéresse car bien qu'il ne témoigne pas d'un point de vue français, il va dans le même sens que Beauque dans la condamnation des anglais au profit des nazis. L'Irlande s'avère ainsi une cause et un sujet porteur pour tous les supporters du régime nazi.

Dans son introduction mais aussi sa conclusion, Schaeffer rappelle que les anglais ont déclaré la guerre à l'Allemagne pour « protéger la liberté des peuples ». Or, ils ont asservi, massacré et réprimé les irlandais dans leur lutte pour l'indépendance. Selon lui, « aucun peuple en Europe n'a eu autant à souffrir que le peuple irlandais »<sup>77</sup>. Il allie à son livre de nombreuses photographies témoignant de ces souffrances (expulsion de fermiers, répression policière...). Cet ouvrage idéologique en faveur des allemands s'attaque aux ennemis du Reich, les anglais.

Le fait que l'Eire ait été soumise au joug anglais, est d'autant plus marquant que pour la première fois à cette époque, elle entre dans l'Histoire comme pays indépendant, en se positionnant comme neutre lors de la guerre mondiale.

L'Irlande est encore perçue comme une nation opprimée à une époque où pourtant la France et l'Angleterre étaient alliées contre l'Allemagne nazie. Cette image est partagée par une bonne partie de la population et pas seulement par le mouvement breton qui tendait à profiter des difficultés françaises pour assurer son indépendance, en s'inspirant du mouvement nationaliste irlandais. On peut se demander si le fait que la France se rapproche de l'Allemagne avec le gouvernement de Vichy, a pu empêcher les français de percevoir l'Irlande comme une traître, de part sa neutralité. Ou encore, la neutralité irlandaise a, peut-être, été un facteur de dissension au sein de la France Libre et du gouvernement de Vichy qui

---

<sup>77</sup> W. Schaeffer, *La tyrannie anglaise en Irlande*, Berlin, 1940, 47 p., p.7, BNF, NA-616 (5), Rez-de-jardin.

auraient aimé voir ce pays - à l'emplacement stratégique déterminant pour le cours de la guerre-, s'allier à eux.

La vision irlandaise de la France qui était très positive pendant les années de lutte pour l'indépendance, a tendance à se dégrader dans les années trente avec l'arrivée du Front Populaire. L'indépendance tend à rapprocher l'Irlande de l'Angleterre qui a besoin d'un soutien de son voisin dont elle dépend énormément économiquement.

La vision française de l'Eire est-elle la même pour un pays neutre alors que la France est occupée et divisée ?

### **Chapitre 3. Evolution de la perception de l'Irlande au début de la guerre (1939-1943)**

#### **I. Affirmation de la dimension religieuse de l'Irlande :**

La presse catholique joua un rôle primordial pour l'étude de la représentation de l'Irlande en France. Elle fut la seule à s'intéresser à ce pays plus profondément que les autres presses. Parmi la presse catholique, je compte notamment « La Croix » et « L'Action Française ». Cette dernière par son caractère réactionnaire pouvait aussi être comptabilisée parmi les journaux d'extrême-droite. On peut noter qu'à l'époque, l'extrême-droite entretenait des relations privilégiées avec le catholicisme.

Ces deux journaux de 1937 à 1945 vont contribuer à développer l'éloge de la charité et de la générosité irlandaises (symbolisée par St Vincent de Paul. Ce saint est commun aux deux pays de par la force de sa charité). L'Eglise St Vincent de Paul à Paris accueillit ainsi de nombreux irlandais au XIX e siècle selon Janick Julienne. Cet éloge n'était pas mensonger puisque le collège des irlandais pendant la seconde guerre mondiale accueillit des prélats polonais qui comptaient parmi eux le futur pape, Jean-Paul II. *La Croix* effectue une étude détaillée de la religion catholique en Irlande en mars 1940. Selon les statistiques religieuses du département irlandais du Commerce et de l'Industrie, si la population irlandaise a chuté de 1% entre 1926 et 1936 par contre la population catholique a augmenté de 8% soit 22.000 âmes (la population catholique totale est donc égal à 275.000 personnes) alors que le nombre de non catholiques a diminué de 26.000 personnes. Selon toujours cette même étude, le nombre de catholiques en 1936 est considéré à 93.4% de la population totale (soit environ 294.433 personnes). A la fin de son article, le journal catholique français note : « Ces chiffres

sont d'autant plus remarquables lorsqu'on sait que de nombreux catholiques irlandais ont quitté leur pays comme émigrants »<sup>78</sup>.

La constitution irlandaise de 1937, point de départ de mes recherches, reste la caractéristique religieuse la plus flagrante de ce pays, pour la presse catholique, mais aussi pour d'autres journaux comme « L'Humanité » qui va jusqu'à dénoncer le fait que la religion catholique est affirmée modérément comme la religion de la majorité. Le journal du parti communiste dénonce le caractère autoritaire de cette constitution alors qu'elle est plutôt tolérante, pour un pays qui a connu tant de déboires avec la minorité protestante représentante de l'Angleterre. A la veille de la guerre en décembre 1937, la constitution irlandaise entre en vigueur suite à son plébiscite en juillet de la même année (560.000 voix pour et 436.000 contre). D'inspiration française, elle va être vivement commentée par la presse de l'époque. Si *La Croix*, journal catholique, fait l'éloge d'une constitution « pleinement et ouvertement d'inspiration chrétienne » fêtée par une cérémonie religieuse et militaire solennelle<sup>79</sup>, *L'Humanité*, journal du Parti Communiste Français et anticlérical de nature, dénonce cette constitution qui selon les articles 4 et 5, déclare l'Irlande un « Etat démocratique, indépendant et souverain » alors que le droit d'être libre penseur n'existe pas. Pour le journal communiste, la prédominance de l'Eglise catholique comme religion de la majorité est insupportable même si la liberté de culte est inscrite dans la constitution. Selon celui-ci, donner plus de place au catholicisme va rebuter les protestants de l'Ulster comme le pense le *Manchester Guardian* du 3 mai 1937 et retarder ainsi l'union de l'Irlande<sup>80</sup>. « L'Action française » témoigne de l'entrée en vigueur de la constitution irlandaise en décembre 1937 en insistant sur la cérémonie religieuse dans une cathédrale, mais aussi en nuancant cette union religieuse, par la condamnation des

---

<sup>78</sup> *La Croix* du 20 mars 1940, p.1.

<sup>79</sup> *La Croix* du 30 décembre 1937, p.1 et p.5.

<sup>80</sup> *L'Humanité* du 7 juillet 1937, p.3.

républicains extrémistes qui « arborent un drapeau noir »<sup>81</sup>. Cette haine envers les républicains est d'autant plus exprimée par ce journal qu'elle s'inscrit dans le contexte de la guerre civile en Espagne opposant les républicains aux conservateurs franquistes. « Le Figaro », journal de droite plus modéré, s'éloigne de cette stigmatisation des républicains, par le journal d'extrême-droite, en s'attachant surtout au fonctionnement des institutions irlandaises (Dail, Commonwealth...)<sup>82</sup>. « La Croix », comme nous l'avons vu, encensa cette nouvelle constitution « placée sous l'égide de la sainte Trinité ». L'organisation de la république irlandaise est comparée à celle de la République française : le président est élu pour sept ans et le conseil d'état qui seconde le président, joue le même rôle que le conseil privé de l'Ancien régime. Les cérémonies religieuses sont minutieusement décrites : le service spécial à l'Eglise protestante de St Patrick et la messe à la cathédrale de Dublin. Cette constitution approuvée par l'épiscopat et toute la classe politique est une « charte d'un état démocratique chrétien »<sup>83</sup>.

La seconde guerre mondiale fut aussi l'occasion de la création de la Croix Rouge irlandaise pendant l'invasion de la Finlande. Voyant un pays neutre comme elle, être envahi sans réaction de la part de la communauté internationale, l'Irlande décida d'y envoyer de l'aide humanitaire et sanitaire. Cette création fut relatée et soulignée par les journaux catholiques français qui prenaient pratiquement ce pays en exemple. Blondel, ministre français à Dublin, fit aussi allusion à la Croix Rouge dans un de ses télégrammes au ministre des AE, Daladier. Il expliqua dans cette lettre, l'organisation de cette association caritative qui réunissait des catholiques, des protestants et des personnes de toutes tendances politiques. Les profits de la Croix Rouge irlandaise émanaient d'une loterie (le « Sweepstake »). Chaque acheteur de

---

<sup>81</sup> L'Action française du 30 décembre 1937, p.4.

<sup>82</sup> Le Figaro du 31 décembre 1937, p.3.

<sup>83</sup> La Croix du 30 décembre 1937, p.5.



ticket pouvait reverser sa souscription à la Croix Rouge nationale ou à une autre étrangère. Cette loterie servait auparavant aux hôpitaux irlandais<sup>84</sup>. L'élargissement de ces dons à une organisation à la portée mondiale témoigne d'une ouverture d'esprit des irlandais.

L'esprit charitable et brave des irlandais va être à nouveau reconnu par le ministre de France, Blondel. Celui-ci, dans une lettre diplomatique, va même jusqu'à demander une récompense pour les sauveteurs volontaires irlandais de l'institution « Life Boat Institution » qui portèrent secours à six marins bretons au large du comté de Wicklow, au sud de Dublin. De plus, ils auraient donné des vêtements à ces marins par l'intermédiaire d'une association anglaise de charité. Le diplomate français demande aux AE une distinction honorifique ou une compensation financière pour ces sauveteurs<sup>85</sup>.

Si au début des années trente, l'attitude arrogante et ambitieuse des évêques irlandais avait été critiquée par les diplomates français, surtout de par leur concurrence au clergé français au Canada ; Blondel au début de la guerre, en novembre 1939, va reconnaître le mérite de l'Eglise irlandaise pour sa prise de position courageuse contre l'Allemagne. L'influence de celle-ci sur l'empire anglais et aux Etats-Unis est reconnue par le diplomate français pour diffuser à travers le monde britannique une image hostile de l'Allemagne, notamment dans le clergé américain qui compte une majorité d'irlandais dans ses rangs. Lors du Grand séminaire de Maynooth le 10 octobre 1939, Cardinal Mac Rory, primat d'Irlande, et les évêques vont condamner l'invasion de la Pologne. Cette condamnation de l'Allemagne nazie est d'autant plus importante pour Blondel qu'elle met un frein aux tendances du petit groupe, toujours remuant, auquel se rattachent les partisans de l'IRA<sup>86</sup>.

---

<sup>84</sup> Lettre n°4 du 2 janvier 1939 de Blondel à Daladier, MAE, Europe 1930-1940, Irlande, volume 26 : Politique intérieure, affaires diverses, mars-avril 1932 et janvier 1939-février 1940 (Z-282)

<sup>85</sup> Lettre n°56 du 21 juillet 1939, MAE, volume 26.

<sup>86</sup> Lettre n°229 du 8 novembre 1939 : l'opinion irlandaise et les événements actuels, MAE, volume 26.

Laforcade se félicite que la presse irlandaise et française s'alignent sur l'opinion du St Siège dans une de ses lettres aux AE en août 1940<sup>87</sup>. Ce même diplomate, en bon défenseur de la « révolution nationale » préconisée par Pétain, se réjouit du fait que le ministre de l'éducation nationale irlandais veuille comme le préconise le pape une instruction primaire obligatoire jusqu'à l'âge de 11 ans<sup>88</sup>.

Si la France admire le caractère religieux de la constitution irlandaise, l'unité de l'Eire autour d'un seul homme pour la neutralité va provoquer de la convoitise au sein de la France.

## **II. Représentation de la neutralité irlandaise convoitée :**

Dans la majeure partie de la presse française, mais aussi comme nous l'avons vu dans le chapitre II, partie III, dans les manuels scolaires, l'Irlande va se forger l'image d'une dictature neutre dominée par un seul homme, Eamon de Valera et par une censure sévère. Ce dernier point est le plus choquant pour la plupart des journaux fervents défenseurs de la liberté de la presse et d'expression, quelle que soit leur position politique. Blondel témoigne de la censure de nombreux journaux extrémistes et nationalistes comme le *Leader* cité par la radio allemande qui soutient les thèses nazies. Le ministre français souligne la futilité de ces publications qui malgré le danger de leurs idées, ont peu d'influence à travers le monde<sup>89</sup>. La Croix fait part de la censure dans ce pays pour la première fois en 1942 (période où paradoxalement le régime de Vichy exerçait la plus forte censure) alors que celle-ci existait depuis le début de la guerre, en Eire comme en témoigne le ministre français ci-dessous :

---

<sup>87</sup> Lettre n°212 du 26 août 1940, MAE, n°372 : Presse Irlande.

<sup>88</sup> Lettre de Laforcade aux AE n°279-280 du 22 avril 1942, MAE, n°374 : politique intérieure Irlande, juillet 1940-juin 1944.

<sup>89</sup> Lettre n°18 du 31 décembre 1939, MAE, volume 26.

« Une censure de presse sévère vient d'être établie en Irlande. A l'avenir, aucun journal ne pourra sans autorisation de la censure envoyer par quelque moyen que ce soit, pour une destination autre que l'Eire, une communication quelconque se rapportant à une question autre que le sport ou la vie mondaine. La censure s'étendra à tous les imprimés »<sup>90</sup>.

Dès le 28 août 1939, *Le Figaro* nous informe que s'il y a une guerre, l'Irlande sera neutre selon le journal dominical *Reynolds* de Dublin alors que Eamon de Valera l'avait déjà déclaré dans un discours du 19 février 1939<sup>91</sup>.

Le 3 septembre, ce même journal note les mesures de précaution prise par l'Eire dans le domaine militaire avec le rappel de sept classes de réservistes (défense et observations côtières)<sup>92</sup>. *L'Action française* rappelle dans une petite dépêche que l'Irlande s'opposera à toute tentative d'envahissement<sup>93</sup>. Cependant, l'Eire sera le seul pays neutre de la seconde guerre dont la déclaration de neutralité ne sera annoncée officiellement dans aucun journal français, peut-être l'Irlande n'était pas encore considérée comme un pays à part entière ou bien sa neutralité pas réelle. Ainsi aucun livre d'histoire ne considère pas l'Irlande comme neutre.

Les mesures administratives irlandaises les plus contestées sont les « *Emergency Powers Act* » de septembre 1939. Juste après la déclaration de neutralité de de Valera, ces mesures restreignent le mouvement des personnes : un passeport est ainsi nécessaire pour toute personne désirant quitter l'Irlande. Une sévère censure s'applique pour toutes les lettres et

---

<sup>90</sup> La Croix du 21 et 22 février 1942, p.2.

<sup>91</sup> *Le Figaro* du 28 août 1939, p.3.

<sup>92</sup> *Le Figaro* du 3 septembre 1939, p.3. Voir déclaration de neutralité de de Valera en annexe p.130.

<sup>93</sup> *L'Action française* du 26 novembre 1940, p.1.

télégrammes. De plus, un couvre-feu est instauré dans certaines zones<sup>94</sup>. Ces pouvoirs permettent aussi au gouvernement d'arrêter tous membres suspects de l'IRA<sup>95</sup>. S'ils sont considérés comme antidémocratiques ; paradoxalement, les journaux reconnaissent qu'une telle mesure était nécessaire pour endiguer le mouvement terroriste républicain particulièrement virulent au début de la guerre. Ainsi, *La Croix*, en janvier 1939, au lendemain du début des attentats républicains, conseille à l'Irlande d'instaurer par un texte législatif une police spéciale pour lutter contre ce fléau<sup>96</sup>. La censure de la presse n'était pas aussi sévère au début de la guerre puisque Blondel reconnaissait que la plupart des journaux irlandais avaient plutôt tendance à marquer leur préférence pour les Alliés. Les communiqués également. L'*Irish Times*, avec son rédacteur en chef pro anglais, est le quotidien qui s'est le plus éloigné de la consigne de neutralité. Il est ainsi le seul journal à faire part des atrocités des camps de concentration allemands, résumé du livre blanc anglais<sup>97</sup>.

Avant même le vote de ces pouvoirs extraordinaires dans le cadre des lois d'urgence (censure, service obligatoire), dès 1938, lors des élections législatives, *La Croix*, pourtant journal qui cultivait l'amitié de l'Irlande de par son caractère catholique dénonce le fait que de Valera veuille remettre en cause la représentation proportionnelle qui ne lui accorde pas une majorité<sup>98</sup>. Ces dangers de dériver vers une dictature sont aussi dénoncés par L'Humanité, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre. Dans l'article de juillet 1937<sup>99</sup>, dans lequel le journal du PCF remet en cause la constitution, par sa négation de la liberté de penser (même s'il y a une liberté de culte), le caractère autoritaire de la République irlandaise

---

<sup>94</sup> Lettre n°69 du 4 septembre 1939, MAE, volume 26.

<sup>95</sup> *La Croix* du 7 et 8 janvier 1940, p.2, *L'Action française* du 6 janvier 1940, p.3 et *Le Figaro* du 5 janvier 1940, p.3.

<sup>96</sup> *La Croix* du 19 janvier 1939, p.1.

<sup>97</sup> Lettre n° 229 du 8 novembre 1939, Blondel à Daladier : l'opinion irlandaise et les événements actuels, MAE, volume 26.

<sup>98</sup> *La Croix* du 18 juin 1938, p.5.

<sup>99</sup> L'Humanité du 7 juillet 1937, p.3.

est dénoncé alors que de Valera s'était allié avec les travaillistes (de gauche) pour obtenir la majorité lors des élections générales de juillet 1937<sup>100</sup>. Dans son article du 7 juillet, L'Humanité énumère les différents éléments antidémocratiques de la constitution : les pouvoirs du président sont étendus (dissolution du parlement ou Dail, nomination du premier ministre, contrôle du conseil d'état et des forces de défense...), le nouveau Sénat compte soixante membres au deuxième degré sur une base professionnelle après son abolition il y a un an (tendance à une politique corporatiste comme celle de Salazar au Portugal), la femme n'a pas le droit à la liberté économique comme le droit au travail et le droit de vote est ambigu (la formule « sans distinction de sexe » a été retirée). Ressortant son caractère révolutionnaire, le quotidien déplore que l'abolition de la propriété privée ne soit pas déclarée.

On est en droit de douter de l'opinion d'un journal d'extrême gauche de l'époque profondément anticlérical, qui critiqua fortement la mise en place d'une république basée sur la religion, au moment où les communistes du monde entier luttèrent contre la mise en place d'un régime conservateur catholique en Espagne. En revanche, la condamnation de La Croix et de L'Action française du gouvernement de Valera en tant que dictature nous éclaire plus sur l'opinion générale de la population française à la veille de la guerre. Aussi bien la gauche que la droite semblait d'accord sur un point : la république irlandaise était une dictature. En 1943, La Croix témoigne à nouveau du caractère totalitaire du gouvernement de Valera qui veut renoncer au système de partis pour lutter contre une autre guerre civile. « Il veut imposer seul la paix » en obtenant les pleins pouvoirs avec un Dail acquis à lui<sup>101</sup>.

Après Mers el-Kébir, au cours duquel la flotte française fut détruite par l'aviation britannique dans le port marocain du même nom, la France de Vichy décida de couper les relations

---

<sup>100</sup> L'Humanité du 8 juillet 1937, p.3.

<sup>101</sup> La Croix du 26 juin 1943, p.1.

diplomatiques avec ce pays accusé d'agression gratuite. La diplomatie en Irlande fut renforcée après ce fameux mois de juillet 1940, afin de pouvoir encore assurer une transmission des informations intérieures anglaises. Le 7 juillet 1940, le ministre des AE demande un renforcement de la légation française avec l'arrivée des attachés navals de Londres vers Dublin, Rochet et Saffoy<sup>102</sup>. Selon une autre lettre des AE, l'Amirauté français préfère envoyer d'abord l'attaché naval adjoint en Grande-Bretagne en attendant une solution possible du différent franco-anglais<sup>103</sup> ; preuve que l'espoir d'un règlement diplomatique était encore espéré par les autorités françaises.

Dès le 25 juillet 1939, le ministre de France demande la nomination d'un attaché naval en Irlande. Avant même l'incident de Mers el-Kebir, ce diplomate sentait la nécessité de resserrer les liens avec cette île, lieu stratégique en cas de conflit européen. Blondel, ministre français de Dublin, ne voulait surtout pas être devancé par l'Allemagne<sup>104</sup>. Pour lutter contre l'intrusion nazie en Irlande, Blondel demande un mois plus tard la création des postes d'attachés naval et militaire à Dublin. Il sait déjà que si une guerre se déclare, l'Irlande se proclamera neutre à moins que la Grande-Bretagne propose l'union irlandaise en échange de son intervention à leurs côtés pendant la guerre. Blondel définit précisément le rôle de ces attachés : surveiller et neutraliser l'activité des Allemands et des Italiens dans une Irlande plus ou moins impuissante à faire observer chez elle une réelle neutralité<sup>105</sup>. Trois jours après le début de la seconde guerre mondiale, l'ensemble du personnel militaire est nommé selon Blondel. Celui-ci note aussi la nomination de personnel militaire (attachés militaire, naval et aéronautique) et un attaché de presse pour l'Italie et l'Allemagne<sup>106</sup>. Ce commentaire de

---

<sup>102</sup> Lettre du 7 juillet 1940, MAE, Vichy 1939-1940, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire français.

<sup>103</sup> Lettre du 13 juillet 1940, MAE, Vichy 1939-1940, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire français.

<sup>104</sup> Lettre n° 69 à 72 du 25 juillet 1939, MAE, volume 26.

<sup>105</sup> Télégramme n°76 du 9 août 1939, MAE, volume 26.

<sup>106</sup> Télégramme n°70 et n°71 du 5 septembre 1939, Blondel à Bonnet sur la désignation d'attachés militaire, naval et aéronautique à Dublin, MAE, volume 26.

Blondel témoigne de sa permanente préoccupation stratégique envers l'Irlande : mieux vaut-il une Irlande neutre ou alliée ? Après de nombreuses difficultés d'ordre idéologique quant à la nomination des attachés militaire et naval devant avoir un grade inférieur à celui de Londres<sup>107</sup>, le 28 octobre 1940, l'Amirauté et l'état-major décide la suppression immédiate du poste d'attaché naval à Dublin<sup>108</sup>. Ainsi, M. Bédin, attaché naval, rentre en France. Deux jours plus tard, Laforcade, ministre de la France à Dublin, exprime son opposition à ce choix qui représente un effacement de la France à une époque « où ce pays reprend sa place en Europe »<sup>109</sup>. Finalement, sous la pression de Laforcade et du secrétaire des AE, l'Amiral Darlan déclare que le poste d'attaché naval sera conservé mais le capitaine Bédin sera remplacé pour incompétences et coupable selon lui de sympathie pour l'Angleterre<sup>110</sup>. Deux mois plus tard, alors que Bédin a du mal à obtenir un visa de transit vers le Portugal, Darlan désigne le capitaine de frégate M. Albertas, attaché de l'air à Londres, comme attaché naval à Dublin<sup>111</sup>. Il prendra poste en avril 1940 toujours à cause des difficultés de voyage<sup>112</sup>.

A travers la lecture des correspondances diplomatiques de l'époque, la diplomatie française en Irlande dépendait en fait encore beaucoup de l'Angleterre, surtout pour les sources d'informations qui concernaient la politique intérieure et extérieure du pays.

Alors que les diplomates français déplorent dans leurs correspondances la division politique de la France (voir p.131), ils vont admirer l'unité du pays autour d'une neutralité difficile à tenir. Ainsi, Laforcade, ministre de France à Dublin, note que le discours de Eamon de Valera pour dénoncer les apathiques et les agitateurs, est appuyé par le principal parti d'opposition le

---

<sup>107</sup> Lettre du 17 juillet 1940, du 26 juillet 1940, MAE, Vichy 1939-1940, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire français.

<sup>108</sup> Lettre du 28 octobre 1940, MAE, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire français.

<sup>109</sup> Lettre du 30 octobre de Laforcade aux AE, MAE, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire français.

<sup>110</sup> Lettre n° 42 du 7 novembre 1940 de l'Amiral Darlan pour les AE, n°370.

<sup>111</sup> Lettre du 24 janvier 1941, MAE, n°370.

<sup>112</sup> Lettre du 10 avril 1941, MAE, n°370.

Fine Gaël dirigé par Cosgrave<sup>113</sup>. Deux jours après, Laforcade encense à nouveau l'union nationale irlandaise<sup>114</sup>. Laforcade témoigne enfin d'un grand meeting au College Green, Trinity College au centre de Dublin qui réunit les leaders du Dail autour de Valera et de Cosgrave qui va permettre le recrutement de 50.000 volontaires pour défendre l'île selon les journaux irlandais<sup>115</sup>. Cette union irlandaise est d'autant plus remarquable qu'elle est alliée à une stabilité politique qui contraste avec la France qui connaît trois grands remaniements ministériels (12 juillet, 6 septembre, 13 décembre 1940), (février, septembre 1941), (18 avril et novembre 1942) et deux crises en 1943 (avril et novembre)<sup>116</sup>. Dès juillet 1940, date de l'invasion nazie de la France, Laforcade s'inquiète du fait que cette invasion fasse passer au second plan le problème de l'unité territoriale en raison de la coupure du pays entre zone sud contrôlée par le gouvernement de Vichy et zone nord contrôlée par les nazis. Alors que parallèlement, il encense l'appel à la défense de l'île lancé pour la première fois par le chef du Labour, Norton, de Valera et Cosgrave avec le soutien de l'église<sup>117</sup>.

Les autorités françaises sont en permanence tenues au courant de la réalité économique de l'Irlande par la presse locale et anglaise. En juin 1940, un bilan de l'économie du pays est dressé par la diplomatie française. Il en ressort que les exportations viennent à 95% de l'Angleterre et qu'au milieu de l'année 1939, un déficit commercial est apparu. De 1932 à 1939, le budget consacré à l'armée a triplé alors que parallèlement la France voyait son budget militaire stagner ce qui mena à la célèbre déroute de 1940 due à un manque de moyens et de ressources humaines.

---

<sup>113</sup> Lettre n°24 du 27 mai 1940 de Laforcade à Daladier, ministre des AE, MAE, volume 23 : politique extérieure, dossier général, mai-juin 1940(Z-282-1b, 2, 3.).

<sup>114</sup> Lettre n°72 du 29 mai 1940, MAE, volume23.

<sup>115</sup> Lettre de Laforcade aux AE n°105 du 17 juin 1940, MAE, dossier 373 Irlande : Armée-Aviation-Marine juin 1940-octobre 1942.

<sup>116</sup> R.O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, Paris, 1973, p.195.

<sup>117</sup> Lettre de Laforcade n°107 du 4 juillet 1940, MAE, n°374 : politique intérieure Irlande, juillet 1940-juin 1944.



Comme le dévoilait déjà de Valera lors de la déclaration de neutralité en septembre 1939, le pays va être en proie à de nombreuses divisions car si une bonne partie des irlandais veut aider l'ancienne métropole anglaise, comme le dévoileront le nombre de participants irlandais à l'effort de guerre (200.000 travailleurs dans les usines anglaises) et à la guerre en elle-même (70.000 irlandais s'enrôlèrent aux côtés des Anglais)<sup>118</sup>, une minorité réclame une aide allemande afin d'obtenir la réunification de l'Irlande. Selon plusieurs lettres de diplomates et Eunan O'Halpin dans *Defending Ireland*, 95% des irlandais étaient favorables à la Grande-Bretagne<sup>119</sup>, donc seulement 5% de la population irlandaise était favorable (ou sans opinion) à l'intervention allemande. Cette minorité regroupait des nationalistes irlandais extrémistes qui prônaient une réunification par la violence; ce bras armé s'appelait l'IRA. Cette menace perdura pendant toute la guerre avec une intensité variée. De Valera pour appeler à une unité nationale ne cessa de remuer l'épouvantail de l'invasion pour s'allier l'opposition. En 1941, il déclare « Chaque jour, les dangers qui nous menacent augmentent en nombre et en acuité » et ce, malgré la proclamation de neutralité, déplore-t-il. Dans le cadre du 25 e anniversaire des « Pâques sanglantes », il invite les irlandais à prendre les armes pour une juste cause, la défense de la nation. Comme l'indique La Croix dans son article, cette menace n'était pas virtuelle puisque dès décembre 1940, Hitler avait demandé à l'Amiral Raeder d'envisager une invasion de l'Irlande mais seulement si elle demandait de l'aide<sup>120</sup>.

L'Irlande semble un lieu stratégique pour la fin de la guerre. Pourtant en France, cette île n'est pas perçue comme telle dans la presse puisque, alors que l'aviation allemande bombarde Belfast en 1941, la visite de Pétain à Lourdes, Tarbes et Pau prend plus de place que cet

---

<sup>118</sup> R. Fréchet, *Histoire de l'Irlande*, PUF, 1981, p.117, 127p.

<sup>119</sup> Article de John Cudahy du 3 mars 1941, MAE, Guerre 39-45, Bureau d'études Chauvel, n°36 p.115, Irlande, Dossier général de 5 pages (3 mars 1941-8 septembre 1942, documentation méthodique par pays.

<sup>120</sup> La Croix du 16 avril 1941, p.2.

événement<sup>121</sup>. Cependant, dans *Le Figaro*, le bombardement de Belfast est placé en grand titre en première page juste après « l'avancée allemande dans les Balkans ». Pour la première fois, la Luftwaffe a porté son effort au maximum sur l'Irlande du Nord avec quatre heures de bombardement sur Belfast<sup>122</sup>.

L'arrivée de dix contingents américains envoyés en Irlande par Roosevelt et annoncée par Sir Stimson, ministre américain de la guerre provoque la protestation de Valera et démontre l'intérêt de cette île dans cette guerre<sup>123</sup>.

Dans un contexte de censure à Vichy, la presse devait littéralement encenser Pétain ; la représentation d'un petit pays était ainsi difficile à établir sous Vichy, régime au nationalisme exacerbé surtout entre 1941 et 1943, période pendant laquelle la presse fut pratiquement amorphe et inexistante.

Pendant cette période, l'intérêt pour l'Irlande diminue et se réduit pratiquement à néant. Darlan, lorsqu'il cumula le ministère de la marine, des AE, de l'information et de la défense, voyait encore la France comme une puissance impériale ; ainsi avait-il le plus d'intérêt dans la victoire allemande : « Si l'Angleterre gagne, dit-il à la radio le 2 mai 1941, la France, dépouillée de sa marine et de son empire, deviendra un 'dominion de deuxième zone, une Irlande continentale' »<sup>124</sup>. Cette déclaration officielle montre le mépris affiché par le gouvernement français pour l'Irlande. Afin de vérifier cette thèse, une étude des quatre journaux précédemment étudiés pour l'année 1937 est à nouveau nécessaire pour 1940,

---

<sup>121</sup> La Croix du 18 avril 1941, p.1.

<sup>122</sup> *Le Figaro* du 17 avril 1941, p.1.

<sup>123</sup> *Le Figaro* du 29 janvier 1942, p.2 et *L'Action française* du 28 et 29 janvier 1942, p.1 et p.2 (respectivement).

<sup>124</sup> R.O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, Paris, 1973, p.114.

pendant un mois il ne s'est rien passé de particulier en mars pour tenter de sonder l'opinion publique de l'époque.

Après le début de la campagne de l'IRA en été 1939, *Le Figaro* va accorder plus d'importance au mouvement républicain et *La Croix* va aussi en faire part. *L'Humanité* reste toujours silencieuse sur cette île. Quand à *L'Action française*, elle va critiquer la position des neutres pendant cette guerre par un article du général de Castelnau, critiquant ainsi indirectement l'Irlande<sup>125</sup>. De plus, sans aucune preuve, le journal accuse l'IRA d'une explosion à la bombe dans une banque londonienne<sup>126</sup>. Il confirme aussi les soupçons du ministre français à Dublin, Blondel qui accusait la diplomatie hollandaise en Irlande de jouer le rôle d'espion pour les nazis<sup>127</sup>. Enfin un attentat contre un cinéma diffusant des nouvelles britanniques à Londonderry a été brûlé après la mise en garde de l'IRA contre ces cinémas<sup>128</sup>. Ce journal informe aussi d'un événement important et pourtant resté transparent pour l'ensemble des autres journaux : un accord anglo-irlandais qui permet aux 40.000 irlandais résidant en Grande-Bretagne de rentrer chez eux évitant ainsi le « military registration order » (service militaire)<sup>129</sup>. En bref, l'intérêt ne semble pas diminuer pour *La croix* et *L'Action française*, même si pour cette dernière, des critiques envers ce pays neutre apparaissent de manière nuancée. L'Irlande prend par contre plus d'importance aux yeux du *Figaro* depuis les agissements de l'IRA supposée alliée des nazis. Quelle fut l'image de l'IRA en France à travers les journaux ?

---

<sup>125</sup> *L'Action française* du 4 mars 1940, p.2.

<sup>126</sup> *L'Action française* du 7 mars 1940, p.2.

<sup>127</sup> *L'Action française* du 11 mars 1940, p.2.

<sup>128</sup> *L'Action française* du 11 mars 1940, p.2.

<sup>129</sup> *L'Action française* du 31 mars 1940, p.3.

### **III. L' « Irish Republican Army », un mouvement controversé en France :**

Ce mouvement s'avéra un véritable exemple pour le Parti National Breton qui à travers un livre *L'exemple de l'Irlande*, faisait un éloge à l'IRA et à ses méthodes. Ainsi sur le modèle de l'insurrection de Pâques en 1916, le mouvement breton voulut appliquer la devise nationaliste irlandaise. Profitant des difficultés françaises pendant la seconde guerre mondiale face aux nazis, les indépendantistes voulurent favoriser une invasion allemande par la côte ouest en échange de leur indépendance.

L'indépendance politique de l'Irlande va aussi avoir pour conséquence la condamnation progressive de l'IRA par le gouvernement français. Pierre Guerlet, ministre de France à Dublin, témoigne de la remise à toutes les missions étrangères accréditées à Dublin d'un manifeste de l'IRA. Le conseil militaire de ce mouvement prend le pouvoir du pays en décembre 1938 avec l'aide du gouvernement républicain. Guerlet, à la suite de cet événement, appelle les républicains « les quelques idéologues extrémistes qui prétendent représenter, depuis l'insurrection de 1916, le gouvernement légitime de la République irlandaise »<sup>130</sup>.

La partition remise en cause par l'IRA est une revendication incomprise par les journaux français et aussi par le gouvernement français. Ainsi la France demande à l'Irlande de retirer de sa constitution l'adjectif « passagère », en parlant de la partition, afin d'éviter toute confusion sur l'union qui n'est pas prévue. La France fait cette demande pour pouvoir accepter l'Irlande comme pays autonome de l'Angleterre<sup>131</sup>.

---

<sup>130</sup> Lettre n° 146 de Guerlet du 23 décembre 1938, MAE, volume 19.

<sup>131</sup> Lettre n°632 du 16 août 1939: l'Irlande et l'Annuaire Didot-Bottin, MAE, volume20.

Les diplomates français à Dublin sont d'autant plus sensibles au message de l'IRA que des bulletins clandestins de l'IRA sont régulièrement envoyés à la légation de France qui les transmet immédiatement au département des AE. Ces bulletins revendiquaient ouvertement les attentats commis depuis l'ultimatum envoyé en janvier 1939 à Lord Halifax « de la part du gouvernement et du conseil militaire de l'IRA »<sup>132</sup>. L'IRA demandait en fait l'expulsion des troupes anglaises du territoire irlandais.

Les journaux et les diplomates adoptent la vision anglaise sur ce mouvement terroriste notamment lors des attentats de 1939-1940 qui traumatisèrent l'opinion publique et par la même occasion celle de la France. Dès 1931, un diplomate avait mis en garde le gouvernement français contre la dérive possible de prendre systématiquement le point de vue anglais sur la question irlandaise<sup>133</sup>. Quelques mois plus tard, Alphand dénonce à nouveau l'influence de la presse anglaise sur son homologue française : « La presse anglaise, conformément à sa tactique, dramatise ces événements (menace sur les députés gouvernementaux à la veille du vote de lois répressives contre les républicains) (...); la presse française qui ne puise ses nouvelles qu'à Londres ne manquera pas de donner la même impression qui, pour le moment au moins, ne me semble pas exacte »<sup>134</sup>. Pourtant, pendant la seconde guerre mondiale peut-être à la faveur d'une période troublée, cette dérive ne va plus être dénoncée.

La première apparition des attentats attribués à l'IRA a lieu le 17 janvier 1939 dans le Figaro. D'après des sources anglaises, six explosions auraient eu lieu dans une centrale électrique de

---

<sup>132</sup> Lettre n°59 du 8 août 1939 de Blondel à Bonnet, p.6, MAE, volume 26 : politique intérieure affaires diverses : mars-avril 1932 et janvier 1939-février 1940.

<sup>133</sup> Lettre n°11 du 18 août 1931, Alphand fait part des agitations en Irlande, MAE, volume 19.

<sup>134</sup> Lettre n°142 du 14 octobre 1931 : rentrée du parlement irlandais, MAE, volume 19, p.53.

Southwark (au sud-est de l'Angleterre), à Harlesden et à Manchester. Dès le lendemain, le journal français rapporte que Scotland Yard soupçonne les irlandais en visitant les colonies irlandaises et les ports britanniques après de nouvelles explosions à Liverpool, ville à forte population irlandaise. Sans aucune preuve, le ministre de l'intérieur britannique Sir Samuel Hoare aurait décidé avec le premier ministre, Chamberlain de cette campagne de répression dans le milieu irlandais<sup>135</sup>. Or à la même page de ce journal, une brève relate une manifestation républicaine irlandaise par la distribution de tracts de l'IRA considérée comme « association illégale » à Liverpool. Ces tracts demandaient le renvoi des troupes britanniques encore en Irlande et l'établissement d'une nouvelle République irlandaise. Le jour d'après, *Le Figaro* nous informe de l'arrestation de six à sept irlandais dans plusieurs villes anglaises<sup>136</sup>. *L'Action française*, journal d'extrême droite, dès le premier jour des attentats, en dévoile le caractère politique et le soupçon porté sur les irlandais affiliés à l'IRA et venus travailler en Angleterre. A Dublin, le même jour, des tracts sont distribués pour demander de nouveau le rappel des soldats anglais encore en Irlande et l'établissement d'une République irlandaise. Parallèlement, deux explosions ont lieu dans le quartier protestant à Belfast. S'agit-il d'une tentative d'intimidation de l'IRA<sup>137</sup> ? *L'action française* dévoile plus de détails sur l'enquête policière que *Le Figaro*. Ainsi le 18 janvier, on connaît le responsable de l'enquête H. Young, un des principaux chefs de Scotland Yard avec pour inspecteur en chef, Rees, expert en matières explosives.

*L'Action française* nous parle aussi de la découverte d'affiches placardées dans les quartiers populeux de Liverpool reproduisant le texte de la proclamation de l'armée républicaine irlandaise alors que *Le Figaro* nous informe seulement de la distribution de tracts

---

<sup>135</sup> *Le Figaro* du 18 janvier 1939, p.3.

<sup>136</sup> *Le Figaro* du 19 janvier 1939, p.3.

<sup>137</sup> *L'Action française* du 17 janvier 1939, p.1 et 3.

républicains<sup>138</sup>. Sept hommes sont arrêtés pour possession de matières explosives. Ils crient à la discrimination contre les irlandais ; selon eux, ils auraient été arrêtés uniquement à cause de leur nationalité. Des noms de suspects sont publiés dans le journal d'extrême droite<sup>139</sup>.

Cet enchaînement d'attentats est suivi de la tentative d'assassinat du fils de Neville Chamberlain, député du parlement anglais dans le Kerry, comté du sud-ouest de l'Irlande. Selon le *Figaro*, cet incident a provoqué une vive indignation auprès de la population du Comté et fut « vengé » par l'endommagement par une bombe du monument à la mémoire des républicains irlandais érigé dans le cimetière catholique de Belfast<sup>140</sup>. Dans le même numéro, la police britannique, suite à la découverte de projets d'attentats contre des grands docks de Glasgow et de Liverpool, renforce la garde des bâtiments. *L'action française* utilise la même source que *Le Figaro*, pourtant aucun des deux journaux ne la cite. La brève est identique dans les deux journaux, à part que *L'Action française* rajoute que la garde des docks, « soi-disant menacés », a été triplée<sup>141</sup>. Le lendemain, le journal gouvernemental français informe que Scotland Yard a mis sous surveillance les gares et les aéroports, suite à l'attaque de l'aéroport d'Hendon<sup>142</sup> et la menace sur une ligne ferroviaire (Euston à Hollyhead) par appel anonyme<sup>143</sup>. *L'Action française* nous informe de plus d'éléments ; ainsi, il annonce que la police irlandaise a triplé le nombre de détectives pour la sécurité de Frank Chamberlain, fils du député britannique, et pour la surveillance des irlandais connus pour leur soutien et leurs sentiments en faveur de l'établissement d'une république irlandaise. De même, il précise que Eamon de Valera présente ses excuses à la famille Chamberlain par l'intermédiaire du haut-commissaire d'Eire à Londres, Dulanty. Le 22 janvier, les hauts dignitaires de l'Ulster en

---

<sup>138</sup> *L'Action française* du 18 janvier, p.2.

<sup>139</sup> *L'Action française* du 19 janvier, p.1 et3.

<sup>140</sup> *Le Figaro* du 20 janvier 1939, p.3.

<sup>141</sup> *L'Action française* du 20 janvier 1939, p.1.

<sup>142</sup> *L'Action française* cite pour la première fois une source, le journal anglais *Daily Mail*.

<sup>143</sup> *Le Figaro* du 21 janvier 1939, p.1 et *L'Action française* du 21 janvier 1939, p.2.

Irlande du Nord sont mis sous surveillance policière<sup>144</sup>. L'économie anglaise semble menacée, ainsi les chantiers et usines sont surveillés malgré le risque minime de blessés. Des précautions de sécurité ont été aussi prises autour du premier ministre, Sir Samuel Hoare, ministre de l'intérieur et de Malcom Mac Donald, ministre des dominions, dont les départements ont le plus directement affaire avec l'Irlande<sup>145</sup>. *L'Action française* relate l'arrestation de cinq nouveaux suspects à leur domicile dans le quartier irlandais de Liverpool. Le journal, opposé à l'idéologie communiste, cite les créateurs de celle-ci, Karl Marx et Friedrich Engels qui estimaient que les quartiers irlandais dans les villes anglaises étaient les pires et les plus malsains. Il dévoile un certain mépris pour les irlandais qui sont considérés comme les plus pauvres mêmes par les communistes, ennemis idéologiques de l'extrême droite.

Après quelques jours de pose médiatique, l'attentat contre le métro londonien revient au gros plan début février à renfort d'une photo en première page. L'enquête mène à la recherche de deux irlandais appartenant anciennement à la brigade internationale pendant la Guerre d'Espagne (1936-1939)<sup>146</sup>. La panique va crescendo lorsque Scotland Yard reçoit un document menaçant les principaux monuments de Londres (comme le palais de Buckingham, le château de Windsor et la banque d'Angleterre) mais aussi les parlementaires. Cette lettre de menace était adressée à Lord Halifax le 13 janvier. Il s'agit en fait d'un véritable ultimatum contre le gouvernement anglais : « Si aucune mesure (évacuation des militaires anglais présents sur le sol irlandais) n'était prise dans un délai de quatre jours, une 'intervention active dans la vie militaire ou commerciale de la Grande-Bretagne' aurait lieu »<sup>147</sup>. *Le Figaro*,

---

<sup>144</sup> *Le Figaro* du 22 janvier 1939, p.1.

<sup>145</sup> *L'Action française* du 22 janvier 1939, p.3.

<sup>146</sup> *Le Figaro* du 4 février 1939, p.1 et 3.

<sup>147</sup> *Le Figaro* du 5 février 1939, p.1 et 3.



contrairement à *l'Action française*, n'explique pas les raisons de l'ultimatum républicain et utilise seulement les sources anglaises alors que *L'Action française* relate des faits d'Irlande qui peuvent mieux éclairer les attentats en Angleterre comme la destruction par des hommes masqués de l'écusson du fronton de l'université de Cork qui représentait la couronne, le lion et la licorne britannique, le jour même de cet attentat<sup>148</sup>. Le lendemain, la déclaration d'un des suspects arrêtés ne peut qu'augmenter la psychose qui déjà paralyse le travail de la chambre des députés : « Bien que vous nous ayez pris, notre lutte se poursuivra ». Tout le monde est menacé selon *L'Action française*, puisque la liste des membres de Scotland Yard a été retrouvée sur un des suspects<sup>149</sup>. Ce sentiment de menace permanente est repris dans *La croix* qui qualifie les républicains de 'terroristes' alors qu'aucun journal ne l'avait encore fait<sup>150</sup>. Le journal catholique dévoile dans son édition du 8 février les véritables objectifs de l'IRA : paralyser virtuellement la vie économique du pays en sabotant toutes les activités anglaises comme les chemins de fer, les services publics et l'armée<sup>151</sup>. Les policiers sont autorisés dorénavant à porter un revolver pour pouvoir se défendre contre la menace des républicains irlandais<sup>152</sup>. De plus, *L'Action française* témoigne de l'ampleur prise par cette affaire avec le déploiement de 60.000 agents pour surveiller les irlandais suspects par le ministre de l'intérieur. *La Croix* témoigne d'un attentat par une valise piégée à la consigne de la gare centrale en réponse au projet de loi voté aux Communes pour accorder des pouvoirs spéciaux à la police. Cette explosion a eu pour conséquence le vote rapide de la loi demandée par de Valera<sup>153</sup>.

---

<sup>148</sup> *L'Action française* du 4 février 1939, p.3.

<sup>149</sup> *L'Action française* du 5 février 1939, p.2.

<sup>150</sup> *La Croix* du 4 février 1939, p.1.

<sup>151</sup> *La Croix* du 8 février 1939, p.5.

<sup>152</sup> *Le Figaro* du 6 février 1939, p.3.

<sup>153</sup> *La Croix* du 28 juillet 1939, p.1.

Un nouvel attentat à Coventry fait planer une nouvelle menace avec l'explosion d'une enveloppe contenant une poudre grisâtre<sup>154</sup>. Après l'analyse du contenu des deux journaux sur cette affaire, on est en droit de se demander pourquoi *L'Action française*, journal d'extrême droite, nous décrit de façon plus détaillée la campagne républicaine en Angleterre que *Le Figaro*, journal gouvernemental ? Le journal d'extrême-droite est traditionnellement anti-anglais et souligne ainsi tout naturellement les difficultés anglaises alors le journal gouvernemental tente de relativiser celles-ci à la veille d'une guerre imminente, la France étant alliée à l'Angleterre.

Le journal gouvernemental doit pourtant avouer que la menace a grandi et que « la population londonienne si peu facile à s'émouvoir, commence cependant à s'inquiéter des actes de terrorisme ». Les irlandais qui témoignent publiquement de sympathie pour l'IRA, sont automatiquement arrêtés, même s'ils ne sont pas terroristes<sup>155</sup>. L'installation de la censure par Giraudoux le 29 août va nuire à l'information sur cette affaire et sur les événements d'Irlande (voir *Le Figaro* du même jour). Ainsi *L'Action française*, à partir de la censure, va passer à seulement deux pages par édition au lieu de six. Le déménagement de sa direction en zone libre de Limoges à Lyon, va peu à peu augmenter de nouveau son édition pour atteindre quatre pages.

A partir de l'occupation de la France par les nazis, *Le Figaro* va décrire avec plus de détails les attentats irlandais sur sol anglais. L'exécution de deux présumés suspects de l'explosion de Coventry du 25 août 1939, qui sont pendus dans une prison anglaise, provoquent une vive déception en Irlande<sup>156</sup>. En avril 1942, un attentat contre un car de policiers anglais à Belfast

---

<sup>154</sup> *L'Action française* du 6 février 1939.

<sup>155</sup> *Le Figaro* du 26 juin 1939, p.3.

<sup>156</sup> *Le Figaro* du 8 février 1940, p.1 et p.3.

va être pourtant décrit comme un simple incident alors qu'il s'agit bien d'une attaque de l'IRA<sup>157</sup>. Comparativement pour le même événement, *L'Action française* a beaucoup plus de soupçons car, en plus de l'attaque du car, le journal nationaliste relate un incident qui a eu lieu dans l'hippodrome de Belfast où devait être donné un concert aux forces britanniques : il soupçonne l'IRA<sup>158</sup>. L'année 1943 va se révéler vide sur l'Irlande; même les élections générales de juin 1943 ne vont pas être relatées ni dans *L'Action française*, ni dans *Paris soir*. Le journal du parti communiste français, *L'Humanité*, va être beaucoup plus prosaïque que les deux autres journaux précédemment cités. Il va d'abord soupçonner les nazis pour les attentats prenant ainsi le contre-pied des sources anglaises et confirmant ainsi son statut de journal en marge de la société<sup>159</sup>. Ce journal a le mérite de citer ses sources comme Reuters pour l'attentat contre Chamberlain. Il témoigne aussi du fait que la crédibilité du député est remise en cause le même jour par l'opinion anglaise alors qu'aucun autre journal français n'en fait part<sup>160</sup>. Le reste de la campagne terroriste est très peu documenté. La thèse du complot allemand est à nouveau énoncée en juin 1939 alors que la participation de l'IRA est avérée et prouvée. *L'Humanité* ne parle pas de cette organisation mais d'une complicité germano-irlandaise<sup>161</sup>.

La campagne terroriste de l'IRA en Angleterre provoque une telle panique que la vente d'armes au gouvernement irlandais s'effectue seulement avec l'assentiment de l'Angleterre. L'Irlande voulait se réarmer massivement depuis février 1939 pour conserver sa neutralité. Les établissements Brandt peuvent vendre des armes au gouvernement irlandais, à condition

---

<sup>157</sup> *Le Figaro* du 7 avril 1942, p.1.

<sup>158</sup> *L'Action française* du 7 avril 1942, p.1.

<sup>159</sup> *L'Humanité* du 17 janvier 1939, p.2.

<sup>160</sup> *L'Humanité* du 20 janvier 1939, p.3.

<sup>161</sup> *L'Humanité* du 25 juin 1939, p.2.

que l'identité des clients soit connue. Cette négociation a lieu exclusivement entre les gouvernements français et anglais afin de ne pas envenimer les relations irlando anglaises<sup>162</sup>.

Des membres supposés de l'IRA vont être aussi surveillés par le gouvernement français en coopération avec la police anglaise. Ainsi Blondel demande au gouvernement de vérifier les motifs du voyage de Henry Francis Stuart, germanophile, membre supposé de l'IRA. Selon Blondel, Stuart va en Suisse pour rejoindre l'Allemagne afin de servir la propagande nazie en Irlande et maintenir un lien entre le gouvernement du Reich et l'IRA. Les policiers anglais vont pouvoir arrêter cet homme lors de son retour en bateau vers l'Irlande grâce à l'avertissement français<sup>163</sup>.

Le mouvement des allemands vers l'Irlande est aussi contrôlé. Ainsi en 1940, François Poncet, ministre à Rome, informe les AE de l'embarquement à Gênes de 600 allemands vers l'Espagne pour gagner les côtes irlandaises par sous-marin accompagnés de républicains irlandais<sup>164</sup>. Alors que le régime de Vichy est déjà mis en place, l'alliance entre l'IRA et les nazis continuent d'inquiéter les diplomates français.

Cependant, cette menace d'alliance entre l'IRA et les nazis qui est la thèse des anglais et des français, n'est pas partagée par les irlandais qui voient derrière les attentats républicains la seule aide d'entreprises privées, composées de citoyens américains d'origine irlandaise<sup>165</sup>. Le ministre français de Dublin qui témoigne de cette divergence, prend le soin de noter que cette supposition avait été faite dans l'*Irish Times* (éditorial du 3 juillet 1939) qui n'est pas du tout un journal germanophile et qui n'a donc aucun intérêt à innocenter les nazis. Selon Blondel,

---

<sup>162</sup> Lettre n°393 du 22 mai 1939 : réponse de Corbin à Georges Bonnet, ministre des AE, MAE, volume 24 : Armée, marine, novembre 1930- mai 1939.

<sup>163</sup> Télégramme n°6 du 22 janvier 1940, MAE, volume 26.

<sup>164</sup> Lettre n°3312 du 29 mai 1940, MAE, volume 23 : Politique extérieure générale, mai-juin 1940 (Z-282-1b, 2, 3).

<sup>165</sup> Télégramme n°62 du 9 août 1939 : Blondel à Bonnet, MAE, volume 26.

cette information a été confirmée par Joseph Walshe, secrétaire des AE. Un mois plus tard, selon un télégramme du même Blondel, le gouvernement affirme que l'IRA recevait bien des fonds de l'Angleterre et des Etats-Unis par des membres de la communauté irlandaise de ces pays mais aussi des explosifs et une aide militaire de l'Allemagne<sup>166</sup>.

Cette vision négative de l'IRA va atteindre un tel point que même Blondel ne va pas hésiter à critiquer le gouvernement irlandais dans un télégramme en clair, qui pouvait être facilement intercepté par le gouvernement, dans un contexte de censure et ainsi provoquer une crise diplomatique entre les deux pays. Lors d'une réunion de 5000 personnes, à l'hôtel de ville de Dublin, des autorités religieuses et politiques tels que Tom Clarke, Lord Mayor (maire) de Dublin, archevêque protestant et le grand rabbin, ont protesté contre la prochaine exécution de deux terroristes coupables de l'attentat de Conventry. En février 1940, en pleine campagne terroriste de l'IRA en Grande-Bretagne, cette demande de grâce des coupables pour conserver la paix anglo-irlandaise choque Blondel. Selon lui, les orateurs ont tenté de justifier le triste exploit des deux terroristes par l'argument du patriotisme : « aussi est-il à craindre que les terroristes irlandais n'aient trouvé dans leurs paroles un encouragement à poursuivre leur dangereuse activité »<sup>167</sup>. Cependant, Laforcade va apporter une certaine nuance en témoignant du mouvement de répression gouvernemental irlandais contre les membres de l'IRA. Ainsi pour la première fois depuis sa prise de pouvoir en 1932, de Valera n'accorde pas sa clémence aux deux membres l'IRA coupables du meurtre d'un policier à Dublin<sup>168</sup>. Même si selon *La Croix*, celui-ci aurait téléphoné à Dulanty, haut commissaire de l'Eire à Londres pour demander une grâce au chef du gouvernement britannique<sup>169</sup>.

---

<sup>166</sup> Télégramme n°66 du 1<sup>er</sup> septembre 1939, MAE, volume 26.

<sup>167</sup> Télégramme n°10 du 5 février 1940, MAE, volume 26.

<sup>168</sup> Information sur l'IRA du 5 septembre 1940 n°122 Laforcade aux AE, MAE, n°374.

<sup>169</sup> *La Croix* du 8 février 1940, p.1.

La France va particulièrement bien percevoir la condamnation de l'invasion de la Pologne par l'Eglise catholique irlandaise. Selon Blondel, dans une lettre à Daladier qui analyse l'opinion irlandaise par rapport à la guerre, cette condamnation « met un frein aux tendances du petit groupe remuant, auquel se rattache les partisans de l'IRA (...). A l'extérieur, ces déclarations ne peuvent qu'influencer en notre faveur le clergé américain, composé en grande partie d'irlandais ou d'irlando américains qui recherchent volontiers du côté de leur pays d'origine une partie de leur inspiration »<sup>170</sup>. Dès le 26 juin 1939, *L'Action française*, journal du nationalisme intégral et pro catholique, cite le cardinal Hinsley de Westminster, primat de l'église catholique romaine en Grande-Bretagne, qualifiant de lâches et d'atroces les activités des terroristes irlandais, suite à l'explosion d'une bombe dans le musée de Mme Tussaud. Le cardinal menace d'excommunication les fervents catholiques coupables de ces attentats. Parallèlement, 200 irlandais manifestent à Londres contre les tyrans Franco, Chamberlain, de Valera et Craigavon (premier ministre de l'Irlande du Nord)<sup>171</sup>. *La Croix* témoigne aussi de cette condamnation du cardinal dans son édition du lendemain<sup>172</sup>. Dans un article intitulé « L'Eglise catholique et l'IRA », *la croix* cite monseigneur Kinaho, évêque de Waterford (ville du sud de l'Irlande), qui, dans sa lettre pastorale de Carême, émet un jugement sévère sur l'IRA : « mouvement détestable et irrégulier. C'est un grave péché pour un catholique d'en faire partie (...). Les catholiques qui se font membres de l'IRA, sont excommuniés d'office ». Aussi ils ne pourront plus recevoir le sacrement de pénitence, ni celui de l'absolution, donc la perte du bonheur éternel, le paradis. Il juge l'IRA comme une organisation terroriste qui a pour but de créer une république socialiste par la violence, c'est donc pour lui un mouvement communiste. Or, les républicains espagnols, tous communistes

---

<sup>170</sup> Lettre n°229 du 8 novembre 1939, MAE, volume 26.

<sup>171</sup> *L'Action française* du 26 juin 1939, p.2.

<sup>172</sup> *La Croix* du 27 juin 1939, p.5.

selon ce même évêque, ont détruit des églises et assassiné des prêtres, des évêques et des religieux pendant la guerre civile d'Espagne<sup>173</sup>.

L'IRA est ainsi perçue comme une menace pour la sécurité de la Grande Bretagne et comme allié de l'Allemagne. Quel fut l'état des diplomaties pendant la guerre ? Comment débouchèrent-elles à une telle opposition qui fut considérée par les livres d'histoire comme la plus grave crise diplomatique entre les deux pays ?

---

<sup>173</sup> *La Croix* du 28 février 1940, p.6.

## **Chapitre 4. Des liens diplomatiques difficiles:**

La dispute idéologique au sein de la diplomatie irlandaise contrastait avec les problèmes plus matériels de la légation française. Les problèmes de communication et de transport étaient communs aux deux pays ce qui ralentissait et manqua d'anéantir presque totalement les relations commerciales bilatérales.

La légation irlandaise dut faire face à une crise politique en son sein. Celle-ci ne fut pas médiatisée par la presse, seule une analyse des correspondances diplomatiques peut nous le montrer. Les problèmes de transport et de communication touchèrent le commerce, comme nous l'avons vu, mais aussi tous les échanges entre les légations et ministère des Affaires Etrangères. Même si la légation française parut plus unie au début de la guerre, elle connut aussi des divisions qui reflétaient celles de toute la population française.

### **I. Opposition au sein de la légation irlandaise :**

#### **A. L'évacuation de Paris vers Vichy :**

Sean Murphy fut le dernier diplomate avec Cremin à rester à Paris avant l'arrivée des allemands le 14 juin 1940. Le nonce apostolique Valerio Valeri et l'ambassadeur américain William Bullit furent consultés sur la question de l'évacuation du consulat irlandais. La faible importance des diplomates irlandais dans le gouvernement français et le manque d'intérêt irlandais en France, conduisirent à la décision de procéder à une évacuation rapide. La délégation irlandaise partit le 11 juin pour Tours où elle resta une nuit à l'hôtel avant de rejoindre Bordeaux qui devint très vite surpeuplé puis, Ascain pour 15 jours, où le comte O'Kelly avait conservé une maison. Ainsi le 25 juin 1940, le ministre d'Irlande informe les



AE de son adresse à Ascain, près de St Jean de Luz<sup>174</sup>. Le comte O’Kelly fut le seul à rester à Paris pour effectuer des formalités consulaires ; selon Cremin, il aurait sauvé de nombreuses vies en accordant des passeports pour l’Irlande. Selon la diplomatie française, Sean Murphy était informé de la nouvelle résidence à Vichy de sa délégation par Le Roy le 4 juillet<sup>175</sup>. Cremin et Murphy rejoignirent Vichy le 14 juillet<sup>176</sup>. Murphy trouva les alentours de Vichy désagréables, n’ayant aucune sympathie pour le régime et ses hommes politiques. Il évita tout contact politique même avec Charles Roux, secrétaire général du Bureau étranger de Vichy. Fin octobre, l’hôtel Gallia devint la résidence permanente de la légation<sup>177</sup>. Jusque là, aucune division flagrante ne vint altérer le travail de la légation. Pourtant, dès l’installation dans la capitale du régime de Vichy, Murphy et Walshe ne cessèrent de s’opposer sur la conduite à tenir face au nouveau régime.

## **B. Une opposition entre deux hommes :**

Sean Murphy était un diplomate très expérimenté surtout en France. La diplomatie irlandaise de France étant la plus organisée d’Europe, ce ministre obtint un pouvoir indéniable sur les Affaires Etrangères de son pays. Son supérieur hiérarchique, Joseph Walshe, secrétaire du département des Affaires étrangères, soutenait, quant à lui, ouvertement le régime de Pétain. Il passa plusieurs mois en Allemagne pour raison de santé, pourtant il dénonça le fait qu’Hitler eut porté préjudice aux catholiques allemands<sup>178</sup>.

Sans doute grâce à sa femme anglaise, Murphy était un anglophile passionné. Dès le 19 juillet 1940, il témoigna objectivement sans en rajouter des critiques populaires faites au régime de

---

<sup>174</sup> Lettre du 25 juin 1940, MAE, n°371 Irlande : corps diplomatique irlandais de juin 1940 à février 1943.

<sup>175</sup> Lettre du 4 juillet 1940, Ibid.

<sup>176</sup> Boland to Secretary, department of finance, 16 juillet 1940, P19/34.

<sup>177</sup> Télégramme n°299 du 29 octobre 1940, D/FA 219/69.

<sup>178</sup> Lettre n°117 de Guerlet, ministre de France à Dublin à Paul-Boncour, ministre des AE du 2 novembre 1933, MAE, volume 20.

Vichy. Selon lui, la politique de Vichy demeurait : « hésitante et indéfinie »<sup>179</sup>. Le 15 juillet devant la conviction de Vichy qui donnait la victoire allemande comme irréversible, Murphy dénonçait le manque de perspicacité de Vichy face au danger de la situation : « le gouvernement et la population ne se rendent pas compte de la gravité de la situation de la France »<sup>180</sup>. Il partageait l'idée, avec son compagnon diplomate Con Cremin et avec le ministre des Finances d'Irlande Boland, que l'Allemagne perdrait la guerre. La réponse de Walshe fut cinglante : le 22 juillet, il demanda à son ministre en France de suivre l'opinion du Nonce apostolique, celui-ci connaissait réellement les opinions de la droite française et surtout soutenait le régime de Vichy. Deux jours avant, il envoya un télégramme à la légation irlandaise au St Siège, pour vérifier l'attitude du pape. Ainsi, il pouvait contrôler les dires de Murphy.

Kiernan, le ministre irlandais du Vatican, l'informa que le pape soutenait le caractère et la bonne foi du programme de Pétain bien qu'il tempéra son soutien en ce qui concernait l'aspect totalitaire de son régime<sup>181</sup>. Walshe va alors aller plus loin que le Vatican en accordant son soutien total à Vichy lors de son mémorandum pour son ministre des AE, Eamon de Valera (et ce juste après l'appel à la résistance de De Gaulle du 18 juin)<sup>182</sup>. Selon le secrétaire des Affaires Etrangères, le régime de Pétain était le plus représentatif des « traditions fondamentales du peuple ». De plus, se fondant sur l'hypothétique opinion britannique, portugaise et américaine, il affirma que la défaite anglaise était proche. Il liait le destin de l'Irlande à celui des pays catholiques continentaux comme la France. Il admirait

---

<sup>179</sup> Murphy to Walshe, 19 juillet (personal 85) , D/FA P12/1.

<sup>180</sup> Murphy to Walshe, 15 juillet 1940(73 personal), D/FA P12/1, D/FA Paris embassy files 19/34.

<sup>181</sup> Telegram from Vatican Legation, n°36 personal, 24 juillet 1940, réponse au télégramme de Walshe du 20 juillet 1940, D/FA P12/1, Vichy and Paris Legations, 1940-1950.

<sup>182</sup> Mémorandum de Walshe de juin 1940, situation de guerre, D/FA A2 (1), secretary's notes to Taoiseach.

Pétain qui réussissait à gouverner malgré le soi-disant chaos créé précédemment par le Front Populaire depuis 1936<sup>183</sup>.

Son professionnalisme remis en cause, Murphy fit part de ses difficultés à Paul Baudouin, le ministre des Affaires étrangères de Vichy le 27 juillet. Baudouin décida alors de transmettre le télégramme à Pétain pour apporter une preuve du soutien clair de Walshe donc, de l'Irlande. Murphy, désabusé, déclara que l'Irlande voulait rester neutre<sup>184</sup>. Le même Baudouin encourage la diffusion des journaux irlandais en Grande-Bretagne, ceux-ci donnant une image positive de Pétain et de sa politique<sup>185</sup>. En effet, *L'Irish Times* approuve la politique intérieure de Pétain tout en regrettant la rupture anglo-française, comme l'indique Laforcade dans une de ses lettres aux AE<sup>186</sup>. Kerney témoigna le 10 juillet 1940 de la révolution nationale mise en place par Pétain pour restaurer la nature catholique de la France. Murphy était beaucoup plus sceptique sur les buts et le programme du régime.

La presse irlandaise dans son ensemble encensait Pétain. La direction politique envoya au cabinet civil du Maréchal la traduction de l'article « la France d'aujourd'hui » du *Cork examiner* du 22 novembre 1941. Pour ce journal, la France a su résister à l'ennemi grâce « à sa grandeur d'âme et des ressources de puissance dans la manière de faire face à des événements profondément douloureux pour l'âme d'une nation aussi émotive que la nation française ». Selon ce même journal, ce qu'a fait Pétain a été interprété cyniquement par le monde extérieur : « les neutres qui examinent ce sujet avec un 'esprit ouvert' estiment que l'effort de Pétain est fait de « bon cœur » sur des solides bases chrétiennes. » Il dénonce le front Populaire comme contraire à l'esprit catholique de la France comme l'avait exprimé

---

<sup>183</sup> Walsche to Murphy, 22 juillet 1940 (98 personal), D/FA P12/1.

<sup>184</sup> Murphy to Walsche, 28 juillet (104 personal), D/FA P 12/1.

<sup>185</sup> Lettre du 28 août 1940, MAE, n° 372 : Presse Irlande juillet 1940-mai 1942.

<sup>186</sup> Lettre n°112 du 23 juillet 1940, MAE, n°372.

Joseph Walshe quelques années auparavant. Le journal de Cork met en parallèle l'œuvre de Pétain et l'état corporatif de Salazar au Portugal<sup>187</sup>. De par son éducation catholique comme séminariste de l'ordre jésuite, Joseph Walshe va soutenir les gouvernements catholiques du Portugal, d'Espagne et de France. Après l'attaque de la flotte française par les anglais en juillet 1940 dans le port d'Oran, Walshe et son conseiller Kerney voulurent créer un bloc catholique européen. Cette théorie géopolitique était partagée par le ministre des AE espagnol et de l'ambassadeur de France en Espagne, le Comte de la Baume. Ce bloc qui devait inclure les pays de tradition catholique forte : l'Italie, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et la France, luttait contre les dangers du communisme et du dangereux voisin, la Grande-Bretagne<sup>188</sup>.

Ainsi, Laforcade annonce aux AE que plusieurs organismes gouvernementaux irlandais avaient changé : des services de volontaires coopéraient avec l'armée et la police, les services de défense passive et les « conseils de paroisse », pour exercer un contrôle sur la répartition des vivres, des réfugiés et des communications. Cette organisation était comparable au système portugais qui plaçait les conseils de paroisse au centre du rétablissement du pays<sup>189</sup>. Lors de sa première rencontre avec Laforcade, le secrétaire des AE irlandaises, Joseph Walshe, témoigne de sa sympathie pour la France et son influence bénéfique en Irlande notamment du point de vue religieux. Or, comme l'indique Walshe, en Irlande, l'Eglise est le milieu dirigeant, tous les hommes politiques étant catholiques<sup>190</sup>. En témoignage de sympathie pour les épreuves de la France et les efforts de relèvement du gouvernement de Pétain, Laforcade est reçu avec d'autres représentants par le secrétaire d'état des AE.

---

<sup>187</sup> Lettre du 7 janvier 1941, MAE, n°372 : Presse Irlande Juillet 1940-mai 1942.

<sup>188</sup> Kerney to Walshe, 10 juillet 1940, Confidential Reports Series, D/FA, 19/14, PRO, Dublin.

<sup>189</sup> Télégramme n°113 du 31 août 1940, MAE, Vichy 1939-1945, n°374 : politique intérieure de l'Irlande, juillet 1940-juin 1944.

<sup>190</sup> Laforcade pour Paul Reynaud, ministre des AE et président du conseil n°103 du 14 juin 1940, MAE, n°375 : Irlande : politique extérieure ( juin 1940-mars 1944).

Le 25 Novembre 1940, un télégramme demandait à Murphy l'avis du nonce sur la politique de Laval, sur la nécessité de la collaboration française avec l'Allemagne et sur l'image de De Gaulle ?<sup>191</sup>

Dans sa réponse, Murphy donna d'abord l'avis du nonce pour remplir son devoir auprès de son supérieur puis donna son propre jugement tout en critiquant la subjectivité de Walshe. Il affirma que le Nonce apostolique lui avait confié que la France Libre ne voulait pas collaborer avec l'Allemagne et était en majorité pro-anglaise : par peur de perdre la Lorraine, par l'espoir suscité par le succès grec (la Grèce avait réussi à résister pendant un certain temps à l'invasion nazie) et par l'inefficacité des rencontres avec les nazis. Enfin selon le nonce, Pétain était probablement soutenu mais de fortes résistances existaient parmi la population française<sup>192</sup>.

Il dévoila sa véritable opinion dans un message écrit à la main envoyé par l'intermédiaire d'un ami. Dans cette lettre, il défendit son professionnalisme. Pour lui, les français ont pris les anglais comme bouc émissaires à cause du manque de compréhension du phénomène de la drôle de guerre. Selon lui, les raisons qui expliquent la défaite sont toute autre : le problème démographique depuis l'entre-deux guerres, l'instabilité du gouvernement français sous la troisième république, l'inefficacité de l'administration publique et la non préparation de l'armée française pour une guerre de mouvement en sont la cause. La population civile accepta les pleins pouvoirs de Pétain et la suspension du système parlementaire pour améliorer leur vie. Tout comme les irlandais acceptaient sûrement le pouvoir quasi despotique de De Valera et sa censure systématique, pour éviter une autre guerre civile. Pourtant certaines mesures de Pétain restèrent très controversées comme la destitution des préfets et

---

<sup>191</sup> Walsche to Murphy, 25 novembre 1940 (391 personal), D/FA P12/1.

<sup>192</sup> Murphy to Walsche, 1 décembre 1940 (372 personal), D/FA P 12/1.

sous-préfets, la suppression des professeurs de primaire et secondaire ou encore la dissolution des conseils municipaux, mais surtout les lois contre les juifs et le démantèlement des francs-maçons. Pour Murphy, le soutien de l'Eglise n'était pas en direction d'un régime qui voulait rendre à la France sa nature catholique mais, plutôt en faveur d'un gouvernement qui était moins anticlérical et plus conservateur que le Front Populaire. Ainsi, le droit de l'enseignement par les prêtres était rétabli. Cette révolution nationale dont le but était de rétablir la religion catholique, ne pouvait pourtant pas rencontrer l'unanimité, car seulement six millions de français étaient catholiques sur une population globale de 39 millions<sup>193</sup>. Enfin, il va critiquer le secrétaire des Affaires Etrangères pour avoir usurpé ses devoirs de ministre d'Irlande en se disant mieux informé que lui, alors que Walshe connaissait très peu de choses sur la politique de la France. Le secrétaire des A E remit en cause sa capacité d'analyse et ses compétences en lui demandant à chaque fois uniquement l'avis du pape et non son propre jugement.

Pour contrecarrer ce point de vue subjectif de Walshe, Murphy fit des rapports de plus en plus critiques vis-à-vis de Vichy. Il étaya son argumentation, en utilisant le soutien sur certains aspects du nonce apostolique et en donnant plus de légitimité à ses propos auprès de son supérieur<sup>194</sup>.

Tout comme le ministre irlandais des AE, le ministre des AE français demanda à son ministre à Dublin, Laforcade, de se renseigner sur la politique du Vatican<sup>195</sup>.

---

<sup>193</sup> Joseph mac Cabe, *The Pious Traitors of Belgium and France : Big Blue Books*, p.14, [www.infidels.org](http://www.infidels.org).

<sup>194</sup> Murphy to Walshe, 25 octobre 1941, 1<sup>er</sup> mars 1941 ou 16 décembre 1942 D/FA P12/1.

<sup>195</sup> MAE, Vichy 1939-1945, Z-Europe, n°381 Irlande affaires diverses août 1940-août 1944, télégramme n°29 du 23 janvier 1941.

Le voyage de Murphy à Paris, effectué avec Cornelius Cremin entre le 17 et 22 août 1940, renforcera encore son soutien envers les alliés, face au problème du chômage ou d'alimentation causés par la réquisition de nourriture par l'armée et par l'occupation dans la zone occupée, faits qu'il dénonça avec véhémence dans une lettre à Walshe<sup>196</sup>. Son rapport du 18 août 1942 était encore plus critique sur les difficultés alimentaires causées en partie par la mauvaise récolte mais surtout par la réquisition de l'armée d'occupation qui rendait difficile le transport de denrées alimentaires. L'impopolarité de Vichy grandit : « Pas de foi dans le gouvernement qui, par la politique de collaboration, rendait possible le vol par les Allemands, du peu qu'ils avaient »<sup>197</sup>.

La pénurie d'aliments développa le marché noir, qui, selon le ministre irlandais, était le service le mieux organisé en France avec la Résistance, illustrant l'incompétence et la corruption de l'administration du département de l'alimentation<sup>198</sup>.

Les témoignages de Murphy étaient importants car ils étaient les seuls à vraiment essayer d'étudier la société française en évitant l'obstacle de la censure appliquée en Irlande sur l'opinion publique et les journaux, tenus de suivre la ligne de conduite dictée par le gouvernement. Les autres témoignages qui refusaient le défaitisme de Walshe, étaient oraux comme ceux de Boland et Con Cremin. Ce dernier fut interviewé par le professeur Desmond Williams Keogh : il lui fit part des frictions qui existaient entre Walshe et Murphy. Boland aussi témoigna des divisions que suscitaient les télégrammes venant de la légation d'Irlande.

---

<sup>196</sup> Murphy to Walsche, 3 decembre 1940, D/FA P12/1.

<sup>197</sup> Murphy dans son rapport du 18 août 1942, D/FA Confidential Reports Series 219/1D.

<sup>198</sup> Murphy to Walshe, 26 novembre 1943, D/FA P12/1.

Selon le ministre des Finances, ces informations devaient être susceptibles de débats au parlement, or aucun débat sur ce sujet n'a pu être retrouvé au Dail Eireann (peut être à cause de la censure qui sévissait).

Selon Robert Patterson dans sa thèse *Ireland and France : an analysis of diplomatic relations, 1929-1950*, De Valera aurait sûrement été à l'origine du télégramme d'excuses envoyé par Walshe à Murphy<sup>199</sup>.

Le 7 janvier 1941, Walshe déclara que ses télégrammes 98 et 341 avaient été mal interprétés par Murphy ; dans ceux-ci il ne critiquait pas son travail ni son professionnalisme. Il demandait seulement l'avis du nonce pour compléter l'enquête de Murphy sur des intérêts vitaux : « Vous avez mal compris notre désir de connaître l'attitude du Vatican »<sup>200</sup>. Murphy renvoya un télégramme pour se faire reconnaître comme source d'autorité en France<sup>201</sup>.

Le ministre irlandais avait réussi à se faire reconnaître par Walshe, malgré son opposition au régime de Vichy qui n'était cependant pas aussi affirmée que l'on pourrait le croire. Il conservait une certaine nuance peut-être pour ne pas heurter son supérieur ou le gouvernement.

### **C. D'une opposition à une critique nuancée de Murphy :**

Murphy, dans un télégramme de mars 1941, dénonçait le fait que la révolution nationale préconisée par Pétain n'allait pas assez loin. Selon lui, le maréchal était sincère dans ses idées et intentions mais hélas, l'application de ces idées n'était pas assez étendue, par manque de compétence administrative. D'autre part, le ministre d'Irlande n'admettait pas que Pétain soit

---

<sup>199</sup> R. Patterson, *Ireland and France : an analysis of diplomatic relations, 1929-1950*, UCC, MA Thesis, p.112.

<sup>200</sup> Walshe to Murphy, 7 janvier 1941 (personal 27), D/FA P12/1.

<sup>201</sup> Murphy to Walshe, n°24, 13 janvier 1941, D/FA Paris Embassy Files, P48/18.



« universellement respecté et admiré » ; il sentait qu'il était « vaniteux, têtu et avec un mauvais jugement des personnes »<sup>202</sup>.

Les objections de Murphy empêchèrent l'Irlande de suivre aveuglément les vues de Walshe, ce qui auraient apporté d'énormes dommages à la réputation de l'Irlande après la guerre. Murphy dénonçait une association trop proche avec Vichy comme le préconisait Walshe. Pourtant, il fut toujours contre le retrait de la légation irlandaise de Vichy même après l'invasion totale de la France en novembre 1942 et ce, à un moment où de nombreux pays retirèrent leur délégation de Vichy comme le Mexique, le Guatemala, Cuba, le Nicaragua, le Brésil et le Pérou (ces deux derniers gardèrent pourtant des liens avec la France)<sup>203</sup>.

Malgré son attitude globalement critique vis-à-vis de Vichy, Murphy nuança celle-ci envers l'homme politique, Pierre Laval. Dans ces rapports, le ministre d'Irlande montra une certaine admiration pour le français. Selon lui, Laval était « la seule personne à garder son point de vue et à être prêt à le suivre jusqu'au bout »<sup>204</sup>. Un mois plus tard, il renchérit en disant de lui qu'il avait « le courage que peu avait à Vichy à cette époque de suivre son point de vue jusqu'au bout même si cela devait lui coûter la vie »<sup>205</sup>. Cette remarque était prophétique à plusieurs niveaux : d'une part, Laval fut condamné à mort pour son rôle joué dans le régime de Vichy et d'autre part, Murphy voyait la victoire alliée proche donc menaçante pour les collaborateurs, démontrant par là ses talents de diplomate en anticipant la conjoncture internationale.

---

<sup>202</sup> Murphy to Walsche, 1 mars 1941, D/FA P12/1.

<sup>203</sup> Murphy to Walsche, personal 396, 17 novembre 1942, D/FA P 12/1.

<sup>204</sup> Murphy report 48/17 48/14, 30 novembre 1942. D/FA Confidential Reports Series 219/1D.

<sup>205</sup> Report from Murphy to Walshe, 16 décembre 1942, D/FA P12/1.

Le soutien passif du gouvernement irlandais pour Pétain et l'axe dura jusqu'au bout, en dépit de la demande américaine du 21 février 1944 de révoquer les représentants diplomatiques de l'axe en Irlande face au danger d'espionnage qu'ils représentaient à la veille du débarquement de Normandie. L'Irlande rejeta la proposition américaine le 11 mars 1944 souhaitant conserver sa neutralité.

Dans un rapport de juillet 1945, Lalouette, le chargé d'affaires à Dublin, nous montra à quel point l'attitude de Walshe demeura la même encore après la fin de la guerre. Il décrivait comment les journaux irlandais étaient en train de couvrir le procès pour trahison du Maréchal Pétain et jugea certains commentaires de presse comme inadéquats et inexacts. Il commenta à quel point l'ordre moral promu par Vichy avec sa promesse de renouveau catholique aurait été bien reçu en Irlande « soumise à une théocratie officieuse mais agissante »<sup>206</sup>.

Murphy échoua comme diplomate en ne réussissant pas à convaincre Walshe, son supérieur, des fautes du régime de Vichy. Jusqu'à la fin, le secrétaire du département des AE trouva Vichy préférable à De Gaulle. Il critiqua celui-ci de façon véhémente notamment en condamnant, par principe, la mort de Pierre Pucheu, ancien ministre de l'intérieur de Vichy, comme un assassinat des autorités d'Alger. En fait, celles-ci l'avaient exécuté car Pucheu avait ordonné l'exécution de 98 otages choisis au hasard pour réprimer la résistance contre les forces d'occupation.<sup>207</sup> Les rapports critiques de Murphy ne purent modifier les vues de Walshe. En effet, quand Laforcade lui demanda s'il accepterait de donner l'asile à Pétain en octobre 1944 ; il répondit qu'à un niveau « personnel et non officiel », il sentait que l'Irlande l'accueillerait comme un « soldat distingué »<sup>208</sup>.

---

<sup>206</sup> Joe Carroll, *A French view of Irish neutrality* in « Etudes irlandaises », volume XVI-2, décembre 1989, p.161. Joe Carroll était le correspondant diplomatique de *The Irish Times*.

<sup>207</sup> Estero to Hibernia Code Dearg, n°292, 17 avril 1944, D/FA P12/1.

<sup>208</sup> Walsche to de Valera, 9 octobre 1944, D/FA A2.

Bien que cette opposition d'opinion entre Murphy et Walshe faillit provoquer une crise au ministère irlandais des AE, elle fut de justesse évitée par le discernement, notamment, d'Eamon de Valera. Sa capacité d'analyse ne put pourtant éviter les problèmes de correspondance et de transport qui handicapèrent les relations diplomatiques et empêchèrent tout échange économique.

### **Lenteur des correspondances :**

Même si la dispute entre Walshe et Murphy représenta la plus grosse difficulté diplomatique entre la France et l'Irlande, les communications demeuraient pratiquement impossibles sinon par l'intermédiaire d'un pays neutre comme le Portugal. La correspondance diplomatique de l'attaché naval de Dublin ne va plus être envoyée par la France occupée à la demande du ministère de la guerre. Celui-ci privilégie le chemin de la valise diplomatique vers l'attaché militaire de France à Lisbonne ; le ministre de la guerre rajoute : « Prière de surveiller les conditions d'acheminement de votre correspondance »<sup>209</sup>. Ainsi, dès le 1er septembre 1941, l'attaché commercial de Dublin envoyait des coupures de journaux anglais par la voie de Lisbonne au ministère des Finances<sup>210</sup>. La correspondance par le Portugal a tendance à se généraliser à toutes les activités de la délégation française à Dublin. Pour faciliter cette voie de communication privilégiée, Laforcade témoigna du transfert du chargé d'affaires M. O'Donovan, de la légation du saint Siège vers la légation de Lisbonne, par le département irlandais des AE<sup>211</sup>. Le transfert de ce diplomate d'expérience montrait l'importance de la voie de Lisbonne dans les relations franco irlandaises afin d'éviter la zone occupée.

---

<sup>209</sup> Télégramme n° 106 du 16 avril 1941, MAE, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire français.

<sup>210</sup> MAE, guerre Vichy, relations commerciales n°257, télégramme de Laforcade du 17 septembre 1941.

<sup>211</sup> MAE, Vichy 1939-1945, Z-Europe n°371, Corps diplomatique irlandais en France, télégramme du 8 novembre 1941.

Les communications étaient extrêmement lentes. Une enquête pouvait normalement être transmise en 24 heures à la délégation irlandaise de Vichy par télégraphe, mais ce délai était difficilement évaluable devant les difficultés de communication postale entre la zone libre et la zone occupée de la France. Les informations données par la diplomatie irlandaise étaient rendues peu compréhensibles par le manque de missions, de qualités de certains émissaires et de communications possibles (les codes irlandais étaient systématiquement décodés par les allemands et les anglais).

Comme en témoigne l'interview d'un ancien de la British Intelligence par le professeur Keogh, donnant des détails sur le trafic de télégrammes entre Vichy et Dublin à propos des Affaires Etrangères irlandaises (The Iveagh House), la délégation irlandaise de Vichy mettait plusieurs mois à prendre connaissance de l'information du département (délai de 10 semaines à 7 mois). Laforcade remarquait, dès avril 1941, que les navires britanniques ne ravitaillaient plus aussi librement l'Irlande, à cause de menace sous marine qui empêchait le tonnage élevé sur les bateaux et à cause de la neutralité irlandaise<sup>212</sup> : l'Irlande étant neutre, les eaux qui entouraient cette île, étaient sujettes à une lutte marine pour en obtenir son contrôle. Outre la limitation de la correspondance, cela gênait aussi considérablement le voyage de passagers.

### **Un obstacle au rapatriement et aux migrations :**

Le coût du rapatriement d'un irlandais était estimé à 5000 francs français. Il devait être payé en francs suisses ou en escudos, car le rapatrié devait passer par le Portugal et l'Espagne<sup>213</sup> or, les dollars et livres n'étaient plus acceptés par l'Espagne<sup>214</sup>. Le 1<sup>er</sup> février 1944, le ministre

---

<sup>212</sup> MAE, Guerre 1939-1945 Vichy, Relations commerciales n°257, Dossier général du 19 juillet 1940 et 26 juin 1944, télégramme du ministre français du 3 avril 1941.

<sup>213</sup> La Manche et la Mer du Nord étant en partie sous contrôle Allemand.

<sup>214</sup> MAE, guerre Vichy, relations commerciales n°257, télégramme de la légation irlandaise de Vichy du 30 décembre 1943.

des AE français informait la légation irlandaise que l'office de change acceptait de verser 5000 francs en escudos ou en francs suisses aux personnes devant être rapatriées en Irlande.

Pour cela, la légation devait lui donner une liste de ces personnes<sup>215</sup>. Dès le lendemain, la légation demanda le rapatriement de cinq de ces ressortissants. Fin février, deux personnes supplémentaires étaient ajoutées à cette liste. La demande des 5000 francs devait être effectuée par l'intermédiaire d'une banque, la banque de France était la plus pratique puisqu'elle distribuait des devises étrangères.

Les représentants diplomatiques irlandais en France avaient pour rôle entre autre d'aider financièrement les Irlandais démunis à l'exception de ceux qui avaient de la famille en France donc, on suppose, des moyens de recours. Dans un débat parlementaire du 16 juillet 1941, Ms Byrne demandait au Premier ministre, De Valera, s'il était possible pour le gouvernement de prendre en charge les dépenses pour le rapatriement d'un de ses proches, compte tenu du prix exorbitant du voyage<sup>216</sup>. Le ministre des Affaires étrangères évaluait dans une séance du Dail Eireann du 14 juillet 1942 à 600 le nombre d'irlandais en France (voir annexe p.132-134 sur la surveillance des étrangers) et à 450 en Italie (pays européens où il y avait le plus d'émigrés irlandais).

Laforcade, quant à lui, estimait à 500 le nombre de français vivant en Grande Bretagne et demandant un rapatriement. La solution envisagée fut la mise en place d'une flotte avec l'accord des belligérants et l'aide financière de l'Irlande<sup>217</sup>. Mais, pourquoi la légation française désirait-elle rapatrier des ressortissants de Grande-Bretagne?

---

<sup>215</sup> MAE, relations commerciales n°257, télégramme du 1<sup>er</sup> février 1944.

<sup>216</sup> Dail Eireann, Volume 84, 16 juillet 1941, Comité Finance, Vote 65-Affaires étrangères.

<sup>217</sup> MAE, Vichy 1939-1945, Z-Europe, n°379 français en Irlande, télégramme n°694-695 du 19 août 1941.

Ces personnes désiraient-elle soutenir Vichy de manière plus directe et fuir le pays où s'organisait la France Libre ? Ceci nous amène à nous interroger sur la réaction du personnel de la légation française de Dublin. Etant proche de la Grande-Bretagne et résidant dans un pays neutre, n'était-elle pas plus exposée que d'autres au mouvement de De Gaulle ?

## **II. Désaccords idéologiques au sein de la légation française :**

L'appel à la résistance lancé par de Gaulle le 18 juin 1940 concernait tous les français. Le choix n'était pas urgent, de Gaulle acceptant l'inévitable défaite de la Grande Bretagne. Pourtant, les membres de la légation française devaient à un moment donné, prendre une décision entre la loyauté à Pétain et le Général de Gaulle. Les services secrets irlandais, le G2, préparèrent un mémorandum en octobre 1943 donnant une claire indication des divisions au sein de la légation. Le ministre plénipotentiaire, Laforcade fut d'abord supporter tacite du nouveau gouvernement français, croyant que les efforts de Pétain pour reconstruire la France étaient sincères. Mais son soutien fut tiède. Ainsi, le mémorandum des services secrets déclarait, qu'à aucun moment, le ministre français ne pouvait être considéré comme un « collaborateur ». Ainsi, Laforcade comptait parmi ses amis, des représentants diplomatiques américains et anglais à Dublin, tels M. John Maffey et David Grey, et ses contacts comportaient des supporters anglais, alliés et gaullistes mais, jamais de l'Axe. Il essaya de prévenir tout contrôle de la légation par des éléments collaborateurs pourtant il ne déclara officiellement son soutien au mouvement de De Gaulle qu'en septembre 1943.

Le député de la légation, Benjamin Frédéric Cauvet-Duhamel, était considéré par le G2 comme un élément très prudent, en bon terme avec son ministre ; il fréquentait le même cercle social. Selon le mémorandum du G2, Cauvet aurait été désigné chargé d'affaires après le

ralliement de Laforcade à De Gaulle car il avait la même peur que celui-ci de voir les éléments pro-pétainistes prendre le contrôle de la légation<sup>218</sup>. La division profonde entre la loyauté au gouvernement de Vichy et le mouvement de De Gaulle au sein du personnel laissait perplexe à la fois les membres de la légation et le gouvernement irlandais neutre. Ce dernier refusa un visa au ministre de France du Maroc et collaborateur du général de Gaulle invité pour une conférence<sup>219</sup>.

Le personnel militaire de la légation représentait l'autre aspect politique, il était critiqué et surtout craint par le ministre et son secrétaire. Laforcade estimait que l'attaché naval Albertas avait été nommé à Dublin pour l'espionner dans son activité. Celui-ci entretenait des relations sociales avec des pro pétainistes et des éléments anti-anglais. Lachèvre, l'attaché militaire, devint le principal soutien d'Albertas face à Laforcade. Il pensait que la politique menée par Pétain était la seule raisonnablement envisageable. Marcel Kergoat, le secrétaire de l'attaché naval, était aussi désigné comme un supporter de Vichy<sup>220</sup>. Dès juin 1941, Laforcade ne croyait plus en la victoire finale allemande<sup>221</sup>.

Laforcade s'opposa à la prise de position anti-britannique de ses attachés militaire et naval. Selon lui, Lachèvre ne faisait pas seulement une propagande anti-britannique par ses revues de presse, il croyait aussi en la victoire finale de l'Axe. Suite à la demande d'interruption des relations de Darlan avec la dissidence nord-africaine, Laforcade demanda à Lachèvre de nuancer ses propos alors que même le représentant allemand n'utilisait pas de propos aussi provoquants pour ne pas heurter les autorités anglaises<sup>222</sup>.

---

<sup>218</sup> Mémoire préparé par le G2, 25 octobre 1943. D/FA P75.

<sup>219</sup> Lettre n°331 de Laforcade du 24 avril 1943, MAE, Guerre 39-45, n°1376 : Irlande, dossier général, relations avec les autres pays (avril 1943-septembre 1944).

<sup>220</sup> Mémoire du G2, D/FA P75.

<sup>221</sup> Lettre n°528 à 530 du 27 juin 1941, MAE, volume 379 : Français en Irlande octobre 1940-avril 1944.

<sup>222</sup> Télégramme n°17-20 du 5 février 1943, MAE, Vichy 1939-1945, Z-Europe n°370, Corps diplomatique et consulaire en Irlande.

Selon le ministre français, ces deux attachés nuisaient à l'image de la légation alors que Laforcade voulait maintenir l'union avec la dissidence nord-africaine pour l'exportation de phosphates en Irlande. Il ne voulait pas qu'une position intransigeante de la légation amena le gouvernement irlandais à traiter directement avec la dissidence<sup>223</sup>. Le 15 avril 1943, par un télégramme, Laforcade ira plus loin, il demande la levée du poste d'Albertas comme attaché naval à cause de son insolence et de l'arrêt de sa revue de presse. En guise d'argumentaire et pour souligner l'inutilité de cet attaché, il affirme que les journaux anglais arrivent plus vite que les revues de presse envoyées depuis Dublin qui sont souvent interceptées<sup>224</sup>.

L'attitude pro-britannique du ministre français va très vite s'expliquer par sa prise de position en faveur du CFLN. Il va se déclarer représentant du CFLN, « le seul organisme capable de sauvegarder les intérêts de la France dans les pays » comme l'Irlande « qui échappe à l'emprise de l'Allemagne ». Le ministre fait cette déclaration après la reconnaissance du CFLN par les Nations Unies. Laforcade informe aussitôt le gouvernement irlandais qu'il prendra ses ordres d'Alger<sup>225</sup>. La réaction du ministère français des AE ne se fait pas attendre, il décide de remplacer Laforcade à la tête de la légation par Cauvet-Duhamel<sup>226</sup>. Cette décision prend effet le 4 novembre avec la révocation officielle de Laforcade et la nomination de Cauvet comme chargé d'affaires de France<sup>227</sup>. Murphy, ministre irlandais à Vichy, affirme que le gouvernement irlandais reconnaît Cauvet et lui accorde les privilèges diplomatiques pour ses correspondances<sup>228</sup>. Eugène Lestocquoy, l'attaché commercial, fut un des seuls membres de la légation à rester distant par rapport à cette profonde division politique. Il ne voulut pas se mêler de question politique qui divisait automatiquement « patriotes » et

---

<sup>223</sup> Télégramme du 10 février 1942, MAE, GV-E, n°370.

<sup>224</sup> Télégramme n°41 à 45 du 19 avril 1943, Ibid.

<sup>225</sup> Télégramme n°77 du 23 septembre 1943, Ibid.

<sup>226</sup> Télégramme du 26 octobre 1943, Ibid.

<sup>227</sup> Télégramme du 10 novembre 1943, Ibid.

<sup>228</sup> Télégramme du 19 janvier 1944, Ibid.



« traîtres ». Il ne voulait pas être impliqué directement et activement dans les conflits internes de la légation. Pourtant, personnellement, sa position était clairement définie ; pour le G2, il était plus pro-britannique que le secrétaire de la légation, Cauvet-Duhamel et son cercle d'amis comprenait M. Rochat et M. Saffroy qui furent transférés de Londres en 1940 et furent les premiers membres du personnel de la mission de Dublin à rallier De Gaulle en octobre 1941<sup>229</sup>.

Si la délégation française en Irlande connut des divisions idéologiques, elle fut dans l'ensemble stable comme le corps diplomatique dans le monde entier reconnu « par tous les pays du monde, du Saint-Siège à l'URSS »<sup>230</sup>. Le corps diplomatique, pour près de deux tiers, resta le même sous Vichy et pendant la IV<sup>e</sup> République en 1945. « Cette stabilité est remarquable » note Robert Paxton, historien spécialiste du régime de Vichy, car même en temps de paix, le personnel se trouve assez rapidement renouvelé avec les mises à la retraite, les décès et les démissions<sup>231</sup>.

Cette division idéologique fut d'autant plus remarquable qu'elle fut une lutte entre la France libre et le gouvernement de Vichy pour le financement de la délégation française en Irlande. Le chef du gouvernement français est informé par Sean Murphy, ministre irlandais en France, que l'attaché naval et militaire ne sont plus payés par la légation de France toujours fidèle à Pétain mais par la France libre. Aussi le gouvernement propose à nouveau un *clearing* qui permet au gouvernement irlandais de payer la légation française en livres et le gouvernement français paye l'équivalence en francs suisses à la légation irlandaise à Berne<sup>232</sup>. A nouveau car

---

<sup>229</sup> Mémoire préparé par le G2, 25 octobre 1943. D/FA P75.

<sup>230</sup> R.O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, Paris, 1973, p.318.

<sup>231</sup> R. O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, Paris, 1973, p.318.

<sup>232</sup> Lettre du 3 août 1944, MAE, n°370 Irlande : corps diplomatique et consulaire Français.

dès avril 1941, un accord de *clearing* était envisagé afin d'éviter les taux de change mais rendu caduque par le problème des correspondances entre l'Irlande et la France<sup>233</sup>.

Si les ralliements furent rapides mais discrets dans la légation française, quelle fut l'attitude du gouvernement irlandais ? A-t-il attendu la conclusion de l'importation de phosphates nord-africains en 1944 pour former des liens avec le CFLN ou au contraire en a-t-il formé plus tôt ?

---

<sup>233</sup> Lettre du 3 avril 1941 du ministre des finances à l'amiral de la flotte et secrétaire d'état des AE, MAE, volume 257, relations commerciales, dossier général, du 19 juillet au 26 juin 1944.

## **Chapitre 5. Le rétablissement des liens entre les deux pays (1944-1945)**

Cette partie traite avant tout de deux questions de principe contiguës. D'une part, la formation du CFLN, gouvernement illégitime installé en Afrique du Nord et aux portes de l'Irlande en Grande Bretagne, devait être prise en compte par le gouvernement irlandais pour conduire sa politique extérieure, car celui-ci avait toujours traité avec les états et non les gouvernements. Le CFLN faisait autant partie de l'état français que Vichy.

La seconde question de principe concernait le représentant irlandais qui devait être reconnu par le gouvernement provisoire, ancien CFLN, selon l'Irlande après la reconnaissance par celle-ci du mouvement de De Gaulle. Pour l'Irlande, plus que pour la France, cette dernière question était vitale car elle pouvait remettre en cause sa souveraineté illustrée par son droit à la neutralité, qu'elle avait si chèrement défendue.

### **I. Un dialogue difficile avec le Comité Français de Libération Nationale et ses conséquences (rancœur de la France Libre) :**

Lestocquoy, l'attaché commercial était le membre préféré de la légation française pour Joseph Walshe, secrétaire d'état des Affaires Etrangères, qui le voyait comme « le plus logique et le plus honorable des membres des officiels français ». En fait, même si Lestocquoy ne prit pas partie, il considérait de Gaulle comme une force subversive dans la politique française ce qui ne pouvait pas déplaire à Walshe profondément anti-gaulliste<sup>234</sup>.

---

<sup>234</sup> Rapport de Walshe sur la cessation des fonctions de Laforcade, 5 novembre 1943. D/FA A2.

## **A. Ralliement politique du personnel de la légation française à Alger et réaction irlandaise :**

Pendant une période, les relations entre les membres de la légation peuvent être décrites comme contraignantes. Les tensions existant dans la légation s'amplifièrent avec les débarquements anglo-américains en Afrique du Nord en novembre 1942. Le 26 novembre, Laforcade reçut une lettre de l'amiral Darlan qui se nommait lui-même leader de l'opposition française à Vichy avec son quartier général à Alger. Dans ce télégramme, Darlan demanda le soutien de Laforcade pour reconnaître ce nouveau régime<sup>235</sup>. La loyauté de Laforcade pour Vichy qui ne fut jamais extrêmement forte, vacilla définitivement. Dès le lendemain de la demande de Darlan, dans une entrevue avec Walshe, Laforcade s'empressa de demander quelle serait la position irlandaise s'il décidait de rallier officiellement Alger. Il alla même jusqu'à suggérer au gouvernement irlandais de déplacer sa légation de Vichy à l'Afrique du Nord. Cette suggestion fut immédiatement rejetée par Walshe qui ne retirerait sa légation de Vichy que si le gouvernement de Pétain estimait que les allemands rendaient impossible le bon fonctionnement du régime. Quant à l'attitude du gouvernement irlandais face à son possible changement de camp, il préconisait la prudence et demandait à Laforcade de différer sa prise de position jusqu'à ce que la situation soit éclairée et la légation irlandaise de France consultée sur la question<sup>236</sup>. Le ministre français dut répondre de façon prudente au télégramme de Darlan pour ne froisser aucun des camps politiques et rester en bons termes avec les deux. Il décida ainsi de suivre le conseil de Walshe en prônant la prudence à l'égard des autorités d'Alger en ce qui concerne l'Irlande car c'était un pays neutre et la situation en France était confuse :

« Représentant la France dans un pays neutre qui est resté toujours en relations avec

---

<sup>235</sup> Mémoire de Walshe, 27 novembre 1942. D/FA P75.

<sup>236</sup> Ibid.

le gouvernement à Vichy et qui est inspiré par une grande estime et une profonde affection pour notre patrie, je conseille la prudence la plus absolue à son égard. Le gouvernement irlandais tout en tenant compte de la situation de fait dans l'empire ne croit point devoir modifier son attitude sans avoir des renseignements beaucoup plus précis que ceux qui lui sont jusqu'ici parvenus. Entre-temps, je suis convaincu qu'une attitude d'attente à l'égard d'un pays qui pourrait nous être d'un puissant renfort dans l'avenir est la politique qui s'impose. Pour les irlandais, à cette distance les relations entre l'empire et la Métropole sont loin d'être éclaircies »<sup>237</sup>.

L'attitude de Laforcade montrait que le ministre était convaincu de la victoire finale des alliés. Malgré cette idée de plus en plus répandue, le gouvernement de De Valera restait fidèle à sa politique de prudence et maintenait sa loyauté au régime de Vichy comme unique gouvernement légitime de France. De fait, l'Irlande agissait comme les pays neutres de l'époque.

Dès mai 1943, date d'une lettre adressée au cabinet de Giraud et à la mission française de Londres et de Washington, Laforcade était officieusement rallié au mouvement d'Afrique du Nord sous le commandement du général Giraud<sup>238</sup>. La politique irlandaise avait pour but la réduction des divisions au sein de la légation française et surtout comme souvent à cette époque, prévenir la propagation de ces divisions dans le public et éviter un scandale international. Cette attitude rentrait dans la politique de censure menée depuis le début de la guerre par le gouvernement irlandais. En gardant Vichy comme gouvernement officiellement légitime et en reconnaissant le comité français ou CFLN de façon officieuse, Walshe

---

<sup>237</sup> Mémoire de Walshe, 28 novembre 1942. D/FA P75.

<sup>238</sup> Lettre n°227 du 4 mai 1943, MAE, Guerre 1939-1945, n°1376 : Irlande : dossier général, relations avec les autres pays (avril 1943-septembre 1944).

réussissait à sauver un peu la face du pays. Pourtant, en ne voulant choquer aucune des deux parties, Walshe, par sa naïveté, se heurta à la réalité. Le 13 et 17 septembre 1943, il écrivit à Murphy à Vichy lui demandant d'approcher le bureau étranger français pour régulariser la situation de Laforcade qui continuera à servir Vichy tout en devenant le représentant du CFLN à Dublin<sup>239</sup>. Cette demande naïve témoignait de son manque de connaissance de la situation en France : en voulant suivre une ligne de conduite prudente, il aurait pu presque inconsciemment provoquer une crise diplomatique majeure. Vichy ne pouvait pas raisonnablement autoriser son représentant à servir son pire ennemi. Murphy, dans ce cadre de figure, démontra ses qualités de diplomate et d'analyste en lui déclarant que « du point de vue de la représentation irlandaise en France en ce moment, je considère que cette approche et suggestion serait un désastre »<sup>240</sup>. Devant cet avis, Walshe comprenant les qualités de Murphy et ne le contredisant plus comme auparavant, décida de suivre son conseil et demeura cloîtré dans sa politique prudente.

Laforcade prit la décision de transférer son allégeance à Alger le 23 septembre 1943<sup>241</sup>. Le 3 septembre 1943, un télégramme était envoyé aux quartiers généraux des légations irlandaises de Berne, Lisbonne et Madrid cherchant des informations sur l'attitude adoptée par les autres gouvernements neutres envers le CFLN<sup>242</sup>. La légation de Berne déclarait que le gouvernement suisse n'avait pas reconnu le CFLN mais entretenait des relations avec lui sur une base *de facto* : la Suisse traitait avec le comité français dans les affaires qui concernaient les intérêts suisses en Afrique du Nord<sup>243</sup>. La légation de Madrid témoignait d'à peu près la même chose, l'Espagne conservait également des liens *de facto* avec le CFLN pour ses

---

<sup>239</sup> Walshe to Murphy 48/14 bis, 48/18, 13 et 17 septembre 1943. D/FA Paris Embassy Files 48/14 bis, Franco-german and franco-italian armistice convention after november 8, 1942.

<sup>240</sup> Hibernia to Estero, n°262, 20 septembre 1943. D/FA Paris Embassy Files 48/14 bis.

<sup>241</sup> MAE, Guerre, Vichy : Europe : Irlande, vol.370, télégramme n°77 du 23 septembre 1943.

<sup>242</sup> Estero, 3 septembre 1943, n°60 Dearg to Berne ; n°127 Despatch to Lisbon, n°61 Despatch to Madrid. D/FA 205/124, Neutrals' Attitude to provisional government and CFLN, 1943-1945.

<sup>243</sup> Telegram from Berne, n°72 Dearg, 8 septembre 1943. D/FA 205/124.

intérêts en Afrique du Nord ; les représentants diplomatiques d'Afrique du Nord auraient même obtenu les privilèges diplomatiques de manière courtoise<sup>244</sup>. Quant à la légation de Lisbonne, elle estimait que les autorités portugaises avaient reconnu de manière semi-officielle le délégué du comité français, M. Clarac<sup>245</sup>. Le 3 novembre, le département irlandais des AE informait Laforcade de sa destitution au profit de Cauvet-Duhamel nommé chargé d'affaires. Pourtant, par courtoisie comme en Espagne, le diplomate licencié conservait tous ses privilèges diplomatiques, pouvant de cette manière rester à Dublin et exercer ses activités, cette fois-ci pour le compte du CFLN<sup>246</sup>. Il sera d'ailleurs reconnu comme le délégué officiel du CFLN en Irlande le 9 décembre 1943<sup>247</sup>. Boland, ministre de la justice depuis l'arrivée au pouvoir du Fianna Fail de Valera, proche du général de Gaulle, reconnaît le CFLN *de facto* et non *de jure* en harmonie avec la politique de la Suisse. Tout comme la Suède à la même époque, Boland accorde les privilèges diplomatiques au CFLN dans le cadre du marché des phosphates en Afrique du Nord entre la France Libre et l'Irlande<sup>248</sup>. Comme la Suisse en 1943, cette reconnaissance politique était guidée par un besoin économique et financier, confirmant à nouveau le caractère opportuniste de la politique extérieure irlandaise.

## **B. Controverse avec le CFLN :**

Dès 1942, le secrétaire auxiliaire de l'Attaché Commercial aux services financiers, M. Dior, annonçait sa démission et son rattachement au mouvement du général de Gaulle. Le 22 septembre 1942, le ministre des finances renonçait à toute sanction contre celui-ci car M. Dior n'était pas un fonctionnaire.

---

<sup>244</sup> Legirlanda to Estero, n°69 Despatch. D/FA 205/124.

<sup>245</sup> O'Donovan, ministre de Lisbonne, Lisbon, P15/43, 15 octobre 1943. D/FA 205/124.

<sup>246</sup> Mémoire de Walshe, destitution de Laforcade, 5 novembre 1943. D/FA A2.

<sup>247</sup> D/FA 318/23/10a1 staff appointments at French embassy January 1934-october 1960, recognition of Laforcade as delegate of CFLN, 9 december 1943.

<sup>248</sup> Lettre n°1235 du 20 janvier 1944, MAE, Guerre 1939-1945, Londres-Alger, tome I, correspondance politique et commerciale, Comptabilité, dossier par pays Irlande et Islande (août 1943, janvier 1944).

L'Irlande refusa un visa d'entrée à un collaborateur du Général de Gaulle invité pour une conférence. Laforcade en informa le Président général de Rabat<sup>249</sup>. Laforcade commença à informer le cabinet du général Giraud et de la mission française à Londres et à Washington, faisant partie de la résistance dès 1943. Selon lui, dans un télégramme, l'Irlande donnerait plus d'importance au mouvement d'Afrique du Nord qu'à celui de Londres après le refus de visa pour un collaborateur de De Gaulle<sup>250</sup>. Le contenu de ce télégramme de mai 1943 nous informe déjà de l'appartenance de Laforcade à la résistance du général Giraud, quelques mois avant son adhésion au CFLN.

A l'aube de la victoire des alliés, en février 1944, Laforcade analyse la constitution irlandaise pour une future république française succédant au régime de Vichy<sup>251</sup>. Cette analyse de la constitution irlandaise montrait son attachement à la république donc son opposition à Pétain, son espoir dans la victoire alliée, pas encore assurée, et son admiration pour l'Irlande qui selon lui disposait de la constitution la plus moderne d'Europe à l'époque.

Les efforts de Walshe ne pouvaient empêcher jusqu'au bout une controverse au sein de la communauté française en Irlande. Le 12 juin 1944, Roger Lalouette arriva à Dublin pour occuper la position de secrétaire de la représentation *de facto* du CFLN en Irlande. Le gouvernement irlandais critiqua le manque de validité dans la procédure de nomination de ce représentant, Lalouette n'ayant annoncé son arrivée que trois jours avant au département des AE. Cette arrivée fut ainsi une surprise totale. De plus, Lalouette entra en territoire irlandais avec un visa anglais, les autorités d'Alger estimant que ce visa était suffisant pour entrer en

---

<sup>249</sup> MAE, guerre 1939-1945, correspondance Londres-Alger, n°1376 dossier général de l'Irlande, télégramme n°331 du 24 avril 1943.

<sup>250</sup> Idem, télégramme n°227 du 4 mai 1943.

<sup>251</sup> Idem, télégramme n°5 pour M. Massigli du 10 février 1944.



Irlande, niant ainsi le droit de souveraineté défendu et combattu par l'Irlande, ce qui constituait le pire départ possible pour l'attachement et les liens amicaux entre le CFLN et l'Irlande. Devant cette arrivée imprévue et le fait que Vichy demeurait le gouvernement officiel de la France, Walshe voulut par tous les moyens éviter toute publicité sur la prise de fonction de Lalouette. Le corps diplomatique français ne devait en aucun cas être mis au courant de ceci. Lalouette et Laforcade devaient garder cette nouvelle affectation secrète jusqu'à ce que le régime de Pétain soit remplacé par un autre.

La question de la reconnaissance du CFLN par l'opinion irlandaise se posait après un débat dans la presse anglaise sur ce sujet. Le 15 juin 1944 un article officieux sur De Gaulle apparaît dans *The Irish Press*. Walshe, dans le cadre de l'amitié historique franco irlandaise, reconnut rapidement le représentant venu d'Alger en réponse à la reconnaissance rapide par des hommes politiques français de la mission menée par Boland en 1919 alors même que l'Irlande n'était pas encore indépendante. Mais l'Irlande reste encore prudente en tant que petite nation face au statisme de la Grande Bretagne et des Etats-Unis qui voyaient d'un mauvais œil l'émergence d'un mouvement national de résistance<sup>252</sup>. Enfin ils ne devaient prendre aucune décision qui irait à l'encontre de la politique menée par le gouvernement irlandais envers la France<sup>253</sup>.

Cela aurait pu être la seule controverse due à l'arrivée de Lalouette, hélas un mois plus tard, de nouvelles révélations allaient mettre à l'épreuve la conscience de Frédérick Boland, secrétaire assistant au département des AE, M. John Maffey et David Grey. Le 22 juillet, le représentant américain, Grey, informait Boland par téléphone qu'il avait reçu une lettre

---

<sup>252</sup> MAE, Guerre 1939-1945, correspondance Londres-Alger tome I, n°1376 Irlande dossier général, télégramme de Laforcade pour Massigli du 27 juin 1944.

<sup>253</sup> Mémoire de Walshe pour de Valera, 22 juin 1944. D/FA A2.

concernant Lalouette. Cette lettre venait indirectement de Louis Roche, un représentant du comité français de Londres et clamait que Lalouette était venu contre l'avis des autorités d'Alger et était un pro-pétainiste<sup>254</sup>. Bien que Boland ne crût pas à cette accusation, il téléphona à la légation britannique et manda une enquête sur l'affaire. Maffey, le ministre anglais, dans une particulière mauvaise humeur suite à l'inquiétante maladie de son petit-fils, déclara cette affaire comme un problème purement interne à la France. Il ajouta de façon caustique que le fait que Lalouette était pro-Vichy, n'était pas un problème vu que l'Irlande acceptait sur son territoire une légation allemande<sup>255</sup>. Le 24 juillet, sûrement de meilleure humeur, il accepta pourtant de remettre l'enquête aux mains du bureau des Dominions<sup>256</sup>. L'enquête conclut que le problème était dû à des divisions internes de la France. Pourtant, il était vrai que Lalouette était un supporter de Vichy avant 1942. Maffey accusa Grey d'impliquer le département des AE sans aucune vérification des accusations faites. D'autant plus que le gouvernement irlandais ne pouvait accueillir favorablement la possibilité de l'infiltration de la légation du CFLN par des espions de Vichy, juste après la « note américaine » qui demandait l'expulsion d'Irlande de toutes les légations de l'axe par peur que l'Irlande ne fût un « foyer d'intrigue ».

Le *London Times* et le *Manchester Guardian* reconnurent De Gaulle et son autorité avant le gouvernement anglais et américain. La presse irlandaise publiait la reconnaissance de De Gaulle par les Etats-Unis en juillet 1944<sup>257</sup>. Cette reconnaissance est suivie de celle de Eamon de Valera qui le 20 juillet 1944 se félicite de son service des AE qui a réussi la conclusion d'un accord sur l'affaire des phosphates. Il s'agit d'une des premières reconnaissances

---

<sup>254</sup> Conversation téléphonique entre David Grey et Frédéric Boland, DM/73951/2, 22 juillet 1944. D/FA A61 Roger Lalouette, comité français de libération nationale.

<sup>255</sup> Conversation téléphonique entre John Maffey et Norman Archer, Mfy/96397, 8/1-9/1, 22 juillet 1944. D/FA A61.

<sup>256</sup> Conversation téléphonique entre Maffey et M. Costar (Bureau des Dominions), 2/3 JPW/-, 24 juillet 1944. D/FA A61.

<sup>257</sup> Idem, télégramme n°46 du 15 juillet 1944.

officielles du CFLN au niveau du gouvernement irlandais<sup>258</sup>. Un mois plus tard, à son tour, le CFLN est reconnu par les alliés. Suite à cette reconnaissance internationale, Laforcade, représentant français pour le CFLN en Irlande, demande l'envoi de diplomates irlandais à Alger pour la conclusion du marché des chevaux et des phosphates. Le parlement en vacances lui annonce que les députés ne peuvent obtenir les crédits nécessaires<sup>259</sup>.

Le 26 août 1944, le général de Gaulle menait la marche triomphale de la France libre victorieuse des Champs Elysées à la cathédrale de Notre-Dame. Laforcade était informé sans aucune cérémonie trois jours plus tard par le département des AE qu'il était restauré dans ses anciennes fonctions de ministre plénipotentiaire et le gouvernement établi par De Gaulle était reconnu comme le gouvernement légitime de la France<sup>260</sup>. Le manque de cérémonie peut s'expliquer par la ligne de conduite du gouvernement irlandais qui préconisait les relations étrangères avec les états plutôt qu'avec les gouvernements. Le geste de Walshe était peu délicat et totalement opportuniste reconnaissant Laforcade, trois jours après la prise de Paris dans l'urgence la plus totale. Que ce soit avec Pétain ou De Gaulle, les liens et les relations continuaient quoiqu'il en soit avec la France. Ce même jour, le gouvernement de De Gaulle était désigné comme légitime, Laforcade était rétabli au poste de ministre français à Dublin et le diplomates Lachèvre et Albertas étaient rappelés du fait de leurs sympathies pour Pétain<sup>261</sup>. Malheureusement, ce geste du gouvernement irlandais aurait pu être suivi de la reconnaissance logique de Sean Murphy comme ministre irlandais en France par le nouveau gouvernement français. En fait, lui succéda une nouvelle controverse beaucoup plus grave qui entraîna un début de crise diplomatique inquiétante à la fin de la guerre mondiale.

---

<sup>258</sup> Lettre de Laforcade à Massigli du 20 juillet 1944, MAE, n°781, Londres-Alger Tome I, Correspondance politique et commerciale, comptabilité, dossier général par pays Irlande et Islande (août 1943-janvier 1944).

<sup>259</sup> Idem, télégramme n°60 du 4 août 1944.

<sup>260</sup> Walshe, 29 août 1944. D/FA P97, reconnaissance par l'Irlande du gouvernement provisoire de France, août 1944 et transfert de Sean Murphy de Vichy à Paris.

<sup>261</sup> D/FA 318/23/10a1, rappel des attachés naval et militaire, 5 janvier 1945.

### C. Les conséquences du lent dialogue entre l'Irlande et le CFLN :

En automne 1944, le statut de Sean Murphy posa un problème sérieux pour le maintien de bonnes relations entre les deux pays. Le nouveau gouvernement, en pleine politique de persécution et de répression des éléments pro-pétainistes de la population et du milieu politique, ne pouvait pas dans cette logique continuer à accepter les représentants accrédités par le régime de Vichy, sous-entendant que ces représentants étaient forcément des collaborateurs du régime. A cette politique, s'opposa de façon véhémement le gouvernement irlandais qui s'était déclaré neutre pendant la guerre pour sauvegarder sa souveraineté et ses relations avec tous les états.

A la fin de la guerre, les difficultés de communication et de correspondance entretinrent d'autant plus la confusion auprès de l'Irlande. La légation d'Irlande ne pouvait être jointe dorénavant de façon limitée que par l'intermédiaire d'autres légations comme celle de Suisse. Ce manque de communication empêcha Murphy de connaître la politique de son pays vis-à-vis du nouveau gouvernement. Au milieu d'août, Walshe avertit son ministre du développement des zones de combats en France et lui conseilla la prudence. Comme à son habitude, il lui conseilla de rester près de son homologue papal pour ses futurs déplacements et sa future attitude<sup>262</sup>. Lui demandant de lui écrire dès qu'il eut atteint un endroit sûr, Walshe s'inquiéta de ne pas recevoir de télégramme de Murphy. Aussi envoya-t-il une série de télégrammes aux légations de Berne et du Vatican pour le contacter et surtout l'informer de la nouvelle position de l'Irlande envers la France, c'est-à-dire une reconnaissance *de facto* avec les nouvelles autorités. Les communications vers Kiernan, ministre du Vatican, devaient être transférées vers la légation de Berne, car seule la route entre Berne et Vichy demeurait

---

<sup>262</sup> Estero to Hibernia, code Dearg n°618, Ref. P12, (233/55a) 16 août 1944. D/FA P97.

possible. En fait, Murphy ne reçut qu'un seul télégramme le 5 septembre qui ne concernait hélas que le bien-être de sa famille et de sa personne<sup>263</sup>.

Il ne reçut aucune information concernant la reconnaissance de Laforcade comme ministre français et ce pendant tout le mois de septembre. Walshe fut ainsi surpris d'apprendre par le rapport d'Harold King, un correspondant de Reuters (l'agence d'information officielle de la diplomatie) du 27 septembre, que son ministre avait été reçu avec neuf autres diplomates avec à leur tête le nonce papal à Paris par le nouveau gouvernement français. Un officier français aurait déclaré en parlant de ces diplomates : « nous ne connaissons pas ces personnes. Elles ne peuvent être accréditées par la république française » alors que celles-ci avaient fait le voyage par leur propre moyen. Le bureau des Affaires Etrangères ne les reconnaissant pas, elles étaient donc considérées comme des civils étrangers dépendant pour leur droit de résidence du bon vouloir du ministre de l'intérieur<sup>264</sup>.

Laforcade, après sa nouvelle nomination comme ministre en Irlande le 29 août, avait pourtant prévenu Walshe que le nouveau gouvernement serait susceptible de refuser des représentants qui avaient servi sous Vichy. Ce dernier avait tout simplement trouvé l'idée saugrenue, car contraire au principe de neutralité de l'Irlande et au professionnalisme de Murphy. Le remplacement de Murphy, un diplomate aussi expérimenté n'arrangerait en rien les relations entre la France et l'Irlande, car il serait alors remplacé par un diplomate jeune et inexpérimenté qui ne pourrait pas remplir pleinement les fonctions qu'on lui demanderait. Malgré la défense de son ministre, Walshe aurait du se méfier de la réaction du nouveau

---

<sup>263</sup> télégramme de Berne pour Dublin. WBB/NMF, n°102 Dearg, reçu le 5 septembre 1944. D/FA P97.

<sup>264</sup> Harold King, correspondant spécial, Reuters, 27 septembre 1944. D/FA P97.

gouvernement d'autant plus qu'il savait que Murphy n'était pas tenu en grande estime à Paris<sup>265</sup>.

Ce qui inquiétait le plus Walshe, c'était le fait que les irlandais de France ne pouvaient pas communiquer avec leur ministre sur place, mais seulement avec Laforcade ou Massigli, ambassadeur français de Londres. Murphy envoya une lettre le 28 septembre, celle-ci arriva à Walshe, le 18 octobre<sup>266</sup>. Les difficultés de communication ont en fait provoqué la sous-estimation de la gravité de la situation. Une lettre du 30 septembre de Walshe démontre définitivement sa méconnaissance de la réalité. Pour lui, l'attitude française n'était que provisoire et était un simple retard. Pour accélérer les choses, celui-ci menaça la France en déclarant vouloir retirer sa reconnaissance à Laforcade si celle de Murphy était refusée.

Laforcade aurait été reconnu uniquement si celle de Murphy n'avait posé aucun problème. Il restait pourtant confiant sur l'issue de cette affaire allant même jusqu'à déclarer que « le gouvernement français ne ferait rien qui dans notre cas, petit pays, pourrait être considéré comme antipathique »<sup>267</sup>. Il était loin de la réalité et dut l'admettre lorsqu'il reçut un télégramme sur la situation venant de Berne par le secrétaire de la légation irlandaise à Vichy, Denis Mc Donald qui était parti pour attendre les instructions et qui rapporte les propos de Murphy :

« Je fus reçu très froidement par le secrétaire général qui expliqua qu'il ne voulait pas de têtes de mission qui avaient servi à Vichy. La même attitude avait été adoptée face au nonce et aux autres collègues. Le nonce était extrêmement embarrassé. Le bureau des

---

<sup>265</sup> Walshe to Murphy via Berne, n°103 Dearg, 9 octobre 1944. D/FA P97.

<sup>266</sup> Keogh, *Ireland and Europe*, p.184.

<sup>267</sup> Walshe to Murphy, 30 septembre 1944. D/FA P97.

AE avait reçu notre proposition de reconnaissance *de facto*, mais ceci ne parut pas satisfaire le secrétaire général qui devint irritable à la mention du mot *de facto* »<sup>268</sup>.

Corrigeant son erreur de départ sur l'affaire, Walshe réagit fortement au rapport de Murphy. Il protesta auprès de l'ambassade française de Londres, en transmettant une lettre de protestation contre le gouvernement français :

« Une impolitesse contre notre représentant, c'est une impolitesse contre notre gouvernement. Il y a une sérieuse méprise depuis que nous avons traité la légation française de Dublin avec la plus grande considération... Au moment où Pétain quitta Vichy, le titre de ministre fut restauré et la légation a été pleinement reconnue et ainsi que votre présent gouvernement... Nous attendons des excuses immédiates et une acceptation complète de notre représentant... Refusant de nous obliger à retirer notre reconnaissance à la légation française ici. Un tel pas serait pénible pour nous, car nous avons toujours eu des relations très amicales avec la France avec qui nous sommes liés par l'histoire et une sympathie naturelle, mais nous ne pouvons pas en tant que gouvernement sacrifier notre droit souverain, en laissant notre représentant être traité de telle façon ou ses droits de neutralité être contestés ainsi »<sup>269</sup>.

Dans le même texte adressé à Murphy, Walshe lui demande de régler cette affaire le mieux possible en rencontrant à nouveau le secrétaire général. Cette lettre de Walshe n'a pas eu de grands effets sur l'attitude de l'administration de De Gaulle qui était profondément anti-Vichy et tous ceux qui aurait pu être liés à celui-ci. Selon Walshe, cette situation était injuste, car l'Irlande, étant un petit pays neutre, ne pouvait pas jouer sur la politique interne d'un grand pays comme la France.

---

<sup>268</sup> Berne to Dublin, n°123, personal, 4 octobre 1944. D/FA P97.

<sup>269</sup> Walshe to Murphy via Berne, n°103 Dearg, 9 octobre 1944. D/FA P97.

Le seul moyen de changer la tendance était d'amener De Gaulle à prendre connaissance du problème. Cela arriva à ses oreilles, mais la documentation reste peut être claire pour savoir qui le fit. La bonne relation entre Frédérick Boland et Hervé Alphand, fils de Charles Alphand, le premier ministre d'Irlande en 1930 et directeur des affaires économiques dans le bureau des AE de De Gaulle reste le lien le plus fréquemment indiqué<sup>270</sup>. La dispute attira l'attention de De Gaulle probablement par une note de Charles Alphand informé par Boland du problème. De Gaulle, après avoir été mis au courant, écrivit une note au chargé de mission au cabinet, Etienne Burin des Rozières, cherchant à comprendre :

«(1) Pourquoi a-t-on mal reçu M. Murphy, ministre de l'Irlande ? (2) Je voudrais connaître le point de vue de M. Bidault sur la question de nos relations avec l'Irlande, à laquelle je pense que nous devons attacher du soin et de l'importance »<sup>271</sup>.

Le résultat de cette discussion mit Walshe dans une telle confiance qu'il conclut prématurément le 10 octobre que « la mésentente a pris fin. Vous êtes pleinement reconnu comme ministre du nouveau gouvernement »<sup>272</sup>. La question des nouvelles lettres de créances avait été retardée sous un nouvel agrément entre Walshe et Massigli qui assurait la continuité du corps diplomatique<sup>273</sup>.

Cependant, la situation n'avait pas été complètement résolue. Le 25 octobre, des rapports de presse annonçaient le rétablissement de la légation irlandaise à Paris, la date coïncide avec l'arrivée du secrétaire là-bas, deux jours après celle de Murphy. Cela incita le député

---

<sup>270</sup> Keogh, *Ireland and Europe*, p.187.

<sup>271</sup> Note pour Etienne Burin des Rozières s.d après le 6 octobre 1944, Charles de Gaulle, Lettres, Notes et Carnets, juin 1943-mai 1945, Librairie Plon 1983, pp.327-328, cité dans Keogh, *Ireland and Europe*, p.187.

<sup>272</sup> Keogh, op. cit., p.187.

<sup>273</sup> Murphy to Walshe, MF48/2 (bis), 17 novembre 1944. D/FA P97.



parlementaire James Larkin à poser une question au Dail à De Valera en tant que ministre des AE. Le député désirait savoir pourquoi il y avait eu autant de retard dans l'annonce du transfert de la légation de Vichy à Paris :

« M. Larkin (Junior) demanda au ministre des AE s'il allait donner les raisons du délai de l'annonce du retrait du ministre irlandais de l'ancien régime de Vichy et de son accréditation par le nouveau gouvernement du général de Gaulle.

Le Taoiseach (premier ministre) : Il n'y pas eu de délai injustifié. Les communications avec notre ministre de France étaient interrompues depuis quelques semaines avant et après que le gouvernement de Pétain ait cessé ses fonctions. En outre, il était impossible pour notre ministre, en raison des difficultés de transport, d'effectuer le transfert final de la légation vers Paris jusqu'au 27 octobre. C'était évidemment plus approprié de faire l'annonce au moment de son arrivée et la reprise de ses fonctions là-bas.

M. Larkin (Junior) : Je pense que le[767] premier ministre devait se rendre compte que l'avis qui est apparu dans la presse, semblait indiquer que le transfert avait été complété en août, mais l'avis de la presse n'était pas publié avant octobre. En conséquent, cela voudrait dire que les citoyens de notre état avaient été laissés dans les ténèbres si le transfert avait été complété le jour donné dans l'avis de la presse publié.

Le Taoiseach : Le député doit se rappeler que certains problèmes prennent du temps, du premier pas jusqu'à la fin et que quand vous allez publier un avis de presse, vous devez vérifier que tout a bien été finalisé, ce qui est, dans ce cas précis, l'arrivée du ministre dans ses fonctions.

M. Larkin : L'avis de presse était officiel, et donna l'impression que le transfert avait été complété en août.

Le Taoiseach : Il était exact.

M. Larkin : C'était l'avis lui-même qui était fallacieux.

Le Taoiseach : Il était exact dans ses termes »<sup>274</sup>.

Il était important de citer entièrement ce dialogue, car la rareté des débats au parlement irlandais, concernant les problèmes liés à Vichy et la légation irlandaise, est frappante. La censure de l'époque avait bien joué son rôle occultant tous les problèmes. Pourtant, la fin de la guerre permit quelques contestations au niveau officiel comme celle de Larkin. La politique neutre était toujours en vigueur mais de plus en plus difficile à faire respecter.

Larkin parle de « citoyens laissés dans les ténèbres ». Cette idée d'ignorance, entretenue par la censure représentée par l'ombre alors que la lumière symbolise la connaissance, est reprise par Lyons dans *Ireland since the Famine* où il compare les irlandais aux prisonniers de la grotte de Platon, maintenus dans les ténèbres pendant la seconde guerre mondiale par la censure. Pourtant, même si une discussion a bien lieu entre De Valera et Larkin, rien n'est résolu, chacun se renvoyant la balle sans répondre clairement à la question soulevée. A la fin, De Valera est de plus en plus économique dans ses réponses, il clôt en quelques mots le débat. Le mémorandum rédigé par Walshe à De Valera est d'un intérêt beaucoup plus élevé. Bien sûr, ce mémorandum qui ne fut pas rendu publique, va à contre pied du débat officiel qui déclare le problème résolu sans plus de réflexion sur sa vraie nature. En effet, si De Valera avait dévoilé le problème de la reconnaissance de son ministre Murphy par le gouvernement de De Gaulle, cela aurait remis en cause sa politique de neutralité et le soutien officiel du gouvernement irlandais au régime de Vichy. Le mémorandum est un résumé de la dispute entre les gouvernements irlandais et français. Le secrétaire des AE informe le ministre des AE sur les derniers développements exprimant son espoir que « la situation sur l'accréditation devrait, nous espérons, être établi finalement pour notre satisfaction ».

---

<sup>274</sup> Dail question from James Larkin Junior T.D For answer on november 9, 1944. D/FA P97. Volume 95 du Dail Eireann. Annexe p.135, 136 et 137.

Néanmoins, malgré son optimisme général, Walshe donnait quelques avertissements sur la situation. Il sentait ainsi que « la discussion publique risquerait de mettre en péril une situation favorable » et insistait auprès de son supérieur sur le fait que « l'affaire entière est encore hérissée de difficultés ». Il avertit De Valera contre toute diffusion d'information à Larkin et au Dail, à moins que cela soit absolument nécessaire<sup>275</sup>.

Un rapport de Murphy du 17 novembre indiqua que la situation était presque rectifiée. Le ministre irlandais avait eu des entrevues avec le ministre français des AE, le directeur général des AE, le directeur politique et Roger Gaucheron, qui traitait avec l'Irlande (et qui avait été chargé d'affaires dans la légation française à Dublin au début des années 1930). Murphy trouva le ministre des AE « très affable et amical et très intéressé à l'Irlande » ; pourtant il n'était pas au courant de la situation irlandaise. La question des lettres de créances restait toujours repoussée à plus tard. Cependant, contradictoirement, lorsque Murphy demanda au ministre une audience avec De Gaulle, celui-ci lui indiqua qu'aucune entrevue avec le chef d'état n'était possible avant la remise des lettres de créances. Le ministre ne pouvait recevoir son accréditation que du siège et de la capitale du nouveau gouvernement par une rencontre avec le chef de l'état qui lui permettrait alors de remplir pleinement ses fonctions de ministre irlandais de France<sup>276</sup>.

Murphy décida de passer par une autre voie pour atteindre son but ; il expliqua sa situation à Roger Gaucheron qui lui arrangea un entretien avec M. Dejean, le directeur politique. Celui-ci prit aussi la situation de Murphy en sympathie mais il souligna le problème qui se poserait au quai d'Orsay en cas d'audience avec le général de Gaulle. Selon Dejean, l'exception accordée

---

<sup>275</sup> Mémoire de Walshe sur la reconnaissance du nouveau gouvernement français, 9 novembre 1944. D/FA P97.

<sup>276</sup> Murphy ne pouvait pas, par exemple, faire son tour habituel de courtoisie auprès de ses collègues sans avoir été reçu d'abord par le général de Gaulle. Murphy to Walshe, MF48/8 (bis), 17 novembre 1944. D/FA P97.

à Murphy de rester en France aurait été utilisée par les autres pays qui avaient vu leur représentant renié pour obtenir un traitement de faveur similaire. Le gouvernement provisoire avait éliminé tous les diplomates qui avaient servi sous Vichy mais une audience accordée à l'un d'entre eux, dans ce cas Sean Murphy pour l'Irlande, aurait remis en cause cette position et provoqué des protestations légitimes de la part des autres pays. Dejean trouva une solution en décidant d'envoyer Murphy en Irlande pour un rapport de fin de mission. Ce retour permettrait alors à Murphy de rencontrer le général de Gaulle<sup>277</sup>. Le ministre irlandais accepta le compromis du directeur politique à la condition sine qua none qu'il était entendu qu'il ne pouvait pas faire d'appels de courtoisie à ses collègues diplomates qui ne pourraient pas lui reprocher ce manque comme une faute professionnelle. Ce souci de professionnalisme de Murphy nous rappelle qu'il a lutté avec ardeur pour obtenir la reconnaissance de ses capacités par son propre supérieur hiérarchique. Ainsi, il prenait toutes les précautions pour ne pas être accusé d'amateur par qui que ce soit<sup>278</sup>.

L'Irlande obtenait une position unique auprès de la France. Murphy fut le seul diplomate qui servit sous Vichy à garder sa position avec le gouvernement provisoire de De Gaulle. Le Nonce papal fut le diplomate à émettre le plus de résistance à son éviction ce qui peut se comprendre de par l'importance du Vatican en tant qu'état particulier. Pourtant, Valerio Valeri, le nonce papal fut remplacé à la demande du général de Gaulle : « A la demande du général de Gaulle, Monseigneur Valerio Valeri, le Nonce Apostolique accrédité auprès du Maréchal Pétain, a été remplacé »<sup>279</sup> par Angelo Roncalli. En contre partie, le pape Pius XII obtint la promesse de la France que sa hiérarchie ecclésiastique demeurera inchangée.

---

<sup>277</sup> Walshe to Murphy via Berne, n°103 Dearg, 9 octobre 1944. D/FA P97, Murphy to Walshe, 17 novembre 1944.

<sup>278</sup> Murphy to Walshe, 17 novembre 1944. D/FA P97.

<sup>279</sup> De Gaulle, *Lettres, Notes et Carnets*, notes de pied de page, p.367.

Le compromis accepté par Murphy lui permit, après une longue attente, de rencontrer le général le 24 mars 1945. Selon le ministre irlandais, cette audience entre les deux hommes fut décrite comme cordiale. Certainement, les tensions qui avaient existé en automne dernier, semblaient s'être dissipées. Le plus haut dignitaire français avait une haute opinion du ministre irlandais. Sachant qu'il avait été en France depuis 1938, il supposait que Murphy « devait être capable de former une meilleure opinion des événements en France que la plupart des gens ». Au nom de De Valera, Murphy exprima ses meilleurs souhaits pour De Gaulle et le désir « de voir la France reprendre le plus rapidement possible sa place parmi les grandes puissances du monde ». En réponse, de Gaulle ajouta qu'il espérait que les relations entre la France et l'Irlande deviendraient plus proches après la guerre et il exprima son admiration personnelle pour la manière dont de Valera avait gardé son pays neutre.

L'admiration entre ces deux hommes qui avaient lutté pour la souveraineté de leur patrie, était réciproque même si cette sympathie ne s'officialisa que dans les années 1960. Dans les années de guerre, ils conservaient une certaine méfiance l'un envers l'autre, surtout de Valera pour le général de Gaulle. Les deux émergèrent de la même manière : de Gaulle comme officier de l'armée régulière et de Valera comme un officier volontaire, commandant d'un corps rebelle. Ils connurent les horreurs et les exaltations de la guerre au même moment : de Gaulle était blessé à Dinant en août 1914, en Champagne en février 1915 et à Douaumont en mars 1916; De Valera commandait la garnison de Boland Mills pendant l'insurrection de 1916. Les deux hommes furent emprisonnés et tentèrent de s'échapper héroïquement. Enfin, il y avait un commun désir de respect et de reconnaissance internationale, l'un avec le mouvement du *Sinn Fein* en 1920, l'autre avec le mouvement de la France Libre en 1940. Le dévouement religieux était encore un de leurs nombreux points communs. Cette opinion du général était personnelle et non partagée par les professionnels du quai d'Orsay. Pourquoi De Gaulle alla à l'encontre des professionnels du quai d'Orsay, en donnant de l'importance et de l'attention

aux relations avec un pays qui avait été snobé par les alliés victorieux ? C'était dans l'intérêt de la France d'après-guerre de ne pas se priver du soutien d'un pays : « nous devons avoir besoin de nos amis après la guerre » dit-il après la discussion avec le diplomate irlandais. De Gaulle, de plus, descendait du clan Mac Cartans, seigneurs de Kinelarty dans le comté sud Down. C'était un clan anti-britannique qui avait rejoint la brigade irlandaise sous l'étendard du roi de France. Ce clan fit beaucoup d'alliances matrimoniales avec des familles françaises. Ainsi, De Gaulle jamais ne perdit une occasion pour célébrer ses racines irlandaises éloignées<sup>280</sup>.

Les deux personnages parlèrent d'autres sujets comme le projet d'une conférence des Nations Unies à San Francisco, la durée espérée de la fin de la guerre et la situation sociale et politique interne de la France. Lors de son départ, Murphy fut surpris de voir le garde lui présenter ses armes en son honneur comme un geste officiel pour terminer une « audience privée ». Bien que Murphy décrivît les manières du général comme froides et distantes, l'audience permit de mettre fin à la dispute diplomatique qui avait aigri les relations franco irlandaises pendant plusieurs mois<sup>281</sup>. Les relations semblaient être relancées pour une nouvelle période d'amitié entre les deux pays grâce à cette rencontre.

---

<sup>280</sup> Pierre Joannon, *Charles de Gaulle and Ireland*, in « De Gaulle and Ireland, pp.4-21.

<sup>281</sup> Rapport de Murphy pour Walshe, 26 mars 1945. D/FA P97.

## **II. Le rétablissement des relations entre le Gouvernement Provisoire de la**

### **République français et l'Eire:**

La seconde guerre mondiale fut une période particulièrement difficile pour le service diplomatique irlandais. Pourtant, avec la France, celui-ci se débrouilla assez bien dans les moments difficiles. Le département des AE fut extrêmement chanceux de compter parmi ses membres Sean Murphy à Vichy qui permit de conserver une certaine stabilité de la politique irlandaise envers la France, particulièrement lorsque l'enthousiasme du secrétaire du département des Affaires Etrangères menaçait de rompre cet équilibre. Les avis prudents du ministre de France aidèrent le gouvernement irlandais à garder une position forte qu'il n'aurait pu conserver s'il avait suivi le point de vue de Joseph Walshe. Murphy lui-même dut endurer aussi des épreuves : d'abord remis en cause par Walshe qui soutenait ouvertement Vichy, il fut ensuite dénigré par le nouveau gouvernement provisoire de France alors que pendant toute la guerre, il avait affiché sa position pro-britannique et sa critique de Pétain.

La bataille de principe d'automne 1944 avec le gouvernement du général de Gaulle fut pourtant remportée par le gouvernement irlandais. Murphy, mais aussi Cremin, s'illustrèrent par la qualité de leurs rapports sur une situation intérieure sociale et politique française en continuel changement durant la guerre qui permit au département des AE de se faire une idée du caractère du régime de Vichy. Malgré la documentation incomplète sur la position de la légation face à la question juive, celle-ci démontra des efforts pour essayer d'agir face à ce problème même sans grands succès.

La légation française à Dublin posa de nombreux problèmes au personnel du département des AE de Dublin. Malgré une politique naïve de Walshe, ces problèmes purent être résolus et la politique de neutralité de l'Irlande ne fut pas sérieusement remise en cause.

En général, les archives du département des AE et de la légation irlandaise sont impressionnantes. Le service diplomatique irlandais passa de graves périodes de difficultés avec une amélioration de sa réputation, ce qui est tout à son honneur. Cette position forte, acquise à la fin de la guerre, se consolida dans l'après-guerre. Les disputes franco irlandaises qui eurent lieu pendant la guerre, n'eurent pas d'effet à long terme sur leurs relations. La légation française connut tout d'abord des difficultés liées d'abord à un déficit budgétaire, à cela s'ajouta une dispute idéologique et politique par la formation de deux gouvernements antagonistes.

La réunion entre le Général et Murphy engendra un énorme optimisme pour les futures relations entre l'Irlande et la France. Le chemin n'était pourtant pas facile malgré l'obtention d'une ambassade irlandaise à Paris.

Jean Rivière, remplaçant de Laforcade, joua un grand rôle dans ce processus difficile. Il rencontra De Valera peu de temps après l'audience secrète entre le Général et Murphy. De Valera lui expliqua que la France jouait un rôle important pour son pays, car elle était un contre poids à la Grande Bretagne même si celle-ci avait acceptée la neutralité de l'Irlande. La France était un point de ralliement pour toutes les petites nations comme l'Irlande. En mai 1945, l'ambassadeur français Rivière observa l'expression violente de la neutralité irlandaise sous forme d'attaque contre le propriétaire d'un restaurant français à Dublin, Louis Jammet, marquant la fin de la seconde guerre mondiale dans la capitale irlandaise. Jammet était décrit par l'ambassadeur comme « le chef moral de la colonie française de Dublin et l'initiateur du mouvement de la résistance française en Irlande pendant la guerre ». Il regrettait que la volonté de neutralité de l'Irlande débouche sur une haine anti-français. Jammet entendit des



« nous sommes neutres » lors de l'attaque de son restaurant ; un policier lui demanda de retirer le drapeau français de son restaurant pour calmer la foule furieuse.

*Le Monde*, créé à la fin de la guerre, témoigne d'une manifestation contre les Alliés à Dublin en mai 1945 grâce aux premières informations non censurées arrivées d'Irlande (selon l'agence Reuter). Des bagarres auraient éclaté dans les rues de la capitale irlandaise suite à l'annonce de la capitulation allemande. Des partisans de l'IRA sont allés briser les vitrines des bureaux du représentant de Grande-Bretagne, Sir John Maffey et du consulat des Etats-Unis. Des violences ont également été provoquées par des étudiants de Trinity College qui huèrent l'Union Jack, hymne anglais<sup>282</sup>.

Le 5 mai 1945, lors de la mort d'Adolf Hitler, *L'Humanité*, en utilisant comme source le *New York Times*, condamne les condoléances des gouvernements portugais et irlandais aux représentants de la « Grande Allemagne ». Selon le journal américain, « les larmes de Valera et de Salazar ne leur seront pas pardonnées », pour conclure : « la neutralité se gâte quand elle est maintenue trop longtemps »<sup>283</sup>.

Même à la fin de la guerre, *Le Monde* continue d'avoir de l'admiration pour ce pays qui développa à merveille son aviation civile avec Aer Lingus et perpétua la tradition séculaire du cheval. La ferveur intacte du peuple irlandais renforce aussi cette admiration du journal<sup>284</sup>.

La seconde guerre mondiale avait totalement déstabilisé les liens commerciaux et économiques entre les deux pays qui eurent peu ou pas de liens bilatéraux directs après-guerre.

---

<sup>282</sup> *Le Monde* du 15 mai 1945, p.2.

<sup>283</sup> *L'Humanité* du 6 mai 1945, p.2.

<sup>284</sup> *Le Monde* du 24 septembre 1946, p.2 : Un pays mal connu et méconnu de Benoît Braun.

## **Conclusion :**

Cette période fut bénéfique pour l'Irlande qui se forgea une personnalité et un caractère nécessaire pour survivre sur le plan international alors que la France dut affronter une division politique comme jamais auparavant. Si l'Irlande sortit de la guerre unie, elle fut totalement isolée à cause de sa politique de neutralité autour d'un seul homme, Eamon de Valera.

L'Irlande resta plus attachée au relation avec l'état français qu'avec le gouvernement ce qui peut expliquer son soutien au gouvernement de Vichy, pourtant comment expliquer alors les critiques ouvertes faites par plusieurs membres du gouvernement irlandais à la veille de la guerre au gouvernement du Front Populaire de Léon Blum ? Le gouvernement du maréchal Pétain n'entraîna lui qu'une réserve officielle de Sean Murphy, représentant irlandais en place en France pendant toute la durée de la guerre. L'Irlande reste ainsi un pays conservateur effrayé par la nouveauté et très imprégné de catholicisme.

La vision positive de l'Irlande fut principalement véhiculée par les éléments les plus conservateurs de la société tel que le journal catholique, *La Croix* mais aussi le journal gouvernemental, *Le Figaro*. Le principal journal d'extrême-droite, *L'Action française*, s'attarda avec détails sur le mouvement de l'IRA comme pour souligner les difficultés anglaises mais aussi la fragilité du nouveau gouvernement irlandais. Le journal communiste, *L'Humanité*, n'informa presque pas sur les événements d'Irlande.

Mon manque de source pour la perception irlandaise de la France m'empêche de comparer plusieurs journaux afin de croiser les sources ne disposant quasiment que des lettres diplomatiques toujours subjectives.

En bref, malgré quelques accrochages entre diplomaties ou par l'intermédiaire de la presse, la presse française accusant de Valera d'être un dictateur ou la France refusant d'inviter l'Irlande à l'exposition universelle de Paris en 1937, les relations franco-irlandaises s'inspirèrent largement de leur passé d'alliés formé par les gouvernements précédents pour conserver une amitié forte tout au long de la guerre. Le mouvement de l'IRA fut toujours très mal perçu en France mais, cela était également le cas en Irlande même, où de Valera, ancien républicain, alla jusqu'à condamner lui-même ce mouvement sous la pression de l'Angleterre et de l'église.

Paradoxalement, le passage du régime de Pétain au gouvernement de la France Libre posa un véritable dilemme diplomatique, le gouvernement du général de Gaulle se rappelant justement que l'Irlande, sous couvert de neutralité, fut trop prudente, alors que les deux pays étaient « amis ». Cette prudence faillit coûter chère à l'Irlande qui aurait pu perdre un allié important pour affirmer sa place sur l'échiquier mondial et notamment européen, les liens avec les Etats-Unis étant assurés par la population irlandaise émigrée là-bas.

Une nouvelle fois, ce problème de reconnaissance du diplomate irlandais fut réglé grâce au passé d'amis qui liait les deux pays : le général de Gaulle étant originaire d'une famille irlandaise.

L'unité irlandaise fut même maintes fois critiquée par la France où l'occupation et la division en deux furent mal vécues. Mais dans l'ensemble, l'Irlande ne fut pas perçue comme un pays traître par la France, permettant de cette manière une continuité dans les liens amicaux.

Afin de percevoir les représentations française de l'Irlande et irlandaise de la France, une lecture des journaux d'après-guerre pourrait être intéressante, même si pour le peu que j'ai pu lire, j'ai constaté une certaine continuité dans la description positive et ce même dans les manuels scolaires français. Une étude des liens ou des perceptions des deux pays après-guerre permettrait aussi d'avoir accès à des outils plus ou moins absents pendant la guerre à cause de la censure, comme l'économie, la culture et l'art.

## États des sources :

**Archives irlandaises** : National Archives of Ireland.

*Département des Affaires étrangères : D/FA*

(a) A series :

- A2 (1), Département de la Défense.
- A61, M. Lalouette, French Committee of National Liberation, 1944.

(b) P series :

- NAI, D/FA, Generals reports, P246/873.
- D/FA, P12/1, Vichy and Paris Legation 1940-1950.
- P75, French Legation Dublin, Position 1943-1944.
- Department of Foreign Affairs, Secretary's office, P97, recognition by Ireland of Provisional government of France, 233/55a.
- P103, Recognition of Miss Maire Entee to Paris 1943-1947, arrangement for travel to France.

(c) Confidential Reports Series :

- Confidential Reports Series, 19/4, PRO (Public record Office, London), Dublin.
- Confidential Reports Series, 219/1D, Paris 1940-1944.

(d) General Reports Series :

- 205/124, Neutrals' Attitude to provisional government and CFLN, 1943-1945.
- 219/69, Temporary accommodation of Paris Legation during the war in France, 1940.
- 227/88, Recognition of General de Gaulle by UK government, 1940.
- 246/873, Arrangement with the French government for the payment of francs to the Irish legation in France and in return for the payments of pounds to the French legation in Dublin, 1942-1943.

- 318/23/10a1, staff appointments at French Embassy and recall of the « attachés naval et militaire », janvier 1934-octobre 1960.

(e) Paris Embassy Files (P series) :

- P19/34A, Crisis of August 1939, August- december 1939.
- P19/34(a)2, War 1939-1940, General Press and Political Reports, January-June 1940.

(f) Paris Embassy Files :

- 48/11, Diplomatic corps in France during the war, 1941-1942.
- 48/11bis, Position of diplomatic corps in France after 27 november 1942 until february 1945.
- 49/20 (1), Correspondence from Jews in France concerning exit visas, september 1942-april 1945.
- 113/9, Annual Reports of the legation, 1941-1947.

*Département de Justice :*

- JUS8/1009, S6/53, « The Leader » : series of articles relating to the second world war (1953).

*Dail Eireann Debates :DE*

- Volume77, Speech on neutrality, 2 septembre 1939.
- Volume 84, 17 juillet 1941, pour le rapatriement des irlandais de France.
- Volume95 (3 octobre 1944 au 9 février 1945).

## Archives françaises :

### *Ministère des Affaires Etrangères : MAE*

- Archives du ministère des AE, Papiers 1940, Bureau d'études Chauvel, dossier général sur l'Irlande du 3 mars 1941 au 8 septembre 1942.
- Papiers 1940, Papiers Baudouin.
- Papiers 1940, papiers Charles-Roux.
- Papiers 1940, papiers Rochat.
  
- Correspondance politique et commerciale, 1914-1940 : politique intérieure (1929-1938)- volume 19, politique étrangère (1930-1939)- volume 20, relations avec la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (1933-1939)- volume 22, dossier général, politique étrangère (1940)- volume 23, Armée marine (1930-1939)- volume 24, Affaires diverses (1932-1939)- volume 26, politique intérieure, affaires diverses (mars, avril 1932 et janvier 1939- février 1940)..
- Guerre 1939-1945, Vichy, Sous-série Europe, n°370 : Corps diplomatique et consulaire français, juin 1940-août 1944.
- Guerre, Vichy, Europe, n°372 : Presse Irlande, juillet 1940-mai 1942.
- Guerre, Vichy, Europe, n°373 : Irlande Armée- Aviation- Marine, juin 1940-octobre 1942.
- Guerre, Vichy, Europe, n°374 : Politique intérieure Irlande, juillet 1940-juin 1944.
- Guerre, Vichy, Europe, n°375 : Politique extérieure Irlande, juin 1940-mars 1944.
- Guerre, Vichy, Europe, n°379 : Français en Irlande, octobre 1940-avril 1944.
- Guerre, Vichy, Europe, n°380 : Irlandais en France, janvier 1941-juillet 1943.
- Guerre, Vichy, Europe, n°381 : Irlande affaires diverses, août 1940-août 1944.
- Guerre, Vichy, Europe, n°297 : Presses irlandaises.
- Guerre, Vichy, Europe, n°298 : Presses anglaises et irlandaises.

- Relations commerciales 1918-1940 : B- Foires et expositions- volume 18 : Irlande (1938-1940), Navigation maritime, ports (n°43) Grande-Bretagne- Irlande (1933-1939).
- Guerre, Vichy, Relations commerciales n°257 : Presse du 15 juin 1940 au 31 mars 1940.
- Guerre, Vichy, Relations commerciales n°259, février 1942-mai 1942.
- Guerre, Vichy, Relations commerciales n°262 : Achats de chevaux et de phosphates.
- Guerre, Vichy, n°553 : Attachés commerciaux, 31 décembre 1941-30 octobre 1943.
- Guerre, Vichy, Relations commerciales n°595 : encaisse des chancelleries août 1941-avril 1944.
- Guerre 1939-1945, Correspondance Londres-Alger tome I, n°781 : comptabilité pour l'Irlande, août 1943-janvier 1944.
- Guerre, Correspondance Londres- Alger tome I, n°1376 : Irlande dossier général, relations avec les autres pays, avril 1943-septembre 1944.

*Archives de la police :*

GA (classeur) A3 Ambassades, Consulats, légations n°84356 : liste des divers diplomates (1944-1986).

GA P4 Pucheu Pierre, ministre de l'intérieur, ministère de Pétain 19/07/1941.

BA (classeur) 2430 Guerre 39/40, Affectés spéciaux : enquêtes. Circulation des français et des étrangers en temps de guerre.

BA 2123 Journalistes Etrangers. Presse étrangère. Dossier 267.789 a-3.



*Documents diplomatiques français 1944*, tome II (9 septembre- 31 décembre 1944), Paris, imprimerie nationale, 1996, Commission de la publication des documents diplomatiques français.

Beuque Etiennette, *L'Exemple de l'Irlande*, Editions du Parti National Breton, Rennes, 1942.

Beuque E., *L'Holocauste*, Paris, 1938, 254p.

Beuque E., *Où va l'Irlande*, Paris, éditions Eugène Fuguière, 1935, 122p.

Beuque E., *Pour l'Irlande*, Ame Gauloise, Paris, 1928, 110p.

Beuque E., *Rebelles ou Martyrs ?*, Paris, 1928, 128p.

Cahen Léon, Ronze Raymond, Folinais Emile, *Histoire du monde de 1919 à 1937*, Aubier éditions Montagne, 1937, 414p.

Guillemain et L'Abbé Lester, *Histoire de France*, cours élémentaire (classes de 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup>), collection « Les classiques catholiques », 7<sup>ème</sup> édition, 1940, Paris, 219p.

Pauly Marie-Hélène, *Les voyageurs français au temps du romantisme*, thèse pour le doctorat de l'Université de Paris, Paris, 1939, 289p.

Pirenne Henri, *Histoire de l'Europe : des invasions au XVI e siècle*, 1<sup>ère</sup> édition en 1917, 3 e édition de 1936, 492p.

Schaeffer W., *La tyrannie anglaise en Irlande*, Berlin, 1940, 47p.

*L'Humanité, Le Figaro, L'Action française, La Croix, Paris-Soir* (1937-1945). Lecture par dates importantes dans l'histoire irlandaise mais aussi par mois pendant lesquels rien ne s'est passé en Irlande pour analyser la véritable place de ce pays dans la presse française.

## Bibliographie :

### **Ouvrages généraux :**

#### ***La neutralité irlandaise:***

Carroll J.J, *Ireland in the War years 1939-1944*, Newton Abbot, David and Charles, New-York, 1975, 190p.

Collinet Michel et Patri A., *Le neutralisme et l'Europe*, Paris, 1933.

Dwyer T.Ryle, *De Valera's finest Hour in search of national independence 1932-1959*, Dublin and Cork, Mercier Press, 1982, 210 p.

Fisk Robert, *In time of war ;Ireland, Ulster and the price of Neutrality, 1939-1945*, Ireland, Brandon, 1983, 565p.

Fréchet René, *Histoire de l'Irlande*, PUF, 1970, 127p.

Longford Francis Aungier Lord and O'Neill Thomas Pakenham, *Eamon de Valera*, London, Gill and Mac Millan, 1970, 499 p.

F.S.L. Lyons, *Ireland since the Famine*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1971, 859 p.

Moynihan Maurice, *Speeches and statements by Eamon de Valera 1917-1973*, Dublin, Gill and Mac Millan, 1980, 634 p.

Nowlan K.B. and Williams T. Desmond, *Ireland in the War Years and After 1939-1951*, Dublin, Gill and Mac Millan, 1969.

Stephan Enno, *Spies in Ireland*, London, Four Square, 1965.

Mac Gill et Mac Millan ( éditeurs ), *Chronology of Irish history*.

#### ***Le Front Populaire :***

Touchard Jean, *La gauche en France depuis 1900*, éditions du Seuil, 1977, 380 p.

### ***Le régime de Vichy :***

Aron Robert, *Histoire de Vichy*, Paris, Arthème Fayard, 1954, 766p.

Azéma Jean-Pierre, *De Munich à la Libération*, Paris, éditions du Seuil, 1984, 412 p.

Durand Yves, *Vichy 1940-1944*, Paris, Bordas, 1972, 176 p.

Ferro Marco, *Pétain*, Paris, Fayard, 1987, 789 p.

Freyssinet-Dominjon Jacqueline, *Les manuels d'histoire de l'école libre 1882-1959 : de la loi Ferry à Debré*, Armand Colin, Paris, 1969, 294 p.

Laborie Pierre, *L'opinion publique sous Vichy*, Seuil, Paris, 1990, 405 p.

Michel Henri, *Pétain, Laval, Darlan :trois politiques*, Paris, Flammarion, 1972.

Michel Henri, *Le régime de Vichy était-il neutre ?* in « Les états neutres européens et la seconde guerre mondiale », colloque internationale des universités de Neuchâtel et de Berne, Neuchâtel, 1983, pp.325-326.

Paxton Robert O., *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, Paris, 1973, 366 p., 1<sup>ère</sup> édition en 1972 sous le titre original de *Vichy France, Old Guard and New Order, 1940-1944*.

Queuille Pierre François, *Histoire diplomatique de Vichy : Pétain diplomate*, Paris, Albatros, 1976, 330 p.

Webster Paul, *Pétain's Crime : the full story of french collaboration in the Holocaust*, Basingstoke (GB), 1990, 225 p.

### ***La France Libre :***

Joannon Pierre, *L'Hiver du connétable :Charles de Gaulle et l'Irlande*, La Gacilly, éditions Artus, 1991, 101 p.

Lacouture Jean, *De Gaulle volume 1, Le rebelle 1890-1944*, Paris, Seuil, 1984, 869 p.

Lacouture Jean, *De Gaulle, volume 2, La politique 1944-1959*, Paris, Editions du Seuil, 1985, 723 p.

Muracciole Jean-François, *Histoire de la France Libre*, PUF, Que sais-je ?, 1996, Paris, 126p.

***Les relations internationales:***

Duroselle Jean Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1966, 4<sup>ème</sup> édition, 1965, 811 p., 1<sup>ère</sup> édition en 1953.

Duroselle Jean Baptiste, *Politique étrangère de la France, la décadence 1932-1939*, imprimerie nationale, Paris, 1979, 568 p.

Keatinge Patrick, *The formulation of Irish Foreign Policy*, Dublin, Institute of Public Administration, 1973, 323 p.

Keogh Dermot, *Ireland and Europe, 1919-1948*, Dublin, Gill and Macmillan, 1988, 256p.

Joseph Morrison Skelly and Michael Kennedy (eds.), *Irish Foreign policy 1916-1966: from independence to internationalism*, Fourt Court Press, Dublin, 2000.

**Ouvrages secondaires :**

***La neutralité irlandaise :***

Fanning Ronan, *Independent Ireland*, Dublin, 1983.

Fanning Ronan, *The politics of Irish Neutrality during the second World War* in « Les états neutres européens et la seconde guerre mondiale », colloque internationale des universités de Neuchâtel et de Berne, Neuchâtel, 1983, pp.125-133.

Brian Girvin et Geoffrey Roberts (éditeurs), *Ireland and the second World War: politics, society and remembrance*, Fourt Court Press, Dublin, 2000, 186 p.

Keogh Dermot, *Ireland, the department of Foreign Affairs* in Zara Steiner (éditeur), « The Times Survey of Foreign Ministries of the World », London, Times Books, Ltd., 1982, pp.275-296.

Keogh Dermot, *The Origins of the Irish Foreign Service in Europe* in « Etudes irlandaises, volume 7, 1982, pp.145-164.

Monnier Léon, *La neutralité du point de vue du droit international public* in « Les états neutres européens et la seconde guerre mondiale », colloque international de Neuchâtel et de Berne, Neuchâtel, 1983, pp.17-27.

Eunan O'Halpin, *Defending Ireland: the Irish state and its enemies since 1922*, Oxford University Press, 1999, 382 p.

Trevor Salmon, *Unneutral Ireland : an ambivalent and unique security policy*, Oxford, 1989, 347 p.

Williams T. Desmond, *A study in Neutrality*, « The Leader », janvier-avril 1953.

N. Wylie(ed.), *Europeans neutrals and non-belligerents during the second World War*, Cambridge University Press, 2002, 368 p.

### ***Relations économique et diplomatique :***

*Irlande et Bretagne, 20 siècles d'histoire*, Actes du colloque de Rennes (29-31 mars 1993), Terre de Brume, Editions Rennes, 1994.

Gillaizeau Delphine avec Dr Horne, *Relations diplomatiques entre le gouvernement français et le gouvernement irlandais 1940-1944*, Paris, 1992.

Mac Cann Hugh, *Economic Relations between Ireland and France* in « Etudes irlandaises, volume 7, 1982, pp.203-208.

O'Brien Conor Cruise, *Ireland in international Affairs* in Owen Dudley Edwards (éd.), « Conor Cruise O'Brien introduces Ireland », London, Deutsch, 1969.

Patterson Robert, *Ireland and France :an analysis of diplomatic relations, 1929-1950*, MA (thèse), University of Cork, 1993.

***Vision française de l'Irlande:***

Albert Pierre, *Documents pour l'histoire de la presse nationale aux XIX è et XX è siècles*, Paris, CNRS, 1976, 339 p.

Bellanger, *Histoire général de la Presse*, volume 4, 1975.

Caroll Joseph, *A french view of Irish Neutrality* in « Etudes irlandaises », volume 14-2, décembre 1989, pp.159-164.

Dethan Georges, *France : The ministry of Foreign Affairs since the nineteenth century* in Zara Steiner (éditeur), « The Times Survey of Foreign Ministeries of the World », London, Times Books Ltd., 1982, pp.203-223.

D'Hopp Jean-Marie, *La France et les neutres européens de septembre 1939 à mai-juin 1940* in « les états neutres européens et la seconde guerre mondiale », colloque internationale des universités de Neuchâtel et de Berne, Neuchâtel, 1983, pp.331-334.

Feyel Gilles, *La presse en France des origines à 1944 : Histoire politique et matérielle*, Ellipses, Paris, 1999.

Freyssinet-Dominjon Jacques, *Les manuels d'histoire de l'école libre 1882-1959 : de la loi Ferry à la loi Debré*, Armand Colin, Paris, 1969, 294p.

Julienne Janick, *La question irlandaise en France de 1860 à 1890 : perceptions et réactions*, doctorat, 3 tomes, 1997, 735 p.

Joannon Pierre, *Charles de Gaulle and Ireland : a return to the sources* in Pierre Joannon (éditeur), « De Gaulle and Ireland », Dublin, Institute of Public administration, 1991, pp.1-22, 147 p.

Keogh Dermot, *Ireland, De Gaulle and the Second World War* in Pierre Joannon (éd.), « De Gaulle and Ireland », Dublin, Institute of Public Administration, 1991, pp.23-52.

Schor Ralph, *L'opinion française et les étrangers en France de 1919 à 1939*, Publications de la Sorbonne, Paris, Thèse, 1985, p.633-705 (sur la xénophobie dans les années trente).

Serpolay Rémy, *L'image de l'Irlande dans la presse quotidienne française (1912-1985)*, mémoire de DEA, Clermont-Ferrand, 1992, 98 p.

## Annexes:

### **Personnages historiques:**

**Frank Aiken** fut le président des Défenses Coordonnées, principal instigateur de la censure.

**Charles Alphand**, d'abord ministre français à Dublin en 1930 (le premier), devint directeur des affaires économiques au bureau des AE de De Gaulle. Son fils se lia d'amitié avec Frédérick Boland, ministre irlandais des finances.

**Léon Blum** fut le président de la France à partir de 1936 et surtout chef de file du Front Populaire, parti socialiste.

**Paul Baudouin** fut le ministre français des Affaires Etrangères de Vichy.

**Lionel Bédin** fut attaché naval au début de la guerre. Marcel Kergoat fut son secrétaire. Bédin fut pourtant rapidement remplacé par **Albertas**, capitaine de Frégate et attaché de l'air à Londres de 1932 à 1937.

**Frédérick Boland** fut le ministre irlandais des finances.

**Benjamin Frédéric Cauvet-Duhamel** d'abord assitant de Laforcade, remplaça celui-cien 1943 après son ralliement au mouvement gaulliste. Il fut nommé chargé d'affaires à Dublin.

**Churchill** fut premier ministre anglais pendant cette période. Il s'opposa à la neutralité irlandaise et à la résistance nationaliste de De Gaulle.

**Michael Collins** fut le principal instigateur de la guerre d'indépendance irlandaise en étant dans l'IRA tout comme De Valera. Après la signature du traité de 1921 avec les anglais, il entra dans le nouveau gouvernement avant d'être tué.

**Cosgrave** fut le leader du parti d'opposition, le *Fine Gaël*, à celui en place dirigé par De Valera, le *Fianna Fail*. **Dillon**, un de ses lieutenants, fut rejeté de ce parti après s'être déclaré pour l'entrée en guerre de l'Irlande en soutien des américains.



**Cornelius Cremin** fut secrétaire de Murphy, ministre en France. Il fut remplacé par Denis Mac Donald dans son poste de Vichy car il partit dans la légation d'Allemagne. A la fin de la seconde guerre mondiale, il assumait le rôle d'ambassadeur irlandais en France.

**Cunningham** fut le directeur du contrôle des engrais au ministère de l'approvisionnement de Londres.

**L'amiral Darlan** servit dans la flotte de Vichy avant de créer un mouvement dissident depuis l'Afrique du nord.

**Général de Gaulle** fut le représentant de la France Libre en Angleterre et joua un rôle important dans la résistance puis, le gouvernement provisoire qui remplaça le régime de Vichy.

**David Grey** fut le représentant américain d'Irlande.

**Kerney** était le conseiller aux AE de Walshe. Il fut le principal théoricien du bloc catholique.

**Kiernan** fut le ministre irlandais au Vatican.

**François Xavier de Laforcade** fut ministre français en Irlande pendant la guerre.

**Roger Lalouette** fut le secrétaire de la représentation du CFLN à Dublin dès 1944. **Pierre Laval** fut le président de la France du régime de Vichy, c'est-à-dire de la zone libre. Il fut le principal instigateur du caractère totalitaire du régime.

**Charles Le Roux** fut le secrétaire général des Affaires Etrangères françaises.

**Sean Lemass** fut le ministre irlandais de l'approvisionnement.

**Lestocquoy** était l'attaché commercial de la légation française à Dublin.

**Little** fut le ministre des Postes et des télégraphes irlandais.

**Michael Mac White** joua avec Walshe et Murphy un rôle important dans la diffusion des idées du *Sinn Fein* avant de devenir ministre en Italie.

**John Maffey** fut le ministre anglais de Dublin.

**Massigli** était à l'époque l'ambassadeur français de Londres. Il conserva sa place malgré la rupture des relations franco-anglaises en 1940.

**Sean Murphy** fut ministre irlandais en France de 1938 à 1950 avant d'être transféré au Canada.

**Norton** fut le leader de l'autre parti d'opposition, le *Labour*.

**Art O'Briain** fut le ministre irlandais en France dans les années trente pendant le Front Populaire. Il fut remplacé par Murphy en 1938 à cause de son opposition au gouvernement français.

**Sean T.O'Kelly de Gallagher** fut le représentant irlandais en France de 1921 à 1922. Pendant la seconde guerre mondiale, il joua un rôle plus consulaire.

**Maréchal Pétain** fut le premier ministre français pendant la seconde guerre mondiale. Il administrait la zone libre du sud de la France.

**Pierre Pucheu** était le ministre de l'intérieur de Vichy avant d'être tué par la résistance en représailles de sa politique de répression des résistants.

**Cailloux René-Hilaire** était au début de la guerre attaché militaire à la légation française avant d'être remplacé début 1941 par **Jacques Lachèvre**.

**Paul Reynaud** fut le président du conseil français.

**Jean Rivière** remplaça Laforcade à la fin de la guerre comme représentant du nouveau régime français en Irlande.

**Rochat** et **Saffoy** furent des membres de la légation française transférés de Londres à Dublin en 1940. Ils furent les premiers à rejoindre le mouvement gaulliste.

**Roché** représenta le CFLN (le comité français de Londres) en Irlande pour la négociation de phosphates.

**Frédéric Roosevelt**, président américain, déclara la guerre aux pays de l'Axe en décembre 1941.

**Salazar** était le président portugais de l'époque.

**Traynor** fut le ministre de la défense irlandais.

**Eamon de Valera** fut premier ministre et ministre des Affaires Etrangères pendant la seconde guerre mondiale.

**Valerio Valeri** fut le Nonce apostolique (représentant du Vatican) en France pendant la durée du conflit mondial. Il sera aussi le futur pape.

**Joseph Walshe** fut secrétaire du Département des Affaires Etrangères pendant la guerre. Il finit sa carrière comme ministre en Italie.

## Chronologie comparée entre la France et l'Irlande :

### Irlande

### France

#### 1936 :

18 juin : l'état libre déclare l'IRA comme une **organisation illégale** sous la loi des pouvoirs spéciaux.  
20 novembre : le général Eoin O'Duffy mène les **Blueshirt** (« chemises bleues ») en Espagne comme une brigade irlandaise pour soutenir le général Franco et les rebelles nationalistes dans la guerre civile espagnole.  
10 décembre : Edward VIII abdique, succède à George VI.  
11 décembre : le gouvernement irlandais introduit la constitution en relation à l'autorité exécutive. Le **roi est supprimé** et les représentants de la couronne comme le gouverneur général sont abolis.  
12 décembre : les AE ne conservent qu'un seul lien avec la Couronne. Le roi peut intervenir pour la **nomination représentants diplomatiques et consulaires**.  
16 décembre : Frank Ryan mène les **volontaires républicains en Espagne** pour lutter avec la brigade internationale en soutien du gouvernement républicain.  
Le même jour, le recensement de la population comptabilise **2.968.420 habitants** soit une baisse de 0.12 % depuis 1926.

#### 1937 :

24 février : l'acte de la guerre civile espagnole interdit à tout citoyen irlandais d'intervenir en Espagne.  
8 juin : les pouvoirs exécutifs sont transférés de la Couronne à l'état libre et son Conseil exécutif.  
14 juin : la **constitution de de Valera est approuvée** par le parlement irlandais.  
1<sup>er</sup> juillet : élection général et référendum pour la nouvelle constitution qui est approuvée à 685.000 voix contre 520.000.  
Fianna Fail (parti de de Valera) : 69, Fine Gaël : 48, Labour : 13 et indépendents : 8.  
29 décembre : **Entrée en vigueur de la constitution**.  
Recensement de la population de l'Irlande du Nord : 1.279.745 Habitants ( augmentation de 1.8 % depuis 1926).

#### 1938 :

Du 17 janvier au 25 avril : **Négociations anglo-irlandaises** pour mettre fin à la guerre économique. Accords du 25 avril signés par Chamberlain et de Valera à Londres qui met fin au traité des ports qui accordait les ports irlandais à l'Angleterre en cas de guerre. L'Irlande doit payer 10 millions de livres comme compensation à l'Angleterre. Le marché britannique s'ouvre à l'élevage irlandais et le retour des ports permet à l'Eire de rester neutre pendant la seconde guerre mondiale.  
9 février : **Victoire des unionistes** aux élections générales en Irlande du Nord.  
22 mars : Conférence de la route de l'air de l'Atlantique du Nord se

#### 1937 :

18 avril : dissolution de la tendance « gauche révolutionnaire » à la SFIO.  
14 mars : encyclique de PIE XI sur le nazisme : mit brennenden Sorge.  
24 mai : exposition internationale de Paris.  
21 juin : démission de Léon Blum, mis en échec au Sénat.  
21 décembre : aménagement de la semaine de 40 heures.

#### 1938 :

13 mars : formation du deuxième gouvernement de Léon Blum.  
8 avril : démission du gouvernement Léon Blum.  
10 avril : formation du 3<sup>ème</sup> cabinet de Daladier.  
4 octobre : la chambre des députés ratifie massivement les accords de Munich du 29 et 30 septembre.  
6 décembre : signature à Paris de l'accord de non-agression franco-allemand.

tient à Dublin avec l'Irlande, le Canada, la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis et mène à l'organisation pour la sécurité de l'air trans-atlantique.

17 juin : élections générales en Eire. Victoire du Fianna fail avec 77 voix.

25 juin : Dr Douglas Hyde élu premier président de l'Irlande à Dublin.

12 septembre : De Valera élu président de l'Assemblée de la société des nations.

#### 1939 :

12 janvier : Ultimatum de l'IRA signé par Patrick Fleming, secrétaire du conseil militaire qui demande au secrétaire des AE, Lord Halifax de retirer les troupes anglaises de l'Irlande du Nord et les représentants de la couronne de l'Angleterre dans les quatre jours sous peine de représailles.

16 janvier : début de la campagne de l'IRA en Grande-Bretagne.

19 janvier : attentat contre le fils d'un député britannique, Chamberlain dans le Comté du Kerry.

1<sup>er</sup> février : arrivée de l'agent allemand, Oskar Pfaus pour lier l'IRA aux nazis.

19 février : De Valera indique que le but de son gouvernement est de préserver la neutralité en Irlande.

2 mai : Protestation de six évêques et de Valera contre la conscription en Irlande du Nord.

14 juin : le gouvernement établit une cour criminelle spéciale pour répondre à la campagne de l'IRA.

23 juin : l'IRA est déclaré hors la loi en Eire.

24 juin : Bombes de l'IRA à Londres.

1<sup>er</sup> juillet : création de la Croix Rouge.

24 juillet : prévention de la violence par un acte gouvernemental introduit par le secrétaire anglais, Sir Samuel Hoare pour faire plier l'IRA qui permet de registrer les irlandais vivant en Angleterre et de les déporter.

8 août : Charles Bewley, représentant irlandais à Berlin, rappelé par de Valera, embarrassé par le fascisme de Bewley.

25 août : nouvelle explosion à Broadgate, Coventry, 5 tués et 70 blessés. Les deux républicains coupables sont exécutés le 7 février 1940.

2-3 septembre : le Dail et le Sénat se rencontraient dans une session extraordinaire pour établir deux lois pour conserver la neutralité :

\*la seconde guerre mondiale est déclarée comme temps de guerre même si l'Irlande n'y participe pas.

\*lois des pouvoirs d'urgence (censure, service militaire...).

16 octobre : premier membre de l'IRA condamné par un tribunal militaire (trois mois pour possession de documents compromettants).

#### 1940 :

3 janvier : l'Eire introduit la loi des pouvoirs d'urgence et d'offenses contre le gouvernement.

25 février : prisonniers de l'IRA en Eire commence une grève de la faim avec deux morts.

5 mai : Herman Goertz est envoyé par le service secret Abwehr de créer le contact avec l'IRA est parachuté à Meath et capturé le 27 novembre.

10 mai : P.M. (membre du parlement) Chamberlain résigne pour

#### 1939 :

Entre fin janvier et début février, 450.000 espagnols se réfugient en France.

10 février : mort de Pie XI.

27 février : reconnaissance du gouvernement de franco par la Grande-Bretagne et la France.

2 mars : Philippe Pétain est nommé ambassadeur en Espagne.

Le même jour, le cardinal Pacelli est élu Pape sous le nom de Pie XII.

28 mars : fin de la guerre civile d'Espagne Avec la prise de Madrid.

5 avril : Albert Lebrun est réélu président de la république.

25 août : saisie de l'*Humanité* et de *Ce Soir*.

27 août : rétablissement de la censure.

1<sup>er</sup> septembre : mobilisation générale.

3 septembre : déclaration de guerre du Royaume-Uni et de la France à l'Allemagne.

12 décembre : envoi par la Grande-Bretagne et la France de matériel militaire en Finlande.

#### 1940 :

20 mars : démission du gouvernement Dauladier.

12 mars : guerre finno-soviétique.

22 mars : gouvernement Paul Reynaud.

9 mai : démission de Paul Reynaud.

10 mai : Winston Churchill devient 1<sup>er</sup> Ministre du Royaume-Uni.

18 mai : entrée de Pétain à la tête du

Winston Churchill qui part le 23 mai 1945.

3 décembre : Hitler ordonne à l'Amiral Raeder d'enquêter sur la possibilité d'envahir l'Irlande mais « seulement si l'Irlande demande de l'aide ».

#### 1941 :

Les forces de défense locale sont établies.

15-16 avril : 300 bombes allemandes sur Belfast. De Valera envoya de l'aide.

30-31 mai : bombes allemandes à Dublin.

23 septembre : loi de l'union du commerce établit le tribunal pour donner une licence d'unions avec un grand nombre de travailleurs comme seuls négociateurs pour travailleurs avec industries particulières.

#### 1942 :

26 janvier : les premières troupes américaines entrent dans Belfast malgré les protestations de de Valera.

5 février : la base de Derry est inaugurée comme partie du commandement de la flotte atlantique des Etats-Unis.

19 février : James Dillon, seul opposant dans le parlement de la politique de neutralité, résigne du Fine Gaël.

22 juin : élections générales en Irlande avec la victoire du Fianna Fail : 67 contre 32 voix pour le Fine Gaël.

#### 1944 :

18 janvier : W.T. Cosgrave résigne du Fine Gaël, succède à Richard Mulcahy le 26 janvier.

21 janvier : l'ambassadeur américain d'Irlande, David Gray, donne à de Valera la note américaine lui demandant de rappeler les représentants du Japon et de l'Allemagne (de Valera refuse).

30 mai : élections générales en Irlande avec une nouvelle victoire du Fianna Fail avec 76 voix.

10 juin : mort de Frank Ryan à 42 ans, leader socialiste républicain.

30 septembre : mort du général Eoin O'Duffy à 52 ans, commissaire de la police (garda síochána) entre 1922 et 1933 et leader des « chemises bleues ».

#### 1945 :

2 mai : le premier ministre irlandais de Valera (Taoiseach) offre ses condoléances à l'occasion de la mort d'Adolf Hitler à l'ambassadeur allemand en Irlande, Edouard Hempel le 30 avril.

14 juin : victoire des unionistes aux élections générales d'Irlande du nord.

16 juin : Sean T.O'Kelly est élu président de l'Irlande.

14 novembre : la Ligue de l'anti-partition irlandaise est formée dans le comté de Tyrone.

Gouvernement.

10 juin : le gouvernement français quitte Paris.

16 juin : Pétain devient président du Conseil des ministres.

22 juin : armistice signé à Rethondes.

3 juillet : attaque anglaise de la flotte française à Mers el-Kebir.

4 juillet : la France rompt ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

24 octobre : rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire.

#### 1941 :

13 janvier : mort de James Joyce.

10 février : Darlan remplace Flandin et devient le nouveau dauphin.

11 juillet : création de la légion des volontaires français contre le bolchévisme.

#### 1942 :

11 novembre : occupation totale de la France.

17 novembre : Pleins pouvoirs à Laval.

8-11 novembre : débarquement allié en Afrique du nord.

24 décembre : assassinat de Darlan à Alger.

#### 1943 :

5 avril : Blum, Daladier et Reynaud livrés à l'Allemagne.

27 mai : 1<sup>ère</sup> réunion du Conseil National de la Résistance.

3 juin : création du CNR.

8 juillet : mort de Jean Moulin.

26 août : le Comité Français de Libération National est reconnu par les alliés.

8 novembre : Giraud quitte le CFLN.

13 novembre : interdit de radio, Pétain cesse d'exercer ses fonctions

#### 1944 :

4 avril : les communistes entrent au gouvernement de la France Libre (CFLN).

En juin, le CFLN devient le Gouvernement Provisoire de la République Française.

6 juin : débarquement des alliés en Normandie.

15 août : débarquement en Provence.

19-25 août : libération de Paris avec la participation de la 2<sup>ème</sup> Division Blindée.

31 août : le GPRF s'installe à Paris.

**The Irish Times Friday, July 14, 1939 : « Vive la France », p.5.**

July 14<sup>th</sup>, 1789, was one of the most notable dates in the world's history. On that day, the Bastille fell to the Paris revolutionaries and although it saw the beginning of a reign of terror in the French capital. It also saw the dawn of a new era of human freedom. The full extent of the influence, that was exerted on mankind by the principles of the French Revolution cannot be computed; it is sufficient to say that the ideals of liberty, equality and fraternity, for which so much blood was shed in those dark days, continue to inspire the human race, and that, even in these times of stress and strain, men of all nations still are groping in the welter of international confusion in an effort to achieve the dreams. That were dreamed one hundred and fifty years ago. Today, France's National Day will be celebrated with an enthusiasm and a fervour that never have been equalled for twenty years. The French people have a keen sense of historic values. They realize that the ideals of the Revolution have been challenged today with brutal determination; that men have arisen in Europe who have resolved to substitute for the freedom that was won at such a high price a system of tyranny far worse, and far more efficient than anything that was experienced under the "ancien régime". Twelve months ago, France was rent asunder by internal strife. Her leaders were almost in despair: for they saw that her enemies were gliding over their discomfiture, and feared that all the gains of a hundred and fifty years might be lost in as many days. Now, all is over. France is united again. Masters and men have composed their differences; political parties have closed their ranks and the French nation stands as one man, ready for all emergencies, yearning for the peace to which it is entitled, but prepared, if need be, to prove its steel once more in the faithful crucible of war. Today, every French man, as he salutes his flag, will dedicate himself anew to the service of his country; "la France pacifique" is also "la France guerrière". The celebrations in Paris today will serve a double purpose. They will demonstrate French unity to the world; and they also will provide fresh evidence of the strength of the Anglo-French alliance. For the first time in twenty years, British troops will take part in the march past before the president of the republic. President Le Brun will be accompanied on the saluting base by Mr. Hore-Belisha, Britain's minister for war; Viscount Gort, Chief of the imperial general staff; Sir Dadey Pounds, first Sea Lord of the Admiralty, and Sir Cyril Newall, Chief of the British Air Staff. The mighty procession of troops will be headed by detachments from five regiments of the Brigade of Guards-grenadiers, coldstreamers, Scots, Irish and Welsh-and the Skir of the Highland pipes will bring to the Parisians memories of those fateful days nearly a quarter of a century ago when the French and British armies stood side by side, with their backs to the wall. Paris today will be a city of gaiety and of pride. Last night, the streets and "boulevards" were packed with singing and dancing crowds. Everywhere the Union Jack mingled with the national tricolour and there never as been such demonstration of Anglo-French unity since the night of the armistice in November, 1918. Not only in Paris, but in every corner of France, this will be a day of days. France has found herself again. She quietly conscious of her own strength, as well as the loyalty of her British friends, and the transformation that has taken place even within the last few months as be little short of a miracle. There is no trace of panic in France; there is no fear. The people are happy in their own lives. They are prosperous; they envy no other people; they ask for nothing from everybody. Yet, they are determined to defend their national heritage, come what may. They have the finest army in the world; their air forces has made great strides since the beginning of the year; their navy is at a high pitch of efficiency; but above all else, they are united solidly among themselves. Two men have been

responsables for this remarkable revival of French unity, as well as for the complete solidarity of the French and British people. One is Adolf Hitler, this other Benito Mussolini. A year ago, French opinion was inclined to be apathetic. Then come Munich, with its terrible aftermath. When the German troops marched into Prague four months ago, the people of France realized that the leopard had not change his spots; that Herr Hitler's word was what less even than Bethman-Hollweg's "Fetzen Papier", and that the fate of Bohemia-Moravia today might be that of Alsace-Lorraine tomorrow. Another incident that wrought a great change in France, was the carefully-prepared demonstration in the Italian chamber, when deputies raised the cry of "Nice, Corsica, Tunis". Up to that point few French men ever had taken the trouble to regard the Italian menace seriously; but the arrogant challenge was flung down by the fascists, a wave of genuine indignation swept over the country. But for these blunders by the German and Italian leaders, the French still might be wrangling over the forty-hours week, and squabbling among themselves over this, that and the other domestic problem; but it was inevitable that sooner or later the German should make their "gaffe traditionnelle", and on this occasion Herr Hitler was seconded by Signor Mussolini. Now not only as France been united; all differences of opinion between Paris and London have been swept away. If war should come-and God forbid that it should come-the enemies of freedom will find France and the British Commonwealth even more closely together than they were in 1914. Everything depends on Herr Hitler. He carries an awful responsibility; for he must know by this time that there can be no questions of the "knock-out" blow on which and his advisers set such high hopes last September. At last the democracies are ready. They do not want to fight. They know full well that war will mean the end of the existing scheme of things, and the world will be subjected to suffering such as never been known. Yet, in the challenge is continued, it will be met. That ought to be the lesson of July, 14<sup>th</sup>, 1939.